

CONTRE-HISTOIRE(S) DE LA METROPOLISATION DE LA VALLEE DE LA SEINE

ÉCARTIERE SUR LES RUINES DU FUTUR

DELAST DE ROUEN
SIEFTEUR ÉPR4
SEVESO SEUIL DOUX
SPRIT'AIR LUBRIZOL APAIRÉ

ECELLE INCONNUE
ART/ARCHI / URBA / NUMÉRIQUE / CINÉMA
11-13 RUE SAINT-ETIENNE DES TONNELIERS
76000 ROUEN / FRANCE
02 35 70 40 05
MEL@ECHELLEINCONNUE.NET

JOURNAL À TITRE PROVISOIRE N°11
2022/2023
7 EUROS

9 782958 396602



ÉDITORIAL

L'action urbaine ou territoriale semble être devenue une affaire de conteurs...

Il y a longtemps déjà que nous voulions consacrer un numéro de notre revue à la communication urbaine ou, plus précisément, à la manière dont le récit participe de la production de la ville. C'est finalement bien tard, à l'heure où des programmes de storytelling urbain performant cette tendance à produire le monde, et fleurissent le long de l'Axe Seine, que nous nous voyons presque contraints de le faire. Ce numéro s'inscrit dans la continuité de notre travail sur la métropolisation du fleuve et ses berges, entre Paris et Le Havre, entamé en 2006.

Nous vivons des temps troubles malgré leur apparente transparence : tout semble accessible et à nu pour qui prendrait le temps de chercher l'information. Alors d'où ce trouble peut-il venir ? De la déraison qui pousse les métropoles à vouloir être tout ; ou plutôt, tout et son contraire : industrie et écologie, dépense et préservation, retenue et débordement, circuit court et pensée logistique mondialisée. À cela tout est bon, et les invitations à adhérer ou participer aux récits contradictoires se multiplient.

Participer ou se taire, voilà le choix qui nous est offert. Et ce qui n'était que de la communication métropolitaine en est aujourd'hui devenu l'ADN.

Car nous vivons l'avènement du régime du projet et de la célébration, du marketing urbain et de ses labels, de la mise en récit de la communication politique. Ou, autrement dit, de l'urbanisme « fictionnel ».

Ainsi, jamais on ne convoqua autant que maintenant prospectives et perspectives narratives, futurologie et science-fiction. Jamais non plus ne les a-t-on autant dévitalisées, vidées de leur potentiel subversif. D'arme politique du pauvre comme le fut un temps le roman noir, les flics de la pensée en ont fait un outil réactionnaire, un dispositif de propagande au service de leur politique.

Par-delà les oppositions, les récits « métropolitiques » veulent tout avaler, prendre tout à leur compte. Être à eux seuls toute la démocratie. Toute l'Histoire.

On pourrait encore nous reprocher d'outrepasser notre rôle en traitant et intervenant finalement dans la question politique. Or, outre le fait que nous aimerions nous inscrire dans la continuité d'une histoire qui mène de Gustave Courbet à Armand Gatti, il nous semble que les mondes de la politique, de l'industrie et de l'économie ne s'étaient jamais autant déplacés vers le champ culturel, au point de se confondre avec lui. Jamais non plus la culture, grâce à sa connotation festive, n'avait tant assuré au régime d'action de la gouvernance métropolitaine (regroupant institutions publiques et privées) son acceptation, voire son soutien.

Mais surtout, ces récits font vacarme et couvrent les bruits sourds des problèmes éternellement non résolus : sans-abris ; expulsions ; ennui mortifère des banlieues populaires ; migrations ; expansion de la main d'œuvre détachée et souvent mobile, voire déplacée ; qualité de vie des ouvriers ; relogement des « Gens du Voyage » victimes de racisme environnemental et sanitaire, etc.

Alors, quelles narrations et formes de récit nous reste-t-il pour ouvrir un espace de débat et proposer une vision critique de la ville en train de se faire ?

Notre ambition ? Démontrer la déraison métropolitaine dont nous crèverons peut-être avant même la fin du monde ! Comment ? En dessinant d'ores et déjà le profil des ruines à venir : celles de l'Axe Seine ; des Jeux Olympiques 2024 ; de Rouen Seine Normande 2028, Capitale européenne de la culture ; de l'industrie hydrogénée ; de la construction d'une mégalopole de Paris jusqu'au Havre. Leurs projets sont notre sujet d'étude, d'enquête et d'observation, et pour une part ils écrivent d'eux-mêmes les catastrophes à venir. Pour le reste, Echelle Inconnue en prend la charge avec son Cinéma sur les ruines du futur.

JOURNAL À TITRE PROVISoire N°11
Écrire sur les ruines du futur
Contre-Histoire(s) de la métropolisation de la vallée de la Seine

Rédacteur en chef : Stany Cambot
Secrétaire de rédaction : Julie Davainne

Rédacteurs : Stany Cambot, Christophe Hubert, Crazy Russian, Stéphane Nappez, Gabriel Meslay, Thibault Poirion, Pedro Tavares Groke

Correcteur : Thibault Poirion

Maquette et illustrations : Gérard Alegre

Rédaction :
Echelle Inconnue, 11/13 rue Saint Étienne des
Tonneliers, 76 000 ROUEN
02 35 70 40 05
mel@echelleinconnue.net

Prix de vente : 7 euros

ISBN : 978-2-9583966-0-2

Imprimeur : Iropa, Rue du Pré de la Roquette, 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray. *Dépôt légal : Octobre 2022

Ce journal est sous licence libre creative commons CC-BY-ND.

Il a été mis en page avec des logiciels libres Scribus et The Gimp et les QR Codes créés avec le générateur de qrcode.fr

Soutiens d'Echelle Inconnue :

Fonctionnement : la Région Normandie, la DRAC Normandie, le Département de Seine Maritime et la Ville de Rouen.

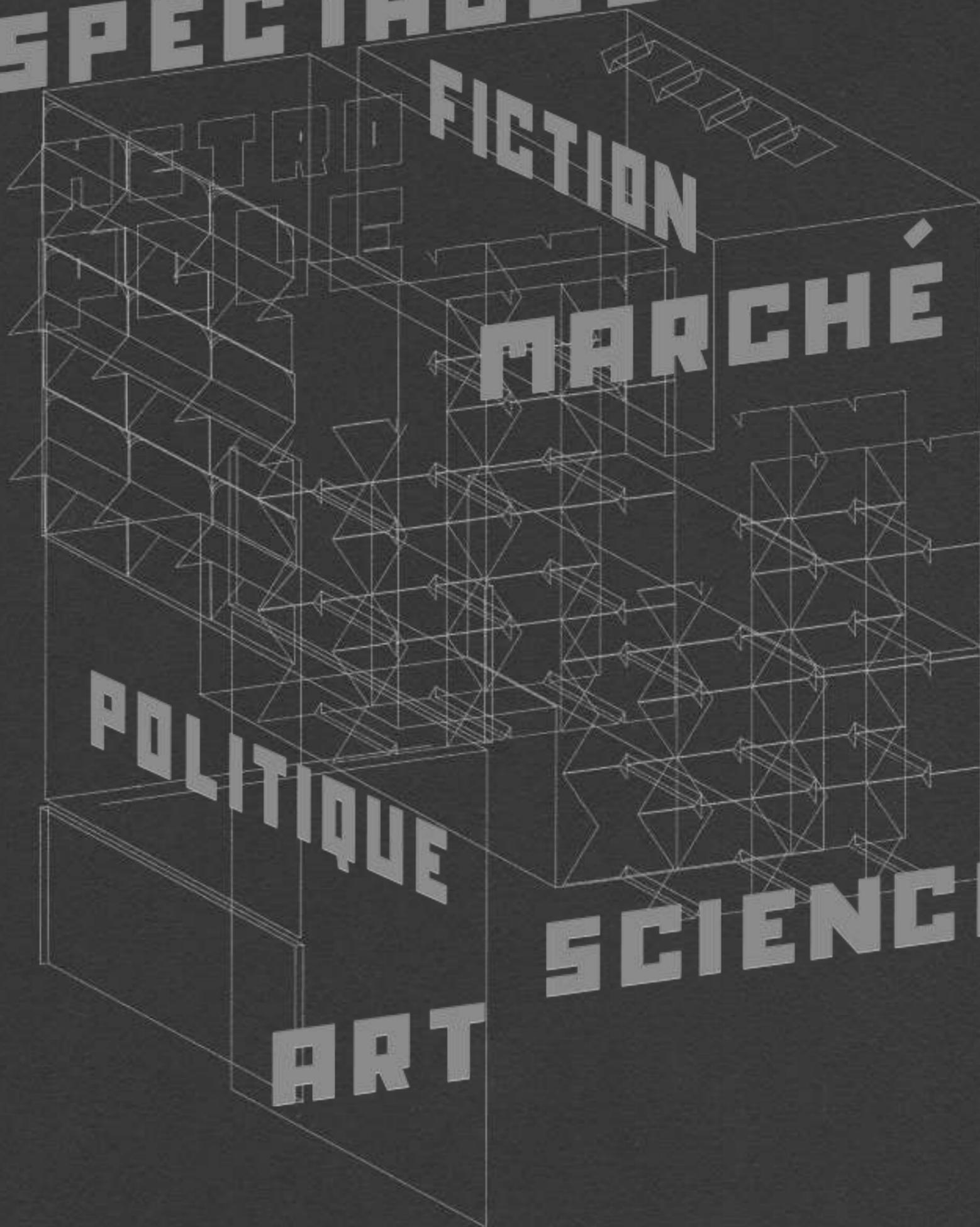
Le programme Cinéma sur les ruines du futur a reçu le soutien de la DRAC Normandie et de la Fondation Abbé Pierre

Depuis 2020, le programme Axe Seine - Camping industriel a reçu le soutien de la DRAC Normandie, la DDETS76, l'ANCT, la Région Normandie, la CAF, la Fondation Abbé Pierre et la Fondation de France.



LEURS FUTURS

SPECTACLE



POLITIQUE

FICTION

MARCHÉ

ART

SCIENCE

SOMMES-NOUS HABITANTS OU COMÉDIENS D'UNE PIÈCE ÉCRITE PAR D'AUTRES ?

La société du spectacle est-elle à ce point arrivée à maturité que l'on peine à discerner ce qui relève de l'action culturelle, architecturale, artistique ou festive, de ce qui relève de la politique territoriale au service de l'économie et de l'industrie ?

« Le récit d'urbanisme, tel que le définissait Bernardo Secchi dans les années 1980, à savoir une rhétorique progressiste et émancipatoire associée aux transformations de la ville, fait place à une simple mise en intrigue des projets urbains, une narration de la ville à venir »¹. Celle-ci se construit désormais autant avec des parpaings et du béton qu'avec des mots et des images.

Il est surtout question aujourd'hui, à l'agenda politique que nous avons décidé d'observer, de bouleversements territoriaux de si grande ampleur qu'il est difficile de continuer de parler de projet urbain ou même de ville. Car il ne s'agit pas moins que du chamboulement d'un territoire de près de 300 kilomètres qui s'étend le long de la Seine, et qui préfigure une mégalopole regroupant Le Havre, Rouen et Paris (HAROPA) ; une métropole de science-fiction – à l'image de la conurbation du film *Demolition Man*, dans lequel Los Angeles et San Diego deviennent les deux pôles de la nouvelle et beaucoup plus vaste mégalopole de San Angeles au sud de la Californie².

Mais avant même que ce projet ne s'écrive dans la chair du fleuve et de ses berges, c'est dans nos têtes qu'il veut s'édifier. L'action publique des métropoles de Paris, de Rouen et du Havre, à grand renfort d'événements, de rencontres, colloques, ateliers et autres performances *in situ*, écrivent les récits de la mégalopole qui vient. Des récits élastiques et mouvants, car ceux-ci s'adaptent aux interlocuteurs et changent ; et il n'est pas à notre hauteur de

savoir si celui servi aux industriels est plus authentique que celui servi aux habitants.

À pareille échelle, on ne peut plus parler d'architecture ou d'urbanisme de papier ; c'est la politique-même qui nous apparaît fictionnelle : mise en récit de futurs urbains certes, mais également futurs industriels et économiques, qui se répercuteront nécessairement sur nos intimités. Et ces modifications profondes du territoire sont déjà à l'œuvre : agrandissement des ports, villages olympiques, chantiers (hautement accidentogènes) de nouvelles lignes de transport, implantation de nouveaux acteurs industriels (Siemens dans le port du Havre, H2V Industry pour produire de l'hydrogène à Port-Jérôme-Sur-Seine, Eastman et son usine de recyclage de plastiques sur la Zone Industrielle de Port-Jérôme également, etc.)

Jamais encore il ne nous avait semblé, sur le territoire qui nous occupe, que la question culturelle et artistique était à ce point mise au service d'ambitions de remaniement géographique, territorial, industriel et politique.

Nous ne sommes pas dupes, ces deux mondes ont toujours été poreux, mais quand sont-ils à ce point entrés dans un ballet d'assujettissement ?

La politique fictionnelle devient ici, pour partie du moins, l'agrégation dans un récit cohérent et désirable de l'ensemble de ces opérations publiques ou privées. Un projet dont l'héroïne est le plus petit dénominateur commun et, en l'occurrence, le dernier couloir logistique qui ne soit pas encore saturé par la marchandise : la Seine.

La culture, en tant que productrice de discours et fabrication festive du consentement, semble vernisser tous les étages de cette nouvelle manière de produire aussi bien la ville que la politique ; ces agiles *New Urban Governance* et *New Public Management*, expérimentés par le libéra-

lisme sur les ruines des anciennes cités industrielles et fordistes telles que Sheffield, Moscou ou Roubaix. Mais la fête finie, repartie comme la marée, restent les habitants qui tentent de survivre – plus difficilement encore, comme dépayés dans leur propre quartier. Car le but ultime, à Roubaix, Marseille ou ailleurs, est peut-être celui-ci : changer la population si elle ne correspond pas à votre projet. C'est ce que me confiait très tranquillement – en aparté – cet ancien membre du jury du programme Capitale européenne de la culture, recyclé en conseiller pour les villes candidates : « Capitale européenne de la culture qui gentrifie... ? Oui, je connais le discours... M'enfin, si on va jusqu'au bout, c'est peut-être pas si mal. Si on n'avait pas gentrifié Marseille, on aurait toujours Gaudin à la Mairie ».

Avec cette omniprésence d'une culture embarquée (comme l'étaient les journalistes pendant la guerre en Irak, c'est-à-dire pris en charge au sein d'une unité militaire quand ils n'étaient pas eux-mêmes en tenue militaire), peut-on encore faire de l'art ? Faire de l'art quand la politique décide d'en faire elle-même ? Faire de l'art quand techniques, façons et méthodes, sont reprises par la communication et le marketing politique, économique et urbain ? Du moins, faire autre chose que de l'art-décoratif pour égayer la fête ou le camp. De l'art-aux-ordres pour organiser avec eux le monde, le territoire et la vie des autres. Peut-on faire de l'art quand le capitalisme métabolise tout et colonise jusqu'à nos intimités ? Avons-nous toujours l'art, afin de ne pas mourir de la vérité ?

1 MATTHEY, Laurent. *Building up stories : Sur l'action urbanistique à l'heure de la société du spectacle intégré*, 2015.

2 OLAGNIER Jean-Jacques. « Les dystopies urbaines dans le cinéma de science-fiction. Mise en regard des représentations spatiales de la ville dans les cinémas européens et américains », 2008

DE L'URBANISME FICTIONNEL À LA POLITIQUE FICTIONNELLE

À la fin des grands récits politiques, l'urbanisme a tenté de répondre par de grands projets. À la fin de la ville et du monde fordistes, il a tenté de répondre par de nouveaux modes de gouvernance, inspirés du management privé, et qui donneront lieu, entre autres choses, à l'avènement des métropoles. Désormais, il doit les vendre, les faire croître et concurrencer les autres. Pour cela, il fait appel aux dernières techniques marketing qui brouillent les frontières entre réalité et fiction, et entre libre consentement et manipulation.

Depuis la fin récente du modernisme en urbanisme, le travail d'urbaniste n'est plus le même : on n'invente plus les formes de la ville de demain dans la solitude du cabinet, on ne « gratte plus du calque » non plus. Désormais, on pilote des séances multi-partenariales, on « met au travail » des questions, des catégories, on invite à « s'intéresser ». Puis, on délègue à des agences de communication spécialisées en consultation ou participation citoyenne, ou à des agences de consultation spécialisées en marketing urbain. Après ? On raconte, on publie, on invite encore : à des visites de chantier, à profiter d'aménagements éphémères qui préfigurent la ville de demain. On redynamise en conviant les habitants aux « fêtes du goût » ou « du ventre » de toutes les villes post-fordistes. On crée des focus sur ce qui marche et qui brille ; sur les endroits qui exemplifient des effets tangibles et rapides. On produit de l'information – ou des formes médiatisables – pour les ré-

seaux sociaux ou les SMS échangés avec des amis. On instagramise. Et de cette somme – de consultations, d'événements et autres informations – résulte le projet urbain communicable ou, du moins, « ses grandes tendances ». On se plaît à croire qu'il est ainsi plus aisé de rembobiner et/ou changer de direction en cas d'incendie industriel ou de découverte de terres polluées (par exemple). Mais ce n'est finalement pas si simple. Pour le géographe et essayiste Laurent Matthey, ces histoires que l'on nous conte sont là pour aménager l'attente. Avec lui encore, on peut aller plus loin et penser que cette nouvelle manière de faire la ville a fini de déréaliser et dématérialiser l'action urbaine¹. Prend ainsi corps la prophétie des situationnistes : l'urbanisme et la politique spectaculaires substituent une production narrative contrôlée à une production réelle des territoires.

L'urbanisme est désormais une pratique

culturelle comme une autre. Et le spectacle en tant que régime est désormais partout. Il est l'eau dans laquelle nous nageons et il compte sur notre épuisement analytique afin de prévenir notre appropriation politique de l'espace public. Pour cela, il emprunte plus que jamais aux mécaniques et techniques du marché tout en prétendant s'y opposer ou constituer et armer des alternatives (durables, responsables, etc.). C'est le royaume de l'événement, des labels, du storytelling et du storydoing. La ville ne produit plus, elle est le produit ; et le territoire, une marque. Sa gouvernance est désormais l'affaire de sociétés d'économie mixte réunissant pouvoirs publics, élus, sociétés privées foncières, commerciales et industrielles. Habitants ou citoyens sont maintenant les participants d'une pièce écrite sans eux, ou presque.

1 MATTHEY, Laurent. *Urbanisme fictionnel : l'action urbaine à l'heure de la société du spectacle*. *Métropolitiques.eu*, 2011 p1-4

STORYTELLING. LES MOTS ET LA VILLE

Rien de vraiment neuf... ? Les mots façonnent la ville autant que les grues et les pelleuses. Il n'y a qu'à en juger par l'activité éditoriale des collectivités territoriales. Par les scénarios qui accompagnent les nouveaux projets architecturaux et qui, en espace métropolisé, sont souvent portés conjointement par les élus, les architectes et urbanistes, les promoteurs, propriétaires fonciers et industriels. Ces petites fictions, qui éclosent désormais moins sur les banderoles que sur les réseaux sociaux, semblent promouvoir, en même temps que le projet construit, le modèle social et économique qui s'y épanouira.

Le PUCA & la POPSU (respectivement le Plan Urbanisme Construction Architecture et la Plateforme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines) affirment que l'ère de la concurrence territoriale touche à sa fin et qu'il faut regarder les métropoles comme de bonnes vieilles intercommunalités. Pourtant, le long de la Seine, c'est à une véritable frénésie d'actions, de discours et d'événements, que nous assistons. Ou plutôt, dans laquelle nous nous trouvons malgré nous embarqués. Et le territoire dans son entier semble devenu mouvant : des travaux du Grand Paris aux soixante-dix grues qui s'affairent au-dessus de Rouen, de l'édification d'éco-quartiers morts-nés aux hôtels de luxe, en passant par les programmes infra-structurels et urbains des jeux Olympiques qui reconfigurent Saint-Denis et les chantiers portuaires de Gennevilliers, Limay, Port-Jérôme-Sur-Seine ou Le Havre. Les visages-mêmes semblent devenus interchangeables ; et on nous fait croire que les pollueurs d'hier sont les écolos d'aujourd'hui.

Nous ne sommes plus face à un discours politique monolithique qui se réalise dans la pierre mais face à sa fragmentation en scènes qui, mises bout à bout, finissent par constituer dans le cerveau de l'habitant-spectateur, une histoire à laquelle il pense participer.

Désormais, ce sont les faiseurs de ville post-fordistes qui sont à la manœuvre et font de la ville un produit, un espace dans lequel attirer, comme au supermarché, habitants, créatifs, investisseurs. À l'instar des prescriptions du new public management, la ville doit fournir satisfaction. Et si elle est devenue foraine, c'est davantage parce qu'elle se pense comme une série d'attractions. Le rôle des bonimenteurs y est désormais central et les communicants et leurs agences semblent parfois prendre la direction des opérations en fournissant des packages comprenant la ville, son programme et ses habitants. Et plus personne ne sursaute quand, lors des 4^e Rencontres de l'Axe Seine consacrées à la culture, Anne Gombault, Professeur de comportement organisationnel et de management stratégique, tout juste débarquée de l'avion de Chicago pour

structurer la stratégie touristique de Rouen, dit, après avoir parlé de l'importance des mobilités douces et du tourisme durable, qu'il faut créer une marque « Destination Vallée de la Seine. » Elle ajoutera qu'après avoir diversifié et structuré l'offre, il faudra la raconter.

STORYDOING. UN URBANISME DE L'OFFRE, DE LA CÉLÉBRATION OU DE LA DIVERSION ?

Mais il semble que cette avant-garde de la stratégie marketing sent déjà le renfermé : raconter ne suffit plus. Pour vendre ou produire de la ville-marchandise ou de la destination-ville, on ne peut plus compter sur l'« identification du client au personnage de l'affiche publicitaire ou de la petite histoire ». Il faut désormais qu'il participe d'une manière ou d'une autre à sa diffusion et (de manière non-significative) à son élaboration. La rhétorique de l'événement commence à tenir lieu de projet d'aménagement.

Dès les premières années du millénaire, les trompettes de la Reconquête sonnaient sur les berges de la Seine. Un obscur dessein nous les avait paraît-il confisquées, annexées. Il était temps de mener une guerre, officiellement sans victime, pour les reprendre et les rendre aux riverains choisis. Sans victime ? Pas tout à fait. Et les projets de rubans bitumés réservés à la promenade ont dû faire place nette en dégageant les occupations souvent mobiles et interlopes des quais : retraités en camping-car, traveler's, campeurs, forains, etc. - comme notre travail sur la ville mobile nous l'a fait comprendre (cf www.makhnovtchina.org).

Sur ces berges nettoyées se signait la paix des braves entre port, ville, voies navigables de France et SNCF - et plus particulièrement sa nouvelle entité « SNCF immobilier », plus grand propriétaire foncier de France, qui se demandait déjà comment valoriser son patrimoine. D'évidence, des kilomètres d'allées à poussettes, de pistes cyclables et autres attractions sportives n'y suffiraient pas. Que faire de ces quais, berges et bâtiments portuaires libérés mais aussi désertés ? Comment les convertir à la foi de l'attractivité ?

Après le temps de la « Reconquête » vint alors celui des « Réinventer la Seine » et « Réinventer le Grand Paris », ces appels à projets qui doivent faire de ces délaisés urbains des lieux courus. Le long de la Seine, c'est un chapelet : plans d'eau, bâtiments, terrains, ouvrages... L'appel à projets « Réinventer la Seine » propose, tout le long de l'Axe Seine, des sites à occuper, animer, louer ou acheter à travers la mise en œuvre de projets innovants. Dans la présentation qu'en fait le Pavillon de l'Arsenal, on ne parle pas

moins que de « défi lancé à des architectes, entrepreneurs, artistes, d'inventer de nouvelles façons de vivre, de travailler, de se déplacer sur et au bord de l'eau, en s'appuyant sur ces différents sites. L'innovation et le fleuve deviennent ainsi les deux fils rouges pour inventer la métropole du XXI^e siècle, de Paris au Havre, en passant par Rouen ». Les contenus programmatiques deviennent les éléments clefs de ces projets comme autant de réponses à la question : « mais qu'est-ce qu'on pourrait bien faire ici ? » Car « ici », on ne répond pas à un besoin mais, comme dans le marketing, on le crée, on l'invente. Et c'est une avalanche de propositions inédites qui sentent déjà la standardisation : espaces de coworking et de coliving, agriculture urbaine, fablabs et autres tiers-lieux culturels... La fameuse offre différenciante basée sur la recherche de contenus programmatiques émergents.

Et ce que certains décrivent déjà comme le début d'un nouvel âge de la planification donne lieu à d'étranges mariages dans les équipes lauréates. Mariages déjà esquissés dans diverses opérations dites « d'urbanisme temporaire » : architectes, animateurs, exploitants, voire carrément entreprises spécialisées dans l'événementiel. Ce « nouvel urbanisme » célèbre les visions du futur de ses commanditaires plus qu'il ne répond à des besoins (pourtant nombreux) des territoires.

POURQUOI QUELQUE CHOSE PLUTÔT QUE RIEN ?

Dans ces lieux, on hybride. C'est la french touch incarnée par exemple par l'agence d'architecture (également présentée, selon les occasions, comme collectif) Encore Heureux, lauréate pour le site de la Halle aux poissons du Havre. Un café, un atelier couture, un palais de la gastronomie ou des produits « locaux » ; ce royaume mériterait bien des guillemets mais il leur préfère les slogans, les punch-lines. Tout est bon pour attirer l'habitant-badaud de la fête à la responsabilité écologique. Et la culture est mise à contribution. Elle constitue, au même titre que les huîtres ou le Neufchâtel, un produit d'appel prisé de l'attractivité territoriale. Phénomène très tôt identifié par les équipes d'Édouard Philippe, maire du Havre, dont un collaborateur annonçait clairement la couleur : « La ville veut attirer de jeunes décideurs, la programmation culturelle doit donc répondre aux désirs de leurs épouses ». Les choses ont cependant quelque peu évoluées et, désormais, les festivals de la ville s'adressent aussi aux messieurs. Et pour plus d'efficacité, leur programmation est confiée à des boîtes de communication. Ainsi, le festival Béton est co-organisé par la revue de musique électronique Trax et l'agence Bon Esprit, qui met selon ses propres termes « sa créativité au service des crafts et des marques » et « active des leviers transversaux. En marque blanche ou en amplification media, en digital ou en événementiel ! »

Vous n'avez pas compris ? Le très cool site du festival www.beton.cool est peut-être plus clair : Béton c'est quoi ?

« MULTIDISCIPLINAIRE, ACCESSIBLE ET CRÉATIF, BÉTON, C'EST LE GRAND RENDEZ-VOUS MUSIQUE, ARCHITECTURE ET FOOD DE LA FIN DE L'ÉTÉ AU HAVRE ! » Ou encore : « Après avoir

célébré pendant 2 jours l'architecture et le béton, le festival pose ses ronds de serviettes au marché aux poissons pour goûter aux joies des produits de la mer. »

Comme une publicité, la ville en cours est péremptoire. Elle se clôt, en annulant toute opposition. Comment être contre la fête, la musique, l'écologie, la mer, le terroir, l'emploi, le réemploi ? S'opposer à cela confère à la loi de Brandolini, qui énonce que « la quantité d'énergie nécessaire pour réfuter des idioties est supérieure à celle nécessaire pour les produire ».

Mais emprunter au marché et au marketing n'est pas sans conséquence ! Et ils finissent par vous coloniser ! Les responsables territoriaux doivent vendre la ville aux investisseurs mais aussi à de nouveaux et meilleurs habitants ! Ces opérations marquent une nouvelle étape vers ce que le marketing appelle le storydoing.

Finie la communication narrative qui n'empruntait qu'à la littérature, la poésie, le cinéma, la photographie ou la peinture ! Place au storydoing dont l'objectif est de proposer un cadre narratif au consommateur ou au prospect. Et de lui donner une voix pour qu'il commente et poursuive lui-même l'histoire. Quand il pense revenir de la bourse aux plantes du tiers-lieu de son secteur (voir l'article sur les districts de Milan) avec une bouture, il revient en réalité avec une petite histoire à raconter qui valide une plus large opération territoriale - dont les tiers-lieux sont le point focal. Il s'agit d'un marketing expérientiel : les élus territoriaux perdent une part de maîtrise de leur message mais regagnent en « influence ». L'idée de gratuité est aussi très importante dans le processus ; une transaction risquerait de briser la proximité psychoaffective. C'est pour cela que les dimensions festives et célébratives sont souvent privilégiées, ainsi que les transactions dans lesquelles les valeurs morales partagées par les deux parties surpassent les valeurs marchandes de la transaction. Ainsi, dans ce low-commerce de la fête (friperie, brocante, bière artisanale, réemploi), le véritable produit n'est ni la bière, ni la veste de seconde main, mais le lieu même de la transaction, qui met en spectacle un projet de ville, de société ou, plus probablement, un projet de district spécialisé à venir.

En somme, le storydoing est une participation domptée qui laisse l'illusion de liberté aux participants volontaires. C'est une manière de replacer au centre du projet urbain les habitants et les associations, tout en pilotant ce collectif de citoyens. À bien des égards, les expériences telles que Capitale européenne de la culture constituent des laboratoires où cette « nouvelle gouvernance » s'expérimente et se performe.

1 MATTHEY, Laurent. Urbanisme fictionnel : l'action urbaine à l'heure de la société du spectacle. Métropolitiques.eu, 2011 p.1-4

CINQUANTE NUANCES DE LABELS

OU CE QUE LE TAMPON FAIT AU JAMBON

De Ville fleurie à Capitale européenne de la culture

« Avec Lille 2004 (Capitale européenne de la culture), nous avons seulement été témoins d'une réalité qui prétend n'être qu'illusion, d'un passé qui prétend n'être que l'avenir. Un mensonge.

Nous avons été simplement témoins d'une ville que l'on désarme, pacifie et vend. Le spectacle d'une reddition avant même le déclenchement de la bataille.

Mais quand bien même la fête serait finie, la guerre ne fait que commencer. »

<http://lafeteestfinie.free.fr/>

LA CULTURE, COMMENT ÊTRE CONTRE ?

Avignon, Lille, Marseille et maintenant peut-être Rouen. Ou plutôt : la Seine – du moins, un bout.

« Stupeur », le mot cent fois entendu dans ces villes élues au titre de « Capitale européenne de la culture ». Stupéfaits. Pris de court. Voilà comment se décrivent les principaux acteurs ou habitants critiques, comme si quelque chose leur était tombé dessus. Non qu'ils n'étaient pas au courant mais plutôt qu'ils ne s'attendaient pas à cela. Qu'ils ne pouvaient imaginer ce que le si inoffensif terme de « culture » pouvait cacher de politique territoriale, de déplacements de populations, de business commercial, immobilier ou industriel.

C'est la multiplication de Capitales en tout genre dans la balkanisation néolibérale de l'Europe qui tend à transformer les villes les plus riches en Cités-États en compétition, les unes contre les autres.

Avignon, Lille, Marseille et maintenant, la Seine – ou plutôt : le territoire logistico-industriel d'HAROPA (l'union des ports du Havre, Rouen et Paris) qui devrait « nous » faire emporter, face à Anvers, la compétition au grand tournoi de la livraison de produits chinois vers le centre de l'Europe. Mais évidemment, ça ne suffit pas. Encore faut-il célébrer le match avant même son issue. Agréger les supporters et entamer, dans cet élan vers des jours meilleurs, mille autres compétitions susceptibles de « nous » rassembler comme une équipe derrière nos chefs d'industrie ou de gouvernement. Nous ne pouvons plus être stupéfaits ! Mais avertis par les expériences antérieures, et capables de construire des postures critiques.

CE QU'IL FAUT RETENIR DE CAPITALE EUROPÉENNE DE LA CULTURE, CE N'EST PAS LE MOT « CULTURE » ! CE QU'ON FAIT LÀ, C'EST IMAGINER LE TERRITOIRE DANS TRENTE ANS !

Voilà l'ambition annoncée – au départ sur le ton de la confiance, pour être de plus en plus assumée publiquement. Faire de la planification urbaine, économique et sociale, sans vraiment le dire. Sans vraiment avoir mandat non plus.

Nous voilà bien loin de l'ambition initiale de ce programme qui voulait pallier, dans les années 1980, le manque d'attention dont bénéficiait la culture au profit de l'économie. Le renversement est même total, et le programme dévoyé au point de vouloir très officiellement apporter son soutien à l'économie.

Ce que montre assez bien le film *La fête est finie*, de Nicolas Burlaud, c'est la dimension d'orchestre du camp et de cheval de Troie de l'opération Marseille 2013, l'événement culturel servant tour à tour d'accompagnement au projet de requalification urbaine de Marseille et de paravent aux politiques d'expulsion et de gentrification. L'opération est d'une part la célébration d'une nouvelle idée de Marseille et, de l'autre, l'outil qui accélère le remplacement de la population existante par une population correspondant davantage au projet. Une tendance politique de plus en plus forte comme le faisait judicieusement remarquer Samuel Rufat, auteur de *Résiliances : sociétés et territoires face à l'incertitude*, aux risques et aux catastrophes, lors du Forum de la Résilience, organisé les 4 et 5 octobre 2021 par la « Métropole Rouen Normandie, Capitale du Monde d'Après ».

Loin des ambitions initiales du programme, la culture est appelée à promouvoir le territoire en renforçant l'attractivité, voire en la mettant en scène. C'est la célébration d'une paix non avenue entre les décideurs et le petit peuple. C'est, sous la forme parfois grotesque d'un appel à mobilisation générale, faire croire à une participation active des entrepreneurs privés quand on sait que plus de 80 % des budgets seront publics. C'est le royaume de la punchline : « Rouen, près de Paris, loin de ses prix », « Le territoire économique qui relie le Grand Paris au reste du monde », « La Smart City, un mot qui peut faire peur mais ne doit pas faire peur », « Un véritable *hinterland business* ».

À ce titre, lors de la soirée du 30 juin 2022 Rouen Normandy Invest sur la thématique Rouen Capitale Européenne de la Culture, son Président, Frédéric Granotier, présente les maîtres-mots : innovation et audace, et invite les entrepreneurs à utiliser des arguments « innovants » et « détonnants » quand ils parlent de la région. Un extrait sonore vient appuyer sa démonstration :

« Un mot : "2028". Il est 18h et pourtant dans votre entreprise c'est l'effervescence [...]. Une des directrices du département raconte le spectacle qu'elle a vu la veille près de Giverny. Un artiste norvégien a présenté une performance dans la gare ; performance dont la préparation a mobilisé pendant des mois une compagnie de théâtre d'envergure [...]. Votre directrice de la communication s'apprête de son côté à entamer un week-end nomade en mobilité douce le long de la Seine. Au menu : dégustation, spectacle sur l'eau, conférence scientifique pour enfants dans une clairière autour d'un feu de joie. »

Si le signal lancé aux patrons n'est pas assez clair, on assiste à une passation de pouvoir entre ancien et nouveau président de Rouen Seine Normandie 2028 : Daniel Havis, le très courtisé assureur aux huit Porsche, et Marie Dupuis-Courtes, cheffe d'une entreprise du bâtiment.

GOUVERNER PAR LE LABEL : UN ART.

Alors que longtemps la France ne connut d'autre label que celui de « Villes et Villages Fleuris », ils semblent aujourd'hui pulluler : French Tech, réseau des villes créatives, ÉcoQuartier, Tiers-Lieux Normandie, Capitale verte européenne, etc.

Certains chercheurs comme Renaud Epstein y voient, à l'heure de la décentralisation, une manière pour l'État, l'Europe, l'UNESCO ou même l'ONU, de gouverner à distance par incitation plus que par coercition ou autorité. Au-delà, nous pourrions y voir un laboratoire de gouvernements, c'est-à-dire, dans la mise en œuvre même de ces labels, l'expérimentation de nouvelles manières de gouverner à la fois post-démocratiques et post-politiques. Inventer ou décerner des labels serait pour des organisations publiques ou privées, gouvernementales ou non, une manière de diriger ; et le verbe désormais commun « labelliser », un mode de soft control.

« Les lois de décentralisation successives ont renforcé l'autonomie des collectivités, qui jouent un rôle central dans la conception des politiques publiques et non plus seulement dans leur mise en œuvre. Ces collectivités – en particulier les villes [et aujourd'hui les

métropoles] – disposent désormais de capacités d'expertise, d'innovation et d'expérimentation... que l'État a perdues' ». »

Dans ce cadre, les labels constituent des outils incitatifs, et surtout gratuits, permettant de peser sur les politiques locales. Une certaine manière de mener des projets avec l'argent des autres puisque les collectivités, pour leur part, embauchent et investissent pour leur mise en œuvre. Pourquoi ? Pour la renommée en grande partie ; et une certaine idée de la compétition territoriale à laquelle nos élus semblent désormais acculturés. Les villes, comme les élus, les grands fonctionnaires ou les cadres supérieurs, soignent désormais leurs CV et se tirent la bourre au *Fight Club* territorial.

SÉLECTIONNER, TAMPONNER, LABELLISER : TRANSFORMER LE MONDE EN PROJET

Certaines villes comme Nantes ou Lyon sont devenues des spécialistes de la récolte de labels, qui doivent sans doute trôner comme des trophées sur les étagères de la métropolitique. Des acteurs sont aussi devenus les champions de cette course à la médaille et sillonnent la France, l'Europe, voire le monde, en louant leurs talents-mercenaires aux villes candidates. La mise en œuvre est leur affaire ; mobiliser, rallier, coaliser, leur travail. Et pour ce faire, ils emploient les mêmes outils que l'État ou l'Europe. Ils comptent sur le fait que les acteurs locaux aient le même désir de médailles que leurs élus. Ainsi, ils ne financent pas, ils labellent !

Tiens ! Ce spectacle prône les mêmes valeurs que nous ? Labellisé ! Ce projet de jardins partagés ? Labellisé ! Cet équipement payé par les pouvoirs publics ? Labellisé ! Et même la projection de ce film critique ? Labellisé ! Car labelliser, c'est faire sien à peu de frais. C'est faire du cut-up dans la chair de la société. C'est désigner et communiquer ce qui est digne, valable. C'est faire croire aux plus naïfs que ça leur rapportera quelque chose ; et à tous les autres que ne pas être labellisé, c'est risqué l'anonymat. C'est marquer et sélectionner les éléments du troupeau avant de les présenter à la foire agricole. C'est surtout, une fois les éléments labellisés rassemblés dans un même récit, rendre le réel cohérent avec le projet. C'est aussi, si possible, comme à Marseille, créer un espace de compétition entre les acteurs et s'amuser de voir un OFF de Capitale européenne de la culture intégrer le IN.

Plus tard, les survivants-labellisés seront ceux capables de financer leurs activités et leur communication à la hauteur des espérances qu'on aura placées en eux. Il ne s'agit évidemment pas là d'une invention. Et si les labels relatifs aux questions culturelles et artistiques sont nombreux et parfois précurseurs, c'est peut-être qu'ils ne font que performer un modèle que Pierre-Michel Menger avait identifié dans *Portrait de l'artiste en travailleur. Métamorphoses du capitalisme*. Ouvrage dans lequel il présentait le travail artistique comme un avant-poste des marchés de l'emploi capitaliste. Une manière pour les candidats à la labellisation comme pour les artistes d'investir à perte sur eux-mêmes, pour obtenir la reconnaissance.

DANSE AVEC LES CADRES

Les labels constituent une régénération des cadres et, plus globalement, de la maîtrise territoriale. Ces nouveaux intermédiaires de la chose culturelle, urbaine et politique vont, au cours de leur carrière, naviguer entre public et privé, entre culture et aménagement, entre art, communication et marketing. Mi administrateurs, mi classe créative, ils sont les archétypes du nouveau contremaître de la *New Urban Governance*.

Une observation plus fine de leur parcours professionnel permettrait sans doute de nuancer les lignes qui suivent mais aussi d'en affirmer la mécanique. Même si la question semble encore sujette à polémique, c'est par l'observation des carrières d'anciens experts de la DATAR (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale) reconvertis en conseillers privés, que le chercheur Christophe Parnet parvient à démontrer leur rôle « d'experts au service de la production d'une évidence réformatrice » : la métropolisation comme unique horizon de l'aménagement de l'espace. Un label comme « Capitale européenne de la culture » est autant l'outil de promotion d'un modèle politique européen, étatique ou régional, que la production de ce nouveau type de cadres. Pour développer leurs carrières, ils ont rapidement besoin de reproduire les politiques événementielles susceptibles de les embaucher. voire d'« événementialiser » d'autres champs de l'action publique ou privée, de l'aide sociale au logement en passant par la gestion des déchets.

Dans le cadre d'enquêtes, de bilans ou d'interventions publiques, ils font la promotion de ces grands événements. Ils mettent en avant le fait que ceux-ci sont avant tout le début d'une longue suite de manifestations dont ils seront eux-mêmes à l'origine – le plus souvent.

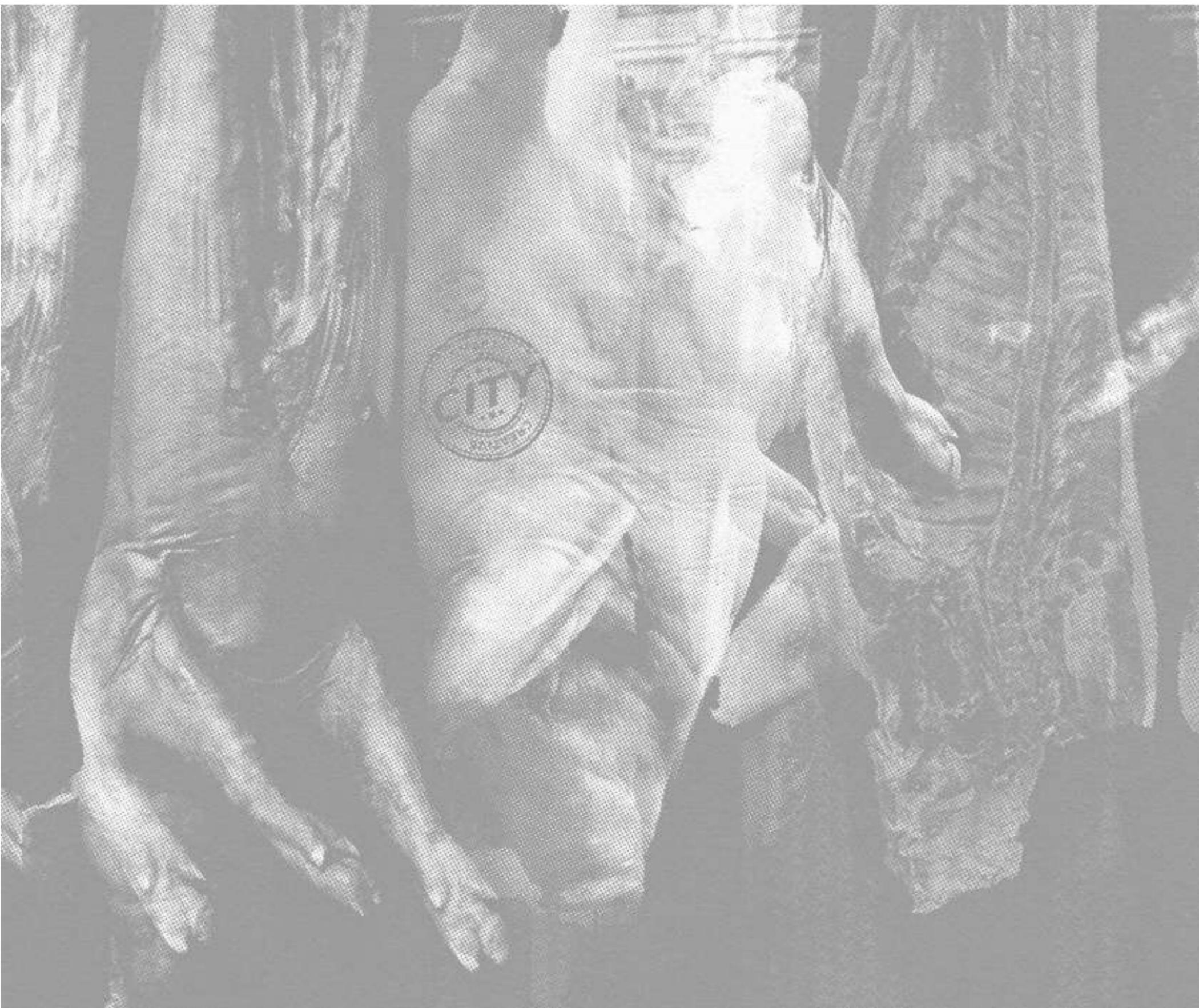
Il y a bien nécessité pour eux de perpétuer ce régime de l'événement pour que perdure ce secteur du marché du travail dont ils ont favorisé l'édification.

Dans des villes comme Marseille ou Lille, les associations de préfiguration des Capitales de la culture ont vu peu à peu leurs effectifs augmenter, agrégeant des personnels extérieurs à la région, d'autres issus ou débauchés des structures culturelles, administratives et territoriales locales, et, enfin, des spécialistes de la communication ou des médias, journalistes chargés de communication, etc. L'événement fini, il est bien rare que ce personnel, qui a vu dans cette expérience une véritable promotion, réintègre sa structure d'origine. Le désœuvrement est d'ailleurs souvent de courte durée et, forts de leur relative expertise, ils s'empressent de proposer la candidature de « leur » territoire à de nouveaux labels, nationaux ou internationaux, quand ils ne deviennent pas promoteurs du label dans d'autres régions, jurés ou conseillers. C'est donc une nouvelle génération de cadres agiles qui font leur apparition et promeuvent les politiques qui leur permettront de poursuivre leurs carrières. Les autres, plus locaux, moins mobiles, tenteront localement de prendre la tête d'institutions qu'ils auront parfois contribué à créer.

C'est peut-être aussi ce renouvellement des cadres qui constitue, à l'heure de la décentralisation, l'outil de gouvernement à distance de l'État et de l'Europe qu'Arnaud Epstein voit dans les labels : cette manière d'inciter plus que d'obliger en créant une catégorie dont la perpétuation assurera le maintien de ce nouveau mode de gouvernance. Doit-on y voir une étonnante manière pour des élus locaux de faire entrer les loups dans leur propre bergerie ou, au contraire, une mutation assumée vers une société post-politique et post-démocratique ?

1 « Grâce aux labels, l'État continue de peser sur l'agenda urbain » - Renaud Epstein
PUBLIÉ LE 30/08/2016 | MIS À JOUR LE 01/09/2016
Par DELPHINE GERBEAU, HUGO SOUTRA • Club : Club Techni.Cités

S.C.



LA SCIENCE FICTION DERNIER AVATAR DE LA COMMUNICATION DE CRISE

Par Stany CAMBOT

Le synopsis du film auquel nous sommes condamnés à participer a un goût de déjà-vu et tient en peu de mots : politiques, financiers et industriels sauvent notre monde de sa fin annoncée.

À bien des égards, ce scénario relève davantage de la science-fiction que de la prospective ou du projet politique. C'est avant tout une histoire qui embrasse d'un seul geste le problème et sa solution, et tend à un dénouement : fin de l'histoire – ou de l'Histoire. Un récit de plus ? Pas seulement puisque, portée voire incarnée par les détenteurs des pouvoirs, cette histoire a une incidence bien réelle sur nos vies. Un ensemble de mesures relevant peut-être davantage de l'animation et de la mise en spectacle, voire de la mise en condition, travaille à nous faire adopter points de vue, cadrages, champs et contrechamps, afin d'imposer à nos yeux ce scénario comme réel, unique et inéluctable. Cette construction imaginaire d'un futur, où malgré la catastrophe, pouvoir et argent ne changent pas de mains, s'étale par exemple en mille petites scènes le long de 300 km de vallée de Seine.

« IS THERE NO SCIENCE-FICTION ANY MORE ? »

Dans le numéro de juin de la revue *Socialter*, le journaliste Émile Poivet s'interroge : « La fiction serait-elle en train de remplacer la science comme support d'aide à la prise de décision ? » Et la prospective, fondée sur la collecte minutieuse de faits empiriques, serait-elle à son tour remplacée par la science-fiction ? Avènement d'un nouveau régime narratif dans lequel la littérature de science-fiction, et plus précisément d'anticipation, se trouve assujettie aux pouvoirs politiques, économiques, guerriers et policiers.

Ainsi, les mille rapports imaginant notre futur et qui s'écrivent dans les antichambres du pouvoir prennent la forme de récits, de romans et autres scénarios de science-fiction. Partout, les pouvoirs veulent nous embarquer dans leurs histoires dont ils demeurent les héros, n'hésitant pas à convoquer, voire embaucher, des spécialistes plus ou moins confirmés de ce sous-genre culturel. Qu'il s'agisse « du monde en 2035 vu par la CIA » ou de « ces guerres qui nous attendent : 2030-2060 » imaginées par la Red Team (think-tank du Ministère des Armées regroupant auteurs de science-fiction, graphistes, designers et militaires) ou encore de projets moins ambitieux comme « Rouen Seine Normande 2028 », candidate au titre de Capitale Européenne de la Culture, tous convoquent la science-fiction dans un storytelling visant à conduire les individus à s'identifier à leurs modèles et se conformer à leurs protocoles. Citant le chercheur et écrivain Christian

Salmon, Émile Poivet nous indique encore que « l'enjeu, pour les directions, n'est pas d'imposer la censure, mais d'appliquer le bon spin, de contrôler cette mise en récit. Ainsi, les marques deviennent des « univers narratifs » construits sur des récits édifiants. Les cosmogonies flatteuses que s'inventent les entreprises [comme les collectivités territoriales] créent de la cohésion au sein des équipes, soudent les salariés autour d'une image à forte majoration morale ».

Ici et là émergent des officines spécialisées dans cette mise en récit des projets politiques et économiques. Et on peine parfois à discerner ce qui relève de l'action politique ou commerciale de ce qui relève de la simple communication. Les villes comme les fleuves deviennent des marques et on labellise tout ce qui valide l'histoire que l'on raconte. Le monde entier devient un objet entre réalité et fiction.

GUERRE DES ÉTOILES ET AXE DU CAMP, LE MINISTÈRE DES ARMÉES JUSQUE DANS LA CULTURE

Pour ceux, aussi naïfs que moi, qui ont pu croire un instant qu'une subculture populaire portait nécessairement un projet émancipateur, il est sans doute utile de rappeler que dès les années 1950, face à un monde devenu théâtre d'interactions jugées trop nombreuses et complexes, l'armée américaine faisait déjà appel à des auteurs de SF ; que c'est une pure manœuvre de communication (séduction de l'US Army par quelques individus de la NASA) qui conduisit le président – et acteur – Ronald Reagan à lancer un très SF programme technologique baptisé « Initiative de défense stratégique (IDS) » ou « Guerre des Étoiles ». Programme qui précipita prétendument la chute de l'URSS, militarisa les programmes de la NASA et, par là même, l'ensemble des programmes spatiaux internationaux.

Enfin, relisons les perles d'antisémitisme de Jules Verne dans *Hector Servadac*, en 1877, pour définitivement nous convaincre qu'il y a, dès la naissance du genre, une impérieuse nécessité à choisir son camp.

Il y a un évident profit à utiliser les ressorts d'un genre comme la SF, généralement associé au divertissement. Comme une promesse de légèreté, qui incite à ne pas trop faire attention au pedigree des personnalités, acteurs et communicants associés. Ainsi, dans le cadre des préfigurations très participatives de « Rouen Seine Normande 2028 », a-t-on pu écouter deux collaborateurs des forces armées françaises. Le 10 mai 2022, le dessinateur de bande-dessinée François Schuiten et le « hacker citoyen » médaillé de l'ordre national du Mérite Gaël Musquet étaient invités à Rouen lors de la Journée des futurs, nouvelle étape vers la candidature de la Vallée de la Seine pour devenir capitale culturelle en 2028.

Le premier collabore avec le Ministère des Armées en tant que membre de la Red Team, évoquée un peu plus haut. Le second accompagne les militaires dans la supervision du trafic aérien, maritime et satellitaire grâce à la radio logicielle.

Pas tout à fait dupes, les premiers intéressés se défendent parfois de participer à la militarisation du monde. Ainsi,

François Schuiten explique que son travail avec la Red Team ne consiste pas à inventer les armes du futur mais seulement à imaginer les conflits du futur. Ce que les propos du responsable de ce programme, Emmanuel Chiva, recueillis par France Culture tendrait à contredire : « L'idée est [de] préparer les technologies et innovations qui seront nécessaires à nos futurs systèmes d'armement, prévenir la surprise stratégique aussi en imaginant comment les innovations technologiques pourraient changer la donne ».

La guerre n'est jamais loin. Et c'est contre cette militarisation et nucléarisation de la science-fiction que des voix d'auteurs s'élevaient lors de l'édition 2019 du festival de SF Les Utopiales. Non, la guerre n'est jamais loin et les récits sont autant d'armes pour faire les villes, les fleuves, les économies, que pour les détruire. Elle n'est jamais loin et, dans leurs futurs, les ennemis nous ressemblent étrangement...

Il ne s'agit évidemment pas là de démontrer une quelconque visée militariste de « Rouen Seine Normande 2028 » mais simplement de montrer sa perméabilité – comme d'autres secteurs proches des centres de décision – à la chose militaire, ainsi que l'influence indirecte de celle-ci. Et surtout de montrer son essaimage des techniques de storytelling « futurologisant », et sa relative infusion dans la société.

Une partie des ateliers de réflexion et de préfiguration de « Rouen Capitale européenne de la culture » ont été animés par un groupement d'entrepreneurs spécialisés dans l'innovation participative : Les Propulseurs.

Ce groupement réunit spécialistes de la « communication d'influence », écrivains, conseillers en conception pédagogique et spécialistes de la « stratégie participative ». Il s'est spécialisé dans le récit prospectif et la narration de futurs sur commande pour des clients aussi divers que banques, collectivités, grandes entreprises, écoles de commerce ou encore pour l'armée. Les Propulseurs ont ainsi, avec la participation d'Armasuisse et de l'Agence d'innovation de défense, conçu un jeu, un site et différentes animations pour inventer l'armée de demain.

On le voit, les marchands de futur(s) ne sont pas nécessairement nos amis. Et le commerce de ces boutiques repose davantage sur leur capacité à envisager l'organisation du monde après sa fin qu'à tenter d'éviter celle-ci. En somme, préparer la survie de leurs clients plus que la nôtre, à la fin du monde plus qu'à la fin du capitalisme.

Il n'y a pas de complot. Juste des auteurs aux ordres, payés pour coloniser jusque nos imaginaires et nous inviter à sauver du chaos les systèmes politiques et économiques que nous connaissons. Mieux encore, à nous persuader qu'il s'agit de nos idées et nos propres décisions. Et ce à grand renfort de boîtes de jeux participatifs.

Peut-on par les mêmes armes libérer notre futur, nos territoires ? ou du moins, en in-tranquilliser les projets et rétablir l'inquiétude légitime et vitale face à des avenir trop léchés ? Peut-on produire des récits offensifs, des récits d'alerte, et éviter que ce qui nous importe ne se trouve amalgamer au grand récit politico-industriel qui désire englober tout ce qui peut faire valeur ?



LES MARCHANDS DE FUTURS HYDROGÈNES

« Nous vivons l'agonie d'une étoile, et pourtant, encore, nous construisons ».

Cette phrase, incipit de mon mémoire de fin d'études en architecture, ne me valut pas que des amis, y compris parmi ceux devenus prophètes de la frugalité ; et pour cause, il ne s'agit encore pour eux que de construire, projeter, « futuriser », pour que le monde qui meurt continue de tourner comme hier. Pour que, dans une valse entre repentir, appropriation et innovations douteuses, le grand marché du BTP et de la fabrique de la ville se réinvente, comme, paraît-il, ces dernières années nous avons réinventé la Seine...

À cette angoissante agonie qui devrait nous faire chérir le présent et prendre soin du vivant, là et maintenant, les assassins de notre étoile semblent toujours répondre par davantage de projets, censés reculer l'inéluctable tout en préservant les privilèges présents.

Ainsi, alors qu'il conviendrait sans aucun doute de faire moins, les « agoniseurs » font dégueuler le présent de toujours plus de futurs ! Futurs raisonnables et par conséquent délirants. Futurs « éco-technos » et surtout « énergético-responsables » mais toujours radieux (même s'il nous faudra serrer la ceinture) !

Ainsi, sous d'autres costumes, se perpétue l'éternel présent dans lequel nous vivons, en tout point semblable au XIXe siècle productiviste et positiviste.

Tous les projets à venir dans lesquels ils comptent nous faire vivre, pour l'édification desquels ils comptent nous faire tra-

vailer et pour partie mourir, ne sont écrits, comme le film *Alphaville* de Jean-Luc Godard, qu'au futur antérieur ! Ce temps polysémique qui peut tout autant signifier un fait considéré comme accompli dans le futur de manière certaine ; un fait futur, antérieur à un autre ; une hypothèse à propos d'un événement déjà passé ou encore un récapitulatif, un bilan.

Futur antérieur, comme le providentiel hydrogène peut sonner à l'oreille. Ce gaz magique qui, d'un unique coup, nous libérera de la dépendance gazo-pétrolière russe, sauvera notre planète du « des-astre » et recyclera les riches pollueurs d'hier en aussi riches « nouveaux acteurs » de l'économie décarbonée. Futur antérieur comme un futur d'hier ; comme le crash de l'Hindenburg, le plus grand dirigeable commercial gonflé à l'hydrogène, qui tua 36 de ses passagers le 6 mai 1937. Hypothétique encore : sa fiabilité et le fait que le remplacement total de la chaîne énergétique ne soit pas démesurément énergivore. Hypothèse plus simple encore que la seule bonne énergie serait celle que l'on ne consomme pas. Enfin, fait accompli dans un futur proche d'une manière certaine par le plan hydrogène de l'État français et ses unités de production le long de l'Axe Seine. Comme le préfigure l'installation par l'entreprise Air Liquide de la première centrale à hydrogène à Port-Jérôme-sur-Seine, qui devra alimenter en électricité les installations pétrolières et industrielles du site. Ce qui, en langage « décarboné et écoresponsable », revient à créer un « écosystème industriel » renouant avec les plus enfantins fantasmes

d'auto-suffisance, énergétiques, du moins. Hydrogène futur vintage aussi comme un bon film de SF en technicolor, une bombe H. Un futur hypothétique aussi comme la capacité de ce gaz miracle à se substituer totalement aux énergies fossiles avant l'extinction de notre espèce. Comme dans l'ouvrage *La Tempête* (1982), où René Barjavel nous conte un monde qui, sorti de la guerre et ayant échappé à la destruction totale par la bombe à hydrogène, entre en pleine catastrophe climatique.

Il y dépeint un monde ayant trouvé le Graal énergétique : le moteur à hydrogène liquide qui équipe bientôt tous les véhicules – terrestres, marins et aériens. Cet hydrogène-motor qui utilise comme matière première l'eau de mer, inépuisable et toujours renouvelée. Il ne fabrique aucun déchet. Et les millions de voitures équipées ne répandent dans l'atmosphère aucun gaz nocif mais seulement de la vapeur d'eau. Celle-ci se condense à la sortie des pots d'échappement. Et les rues des villes se trouvent en permanence lavées à l'eau chaude... L'humanité a désormais à disposition « un océan d'énergie peu coûteuse, qui donna une impulsion irrésistible à l'économie de paix et à ses nouvelles industries. La consommation fut multipliée par dix, par cent, et la production suivit. C'était à qui produirait le plus pour qu'on pût consommer davantage. Chaque jour voyait les zones industrielles s'étendre, des villes naître et bourgeonner. Tout se passait dans la joie, et du fait de celle-ci, la plupart des maladies avaient régressé ».

Mais on découvre que ces moteurs sont des ogres d'oxygène et que l'atmosphère n'en contient plus assez pour leur appétit. « Cela paraissait invraisemblable, avec les énormes quantités d'oxygène que rejetaient dans l'atmosphère les milliers d'usines qui traitaient l'eau des fleuves et l'eau de mer pour en extraire l'hydrogène et le liquéfier. L'hydrogène des moteurs ne pouvait pas en consommer plus qu'il n'en avait laissé échapper ! »

Incompréhensible ? Impensable ? En tout cas imprévu... Les solutions technicistes, prônant la construction et la production sans fin sur une planète qui meurt, ne nous condamnent-elles pas à ces incertitudes ?

En attendant, le président américain Joe Biden veut « s'assurer que les familles d'Europe [puissent] passer cet hiver et l'hiver suivant » : 70 % des exportations états-uniennes de gaz naturel liquéfié prennent désormais le chemin du vieux continent et celui du Havre. Alors, comme partout en Europe, on prend ses précautions : « on innove en renouant avec notre histoire ». En attendant de voir ce que le Graal hydrogéné peut bien donner, on investit des milliards dans la construction de terminaux flottants d'importation et de gazéification du GNL. Celui du Havre devrait entrer en service à l'automne 2023.

LA NATURALITÉ OU LA KNACKI HERTA DE L'ÉCOSYSTÈME

C'est finalement par des analyses pour ainsi dire *ad hominem* qu'une nouvelle génération d'universitaires démontre aujourd'hui comment, en France, un petit nombre de chercheurs, cadres et techniciens devenus experts, ont construit la métropolisation comme une nécessité, voire une évolution naturelle de nos villes. Et c'est aujourd'hui eux ou leurs pairs qui, dans les domaines tant urbain qu'industriel, construisent l'apparente naturalité des reconversions à l'économie circulaire des éternels pollueurs. Un mot, qui pourrait sembler incongru, fait désormais florès dans la communication économique, portuaire, industrielle, voire pétrolière : écosystème.

« Depuis mon enfance, j'ai toujours aimé ramasser des objets que je voyais comme des trésors. Et il y a des passions qui ne disparaissent jamais. En recyclant des déchets chez Derichebourg Environnement pour en faire de nouvelles ressources, je contribue tous les jours à préserver la planète. Et nous sommes des milliers à en avoir fait notre métier. »

Voilà ce que nous dit la voix off du clip publicitaire de Derichebourg Environnement, cependant qu'en incrustation on lit : « Chez Derichebourg Environnement, plus de 5000 collaborateurs œuvrent pour l'économie circulaire ». À l'image, un enfant collectionne des objets trouvés dans la campagne environnante. Il va les ranger dans la chaleur de la maison de famille. Quelques années plus tard, on le retrouve, vêtu d'une combinaison et d'un casque de chantier, cueillant un objet brillant sur une chaîne de tri.

Le déchet passion. Le déchet carrière. Ou l'économie circulaire à l'échelle d'une vie, simple, naturelle...

Par son ton, le spot publicitaire n'est pas sans rappeler aux plus âgés d'entre nous une autre publicité, pour un jambon industriel cette fois. On y suivait la construction d'un moulin miniature en bois à l'opinel, par un enfant au bord d'un ruisseau, et la fabrication de mouillettes pain et jambon Herta par une jeune femme dans une cuisine. Difficile de savoir si les mouillettes sont préparées à l'attention de l'enfant ou si, comme son costume peut le laisser supposer, il n'est qu'un souvenir dans l'esprit de la cuisinière. Le slogan, quant à lui, est clair : « Herta, ne passons pas à côté des choses simples ». Par la pub, la marque Herta, pionnière de l'industrie agroalimentaire et première, en 1959, à lancer en grande distribution les charcuteries coupées et pré-emballées, s'offre une cure de naturalisme. Mieux, elle laisse supposer une histoire rurale de son enseigne, alors que celle-ci automatisa sa production en usine dès 1902. Le procédé est connu et souvent appliqué par la communication de l'industrie agroalimentaire qui tente de mettre à distance l'image d'artificialité et de malbouffe qui lui colle à la peau.

Fait nouveau en revanche, l'utilisation du même procédé pour donner une illusion de naturalité à l'activité industrielle. Ou mieux encore, à la pollution-même, devenue, par les miracles d'une économie circulaire poussée au paroxysme, une ressource, un minerai ! Le recyclage, le traitement lourd des déchets organiques comme inorganiques, devient aussi simple que la bonne vieille accommodation des restes dans la cuisine de grand-mère. Le fameux « zéro déchet » ! Le bac à compost ou le tas de fumier au fond du jardin érigés en principe de gestion des régions industrielles. Comme les

collines de déchets du grand Paris paysagées par Antoine Grumbach¹. De même on ne parle désormais plus de « zone industrielle » mais d'« écosystème » ! Un espace à l'équilibre dans lequel la matière tournerait en boucle comme à Port-Jérôme-sur-Seine après le miracle hydrogéné.

Vous l'aurez compris, tout est une question de cycles. Ainsi, au râtelier des démocraties locales, les dents de lait des villes et communes sont naturellement tombées au profit des dents de sagesse de la Métropole.

Derichebourg avait pourtant une histoire dont le naturel aurait tant plu au capitalisme d'hier :

Celle d'un ancien mécanicien qui abandonne son bleu de travail pour se mettre à son compte comme ferrailleur spécialisé dans le vidage des caves de Paris et de sa proche banlieue ; et qui invente, dans les années 1960, la première benne de récupération. Il commence à installer ces bennes dans les garages pour collecter leurs déchets et ainsi récupérer de la ferraille. Puis décide également de mettre ces bennes au pied des immeubles pour que les particuliers puissent jeter gravats et encombrants. La benne DERICHEBOURG finira par être installée dans toute la France, faisant beaucoup pour le développement de l'entreprise familiale, dont un des rejets au moins figure parmi les 240 premières fortunes de France. Mais au bal des communicants du « monde d'après », l'histoire n'est pas assez rentable ! On lui préfère donc la Knacki Herta de l'écosystème industriel.

¹ Voir article ci-après « De Source-Seine à l'Axe Seine : nos déchets ont du talent », de Gabriel Meslay

S.C.

DES NOUVELLES DE LA PREMIÈRE ZONE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE DE FRANCE

Depuis 2018, Port-Jérôme-sur-Seine abrite une Zone Économique Spéciale sur son territoire, annoncée comme une première de son type en France. Ces zones sont par ailleurs très répandues dans les pays à économie plus dirigée, comme la Chine et les anciens pays du bloc soviétique. Ces zones franches peuvent prendre plusieurs formes et tailles et servent comme une enclave économique et fiscale pour l'installation d'entreprises capitalistes, le plus souvent étrangères, permettant à ces pays de s'insérer dans la spirale du développement économique mondialisé. Cependant, ce type d'exception territoriale est aussi utilisé dans des pays capitalistes, comme la France, dans un but de redynamisation territoriale.

Les délibérations du conseil régional normand par rapport à la création de cette ZES nous confirment la volonté de redynamiser son territoire. Selon leurs arguments, la région de la vallée de la Seine se trouve dans un contexte de reprise économique et souhaite renforcer son attractivité en encourageant l'implantation de nouvelles entreprises et investisseurs étrangers. En tant que territoire reposant fortement sur son industrie, la concurrence internationale pousse ses acteurs à trouver de nouveaux mécanismes de dynamisation pour la vallée. La ZES est identifiée et caractérisée comme une expérience dans les possibilités de dynamisation et d'attractivité territoriales.

En tant qu'expérience, la Zone Économique Spéciale normande est un échec. Selon les gérants de cette exception territoriale normande, le « bras armé » du développement économique pour l'agglomération Caux Seine Développement, la zone n'est pas assez grande ni assez diffusée. Et dans cette affaire de taille, le plus grand est le mieux, surtout quand on parle d'accueillir des prospects étrangers à plusieurs millions de dollars. Pour l'instant, la ZES n'évolue pas et, à part une ressource et un espace d'entreprises solidaires, rien ne s'y construit. Malgré l'échec de la zone, Port-Jérôme-sur-Seine reste un territoire très attractif pour les entreprises. Son tissu industriel continue d'évoluer et de s'agrandir, avec l'annonce de l'arrivée (en mars 2022) de l'américain Eastman et de son usine de recyclage de plastiques sur sa Zone Industrielle

VERS LE RECYCLAGE

Pour le bonheur de Port-Jérôme-sur-Seine, l'Américain Eastman a finalement choisi la Normandie plutôt qu'un autre territoire dans l'Est. La plus grande usine de recyclage de plastiques au monde a été reçue à bras ouverts. Avec un investissement à hauteur de 850 millions d'euros, l'usine aura une capacité de recyclage de 160 000 tonnes de déchets. Port-Jérôme est tellement attractif, avec ou sans ZES, que des anomalies s'y installent. À 4 km d'Eastman voit le jour une autre usine de recyclage plastique. À hauteur de 250 millions d'euros et avec une capacité de recyclage de 70 000 tonnes de

déchets, le canadien Loop Industries cible les mêmes déchets ménagers qu'Eastman. Vu leur capacité, ces déchets viendront de France et aussi d'Europe, convergeant en un même endroit avec une logistique facilitée grâce à la présence de la Seine et d'une voie ferrée.

L'arrivée de ces deux usines de recyclage plastique à Port-Jérôme-sur-Seine n'est pas une coïncidence. La ville joue de ses atouts pour attirer de nouvelles entreprises qui peuvent faire travailler les entreprises locales. Avec une industrie tournée vers la pétrochimie, il est logique d'avoir Eastman et Loop Industries sur son territoire. À Port-Jérôme, nous trouvons tous les savoir-faire autour du plastique, c'est-à-dire la main-d'œuvre qualifiée, les infrastructures et les réseaux nécessaires. Ainsi, nous voyons l'économie circulaire prendre forme et devenir le nouveau point d'attractivité pour le développement de la vallée.

L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE À LA CAPITALISTE

L'économie circulaire se veut comme un modèle économique qui fonctionne en boucle et réutilise ses propres déchets pour continuer de produire. Pour les industriels, la perte de matière représente aussi une perte financière. Ainsi, nous voyons l'intérêt de relier l'écologie et le profit. La plupart du temps, cela se traduit par le recyclage des déchets. Cependant, le rêve d'une main invisible qui pourrait gérer de manière optimale les flux de matières, sans perte, reste dans le champ des idées. En

fait, le recyclage est une affaire assez complexe dans notre réalité.

En raison de la compétitivité entre les industries, le modèle économique capitaliste pousse à la surproduction et à la conséquente surproduction de déchets. Il est donc humainement impossible de tout recycler. En ce qui concerne le plastique, matière première d'Eastman et de Loop, cela reste autour de 9% des déchets totaux. En plus, la science n'est pas capable de tout transformer ou réemployer, comme on aimerait le croire. Aucune matière ne peut être transformée à l'infini, et même les processus de recyclage ne peuvent pas tout transformer, car il y a beaucoup trop de matières, et souvent ils génèrent des sous-produits indésirables et non recyclables. Néanmoins, depuis le XIXe siècle le recyclage est repris par les industriels en tant que mécanisme de défense et une forme de greenwashing. La pollution et ses risques deviennent des accidents, et non une partie intrinsèque du processus industriel.

À Port-Jérôme, l'économie circulaire qui est en train de prendre forme se base sur le recyclage plastique. Ces nouvelles industries viennent renforcer les industries pétrochimiques déjà sur site. L'expérience de Port-Jérôme autour du plastique est un atout majeur pour son attractivité. Cette économie circulaire ne questionne pas l'origine de la surproduction des plastiques. Elle ne remet pas en question son système économique basé sur la surproduction dont celle de déchets. L'existence même des industries de retraitement joue le rôle de désamorceur des contestations environnementales qui entourent ces usines. Le recyclage devient un alibi pour les plastiques jetables et leur perpétuelle utilisation.

Grâce à cette stratégie, Port-Jérôme-sur-Seine reste un territoire attractif parmi les centaines d'autres zones industrielles et corridors logistiques en Europe. Son tissu industriel n'est pas en déclin mais en transformation grâce aux industries tournées vers le retraitement du plastique. En tant que système économique, l'économie circulaire représente peut-être le seul futur possible pour l'économie capitaliste. Elle représente la consolidation de la coprophagie urbaine comme nouveau modèle dans la vallée de la Seine.

Pedro TAVARES GROKE

DE SOURCE SEINE À L'AXE SEINE : NOS DÉCHETS ONT DU TALENT

Fiers comme deux coqs chantant sur un tas de fumier, les yeux de Grumbach célèbrent l'écologie du Grand Paris en regardant les avions voler.

Au début du XXIe siècle, les travaux du Grand Paris vont engendrer 45 millions de tonnes de déchets issus de la seule construction du Grand Paris Express. Ce projet s'entremêle avec d'autres, et le spectateur ne sait plus dénouer ce serpent narratif qui se mord la queue. Les tunneliers ont été mis aux services d'autres grands projets, récits à leur tour : Jeux Olympiques, hub universitaire, réponse à la « crise » du logement, attractivité, compétitivité. Les récits nous happent, et leur multiplicité nous désorientent. On ne discerne plus l'œuf de la poule. Dans ce brouillard narratif de fictions métropolitaines, le traitement des déchets, exécrément peu sexy du plus grand chantier d'Europe, doit trouver sa place.

En 2022, 24 millions de tonnes de déchets ont déjà été excavées. La Seine-et-Marne, grande perdante du loto toxique avec 13 millions de tonnes, en a reçu la majorité. Mais le développement de l'Axe Seine va permettre le « déplacement du barycentre parisien vers l'ouest ». La Normandie, déjà réceptacle de 4 millions de tonnes de gravats, sera amenée à en accueillir encore plus (Voir carte ci-contre). Mais le « smart corridor » logistique venté par les métropoles, le « Très Grand Paris », ne convainc pas tous ses personnages, emportés malgré eux dans la matrice narrative pas assez séduisante d'une ré-

industrialisation de l'Axe Seine. Le 28 juillet 2022, un collectif citoyen près de Rouen offre une paire de lunettes géante au préfet de Seine-Maritime pour lui permettre de voir la réalité de « l'écologie industrielle » (NDLR : le traitement des déchets). L'association « Les Pieds dans l'eau - Bardouville en danger » redoute l'arrivée de 390 000 mètres cubes de matériaux issus du chantier du Grand Paris, sensés remblayer une carrière à ciel ouvert sur la commune. Leur réticence rejoint de nombreuses autres luttes locales en Normandie, comme en Île-de-France, qui refusent d'être les derniers sur la liste de ce jeu de la patate chaude. Faudrait-il garnir cette patate d'ingrédients narratifs capables de nous allécher ?

À Marne-la-Vallée, c'est bien ce qui se trame. La colline de Gibraltar, réalisée « grâce » à 5 millions de mètres cubes de déchets du Grand Paris Express, s'élèvera du haut de ses 70 mètres comme véritable « phare vert » du Grand Paris. Pourtant, la narration sert souvent la même histoire. Jean-Philippe Dugoin-Clément (UDI), vice président au conseil régional en charge de l'écologie et du développement durable, nous le rappelle : « Ces terrains sont pollués pour certains et squattés par les Roms pour d'autres. C'est un moyen de reconquérir ce secteur, de le boiser et d'y faire des sentiers de promenade ». Les déchets de nos villes futures servent à terrasser la ville nomade. Cette pyramide écologique, monument déjà merveilleux des projets pharaoniques, a tous les atouts pour nous plaire : sentiers de promenade, un écopont qui permettra à la faune et la flore, aux cyclistes et piétons « de faire fi de la coupure de l'A4 et de reconnecter les territoires », argumente Laurent Girometti, directeur d'EpaMarne, gestionnaire du site. Mais parfois l'anti-tsiganisme, le loisir pour tous et l'écologie industrielle ne suffisent pas pour bâtir une utopie des décombres de notre propre dystopie.

À Villeneuve-sous-Dammartin, Antoine Grumbach nous propose un nouveau chapitre ésotérique dans son livre de l'Axe-Seine.

Non loin des pistes de Roissy-Charles-de-Gaulle, l'architecte-urbaniste-prospectiviste-landartiste veut dessiner, inspirés des géoglyphes de Nazca, deux énormes yeux, de 400 mètres de longs et 170 mètres de large, sur une montagne de déchets. Une colline, ou plutôt un plateau, de 100 hectares, pour 30 mètres de hauteur, actuellement alimentée par 700 camions de déchets par jour. Un des plus gros sites de « valorisation » des terres excavées en Île-de-France. Une colline qui verra défiler les avions, comme une vache voit défiler les trains, version déchets-kérosène. La colline aura des yeux. Les passagers aéroportés pourront s'amuser quelques secondes de cette prouesse, en survolant un monde déjà foutu, où l'écologie industrielle vous regarde droit dans les yeux, vous dévisage. Laurent Mogno, PDG de l'entreprise ECT, spécialiste de la gestion des déchets, regrette qu'une loi de 2004 « qualifiant ces terres de 'déchets', [...] ait aussi suscité de la méfiance dans l'esprit des élus et des populations ».

Mais ECT, implantée sur le site, s'efforce d'inventer une acceptabilité, s'immiscant elle aussi dans un récit métropolitain polissé. Antoine Grumbach, « invité par ECT à réaliser une œuvre célébrant les terres des chantiers de construction de la Région parisienne », imagine un ensemble imprégné de mysticisme païen. L'œil Est, nommé Dédale, aura pour iris un labyrinthe, l'œil Ouest, Icare, se verra doté quant à lui d'une réplique de Stonehenge en son centre. Au premier, nous nous perdrons peut-être dans les voies sans issues d'un capitalisme qui se veut Parques, divinités romaines tissant nos devenir. Au deuxième, table divinatoire mégalithique, nous prédiremos avec plus d'acuité le devenir d'un monde du haut d'une colline faite de sa propre fin. Dans la genèse du projet, comme si Antoine Grumbach écrivait déjà sa propre monographie, il explique qu'au retour d'une visite du site, sa femme imagina des yeux vus du ciel, « Les Yeux de Léna » (le nom de cette dernière). Un délire mystique qui ne saura cacher la réalité glauque d'un appétit destructeur, déstructurant, de la machine du BTP dont nous a pourtant bien prévenu David Harvey. L'insatiable roulement de destruction créative inhérente à l'urbanisme néolibéral est à l'œuvre.

Au-delà des aspirations pseudo-cosmogoniques de tels projets, un vrai marché s'opère, où les bénéficiaires semblent restés en vase clos. Les carriers, toujours plus voraces, doivent rendre en l'état les sites exploités, toujours plus grands : le BTP doit bien trouver que faire de ses déchets. Et les communes, en mal de capacités financières, y voient une manne budgétaire. L'accueil des terres exca-

vées, qu'elles soient directement issues du Grand Paris Express ou des nombreuses opérations immobilières autour des gares, est un marché juteux. Pour Mediapart³, il s'agirait d'un marché de plusieurs centaines de millions d'euros. Et malgré les dérogations préfectorales augmentant les taux acceptés et les promesses vertes, les pollutions sont là. En août 2021, Lafarge est sommé d'excaver 240 000 tonnes de déblais auparavant enfouis sur un de ses sites dans les Yvelines. Les terres contiennent de la pyrite, qui, une fois en contact avec l'eau et l'air, produit de l'acide sulfurique. Cocasserie de l'affaire, plus les terres sont polluées, plus s'en débarrasser coûte cher à la Société du Grand Paris et plus le marché gonfle. Une « écologie industrielle » où les profits sont trempés de lixiviat, nom savant du résultat de l'action de l'eau et de la fermentation sur les déchets enfouis, le jus de poubelle. Et pourtant, à Marne-la-Vallée, « selon la hauteur de la colline et donc la quantité de terres valorisées, la traversée (écopont) sera plus ou moins large⁴. » Plus il y a de déchets, plus nous rendons service à la « nature ».

La Métropole écrit les sous-titres verts d'un futur couleur glauque. La montagne sacrée sera érigée « pour que les riverains puissent se réapproprier ce lieu dès 2024 pour les Jeux Olympiques⁵ ». Toutes les couches cosmétiques narratives sont permises, c'est la thanatopraxie du futur. « Les Yeux du Ciel » n'est qu'un projet parmi un ensemble d'une dizaine de belvédères encerclant la Grande Couronne. Grumbach veut que ces « collines artificielles, baromètre de l'action édiltaire, développent un système de lieux identitaires de la métropole du Grand Paris. » Les appétits coprophages de la métropole, la scatologie de Grumbach ne sauront nous proposer une eschatologie séduisante. Pour le site de la colline de Gibraltar, « cela n'engendrera pas un euro de dépenses publiques » martèle Jean-Philippe Dugoin-Clément. Une situation win-win, gagnant-gagnant, où l'histoire se finit bien.

Gabriel MESLAY

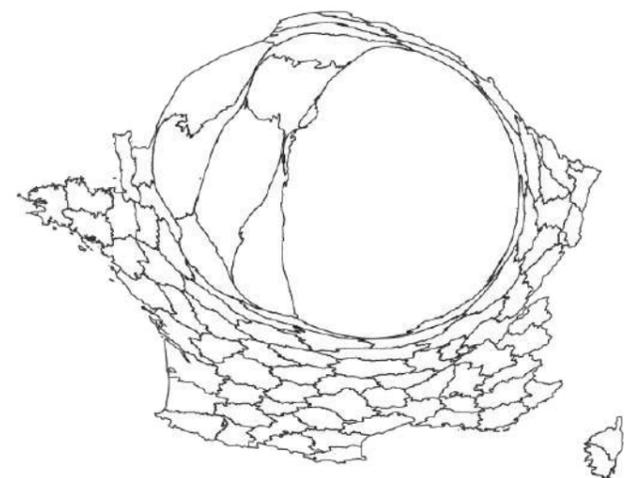
1 et 4 Olagnol, Julie, « Marne-la-Vallée : la colline de Gibraltar futur phare vert du Grand Paris » in *Le Parisien*, 5 novembre 2018

2 Groupe ECT, Antoine Grumbach, *AGTerritoires*, « Plaquette Les Yeux du Ciel », 2021

3 Lindgaard, Jade, « Pour Lafarge, pas de petits profits avec les terres du Grand Paris » in *Mediapart*, 14 décembre 2021

5 Delaire, Hendrik, « Ile-de-France : la colline de terre du Grand Paris Express aura des yeux », in *Le Parisien*, 25 janvier 2019

Représentation de la répartition actuelle des déchets du Grand Paris Express



Source : Grand Paris Express - Schéma de gestion et de valorisation des déblais (Société du Grand Paris)

CE QUE L'AXE SEINE A DEJA DE SCIENCE FICTION

NOS VIES SONT DES LABORATOIRES. QUELQUES PROJETS TROUVÉS AU HASARD OU TOMBÉS DU CAMION

[document 15]

Le port est un espace d'expérimentation pour le déploiement de la 5G et aussi pour l'utilisation de drones. Les questions de sécurité et de flux sont une riche opportunité pour mettre en place des nouvelles applications pour ces technologies. Le port collecte des données en tout genre : météo, marées, navigation, position des navires, données d'IOT (objets connectés), dans ce cas-ci des grues de 50 mètres de haut, mais aussi des données de logistique à partir de caméras sur les camions et trains. Toutes ces données permettent la création d'un digital twin, cyberobjet. Cet avatar digital est une réplique en temps réel du port et, nourri de milliards de données, il permet de créer de toute pièce des scénarios, en y modifiant les données entrantes et voir ce qu'il en sort.

document 27

Dans le domaine du Green Port, les opportunités sont nombreuses et au cœur des réflexions et des actions menées par les ports de l'axe Seine. L'objectif est de faire de la transition énergétique et écologique un atout compétitif de l'offre HAROPA. L'intégration des énergies renouvelables, l'économie circulaire et l'écologie industrielle, le développement du multimodal, l'utilisation de nouveaux carburants, la biosurveillance au moyen de drones sont autant de pistes pour promouvoir un modèle de recherche et d'innovation au service de l'environnement.

[document 73]

Le Très Grand Paris jusqu'à la mer, cette ambition historique, resterait lettre morte si HAROPA n'avait engagé sa propre révolution numérique : le smart corridor qui fait du Havre, Rouen et Paris des ports connectés, innovants et collectifs, qui s'appuient sur les technologies de l'information et le numérique pour offrir une gestion optimisée des données et flux, tout en intégrant une approche écologique durable. HAROPA souhaite ainsi favoriser l'émergence d'interactions positives, le partage des connaissances pour former une véritable toile industrielle intelligente.

Selon Yann Alix, délégué général de la Fondation Sefacil, l'objectif est de fédérer des communautés d'acteurs publics et privés autour de solutions technologiques avant-gardistes pour conjuguer attractivité territoriale et compétitivité internationale.

Le Smart Corridor a enfin vocation à devenir un hub territorial à dimension humaine et citoyenne à valeur ajoutée.

ENREGISTREMENT 6

MUSSEL PROJECT / LES MOULES CONNECTEES

Le port étant situé en partie sur l'estuaire de la Seine, fleuve industrialisé, les pollutions y sont très présentes. Pour les surveiller, ainsi que les pollutions émanant du port lui-même, une équipe de chercheurs est employée à créer de nouveaux capteurs innovants.

Frank Le Poll, Professeur en biologie des organismes, présente ce projet, développé par l'université du Havre et les laboratoires LITIS et SEBIO, où il travaille, en partenariat avec HAROPA Port du Havre. [enregistrement #12] Le projet de iCaging est un projet pilote dans la lutte contre la pollution de l'eau. Professeur Le Poll expose le déroulement de l'expérience. Le but est de relever les pollutions dans l'estuaire de Seine grâce à des « biocapteurs », organismes vivants dont les comportements sont observés scientifiquement, ici, des moules. L'expérience étudie les comportements d'organismes exposés à des pollutions. Les données produites par ces expériences sont ensuite digérées par une Intelligence Artificielle. Toutes les réactions sont maintenant mesurées et prédictibles.

L'équipe a ensuite créé le système de i-Caging, qui sont des cages déposées dans l'eau avec des organismes, reliés à des capteurs pour étudier leurs comportements face aux éventuelles substances présentes dans l'estuaire. Ces moules deviennent donc le nouveau visage du domaine scientifique des Bio-IOT, Biological Internet Of Things, ou BIOT. Ce ne sont pas des objets connectés mais bien des organismes connectés.

Malgré une nette amélioration de la qualité de l'eau, l'arrivée de nouveaux polluants et le mélange de ces derniers aux anciens produit un cocktail imprédictible. Les plastiques et la chimie d'hier se mélangent aux pesticides et résidus de médicaments, toujours plus puissants et moins captés dans les stations d'épuration. Le milieu marin est très exposé et sensible aux pollutions.

Le projet de i-Caging est en cours de développement mais il a pour vocation d'installer des dizaines de cages avec des biocapteurs connectés. Le réseau

permettrait aux moules de « téléphoner » en cas d'alerte de pollution, mais il faut aussi apprendre à l'Intelligence Artificielle à ne transmettre que les appels importants. L'équipe de scientifiques travaille aussi pour développer une interface lisible et accessible entre les moules connectées et leurs clients.

ENREGISTREMENT 7

DRONES RENIFLEURS

[document #525]

Les drones présentent de nombreuses usages : accident dû à une chute, acte terroriste, contrebande, espionnage, prise de vue illégale, atteinte à l'image... La réglementation qui encadre le vol de drones est très stricte et interdit les survols des zones d'habitation et des sites industriels à risques. Or, à ce jour, les services de police et les sites industriels sont très peu équipés de systèmes de détection pour exercer des contrôles et faire appliquer la réglementation. Sans moyen de prévention et de contrôle, la porte est ouverte à toute infraction.

La loi de sécurité globale autorise désormais les entreprises privées à s'équiper de systèmes de détection.

CLEAR-SPACE pour l'établissement de la preuve juridique, ce projet collaboratif avec le laboratoire LITIS (Université de Rouen, du Havre et INSA Rouen Normandie), porte sur le développement d'une solution globale qui permettrait de constituer des preuves juridiques de survols illégaux de drones.

[document #859]

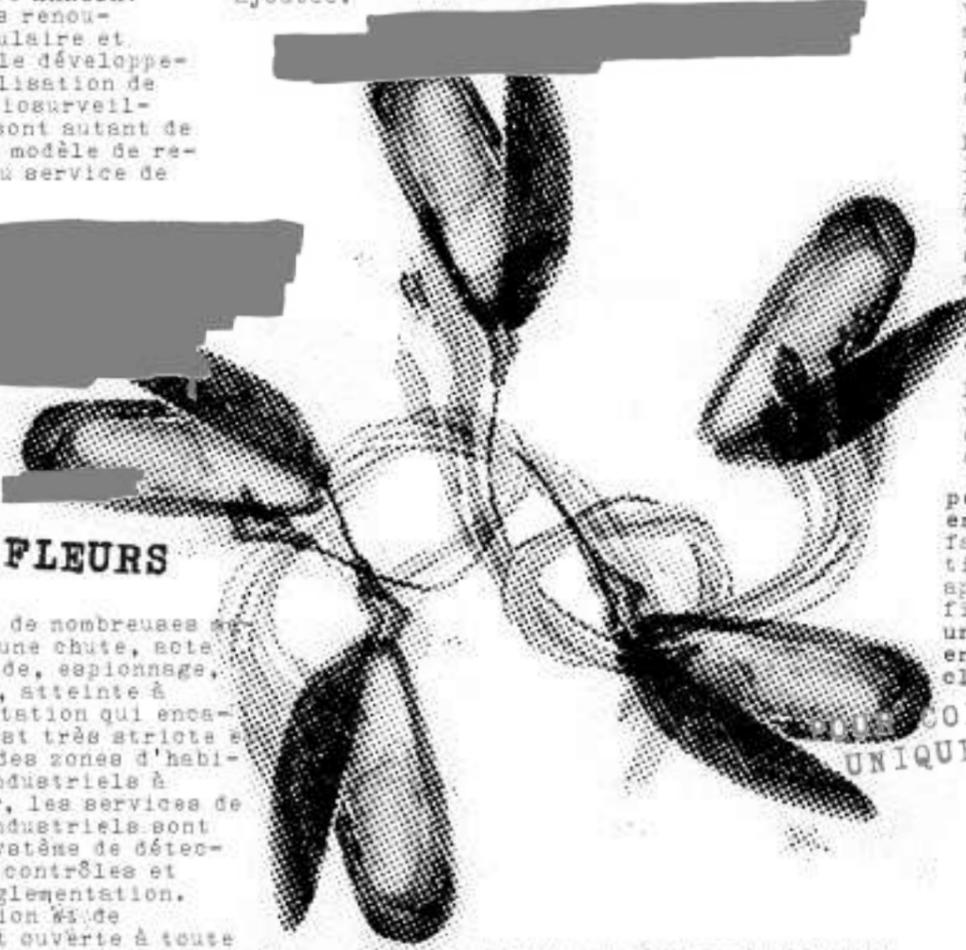
Etre smarter, c'est mieux travailler ensemble : nos ports doivent conjuguer leurs efforts avec les communautés d'acteurs privés et publics. Ainsi, le territoire havrais a su permettre le développement d'expérimentations fructueuses en matière de drones avec des entreprises comme Bolloré, Total. Au travers de 3 briques technologiques de spécialisation que sont :

- le pilotage en essai de drones ;
- l'intelligence artificielle embarquée ;
- l'intégration et l'évaluation de capteurs.

La première expérimentation consistait à valider la faisabilité d'un vol de 4 drones en formation : ces 4 drones autonomes réalisent un parcours de vol et communiquent entre eux en toute autonomie. La deuxième et la troisième expérimentation consistent à évaluer les substances présentes dans un panache d'incendie en embarquant sur un drone différents systèmes.

La deuxième expérimentation vise à valider la capacité de prélèvement d'air sur un drone dans un environnement agressif.

En fine, une application possible serait le survol des incendies pour évaluer la toxicité des fumées et anticiper ainsi les risques. Les deux expérimentations sont liées dans le cas d'un usage final puisqu'il s'agit de pouvoir faire voler un essai de drones en cas de feu afin de caractériser les substances présentes dans un panache de fumée, comme celui qui s'échappait de l'usine Lubrizol au moment de l'incendie de septembre 2019 à Rouen.



COPIE UNIQUE

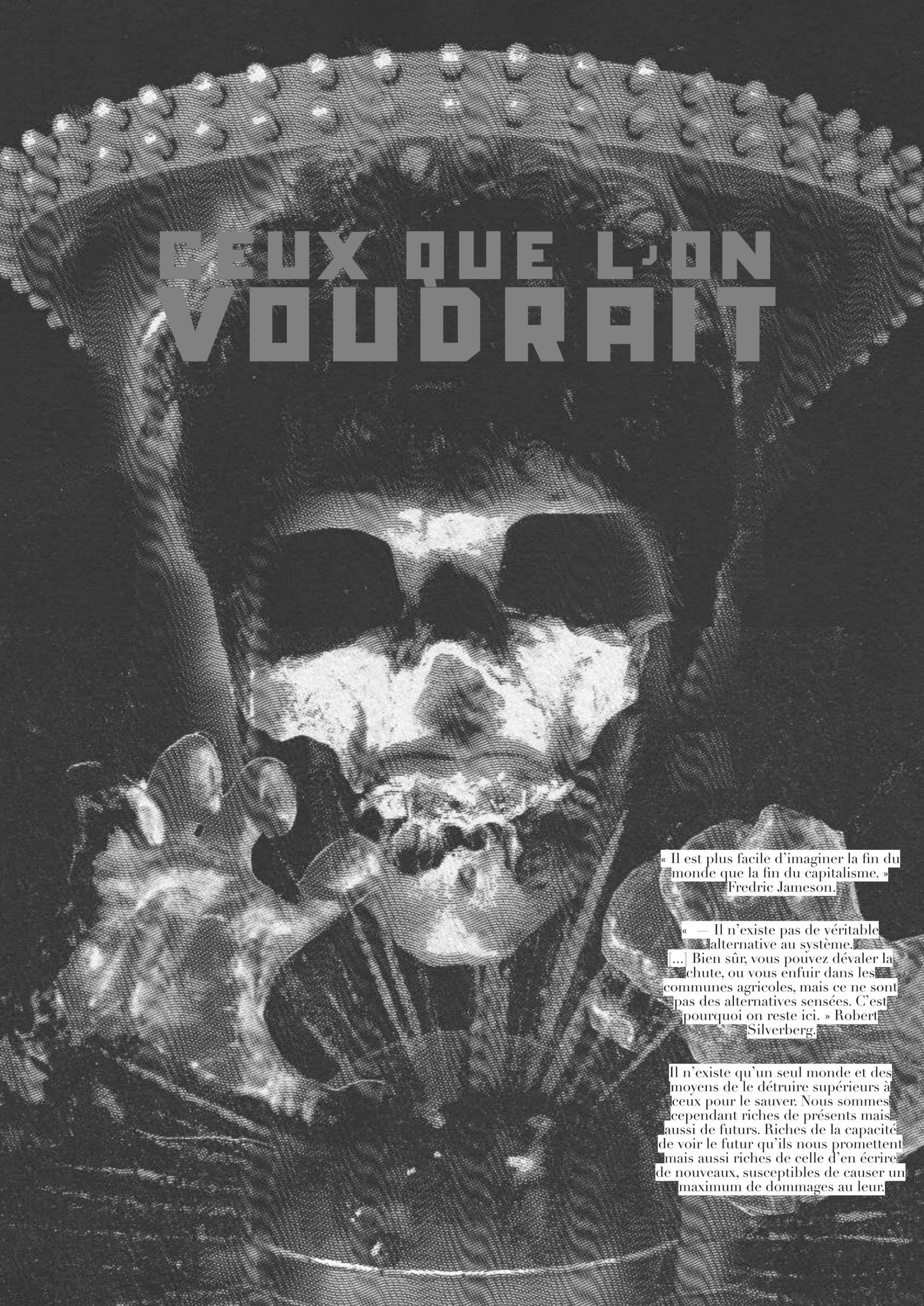
DETAILS DISSEMINATION



Gabriel MESLAY

COMMUNICATIONS SECTION

REC-33



CEUX QUE L'ON VOUDRAIT

« Il est plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme. »
Fredric Jameson.

« — Il n'existe pas de véritable alternative au système. [...] Bien sûr, vous pouvez dévaler la chute, ou vous enfuir dans les communes agricoles, mais ce ne sont pas des alternatives sensées. C'est pourquoi on reste ici. » Robert Silverberg.

Il n'existe qu'un seul monde et des moyens de le détruire supérieurs à ceux pour le sauver. Nous sommes cependant riches de présents mais aussi de futurs. Riches de la capacité de voir le futur qu'ils nous promettent mais aussi riches de celle d'en écrire de nouveaux, susceptibles de causer un maximum de dommages au leur.

LE FUTUR AU CRIBLE DE L'EXPERTISE OUVRIÈRE



POÉSIE OUVRIÈRE

Par Thibault POIRON

Après juillet 1830 (les Trois Glorieuses) et la victoire des insurgés sitôt réprimés dans le sang, les ouvriers se découvrent comme un « ensemble social jouant un rôle dans le destin national¹ ». Cette prise de conscience se double d'une volonté d'expression qui passe notamment par la création de journaux.

L'Artisan ouvre son prospectus daté du 22 septembre 1830 en ces termes :

« La classe la plus nombreuse et la plus utile à la société est, sans contredit, la classe des ouvriers. Sans elle les capitaux n'ont aucune valeur ; sans elle point de machines, point d'industrie, point de commerce. Toutes les classes qui s'appuient sur elle, qui profitent de son travail, le savent bien ; elle seule semble l'ignorer ou n'en prendre nul souci. Elle vit dans la misère et dans l'esclavage du monopole sans s'en apercevoir, éprouve de la part de ceux dont elle fait la fortune toutes sortes d'humiliations sans se plaindre et se voit décimée commodément par la basse police sans s'étonner. »

Avec le renversement de Charles X et l'arrivée au pouvoir de Louis-Philippe, rien ne change fondamentalement pour les ouvriers qui réclamaient des lois sociales. La liberté du commerce et de l'industrie constitue bien le cœur de la politique du nouveau régime. Il n'est donc pas question d'intervenir dans les affaires des industriels.

Jeudi 26 septembre 2019, Rouen. L'usine Lubrizol brûle. Un événement pour les médias et les politiques. Un nouvel accident prédictible pour les premiers concernés : les ouvriers et salariés du secteur industriel. Jean-Pierre Levaray le prophétisait déjà dans son ouvrage *Putain d'usine*. C'était arrivé à Toulouse comme tout le monde s'y attendait. Ça devait arriver à Rouen comme tout le personnel le craignait.

Cette expertise de la base, rendue inaudible par une guerre des classes, est pourtant des plus fiables – au moins en terme de futurologie du risque.

Compressés par les cadres, le rendement, les économies à faire, les ouvriers sont souvent les mieux à même de déceler ce qui, dans le dessin lisse de l'ingénieur, finira par casser. Si c'est dans les vingt années de gravas du chantier du Paris haussmannien que naquit la certitude que nous produisons aujourd'hui les ruines de demain, c'est plusieurs décennies avant que le monde ouvrier interrogea de manière non univoque un avenir qui semblait avoir pour synonyme le mot « progrès ». C'est cette histoire qu'il convient sans doute d'écrire pour rendre audible la parole ouvrière contemporaine. Et ce précisément à l'heure où le storytelling métropolitique (urbain, politique et industriel) semble renouer avec une certaine idée du progrès qui voit dans les techniques et produits plus ou moins neufs, à l'efficacité plus ou moins avérée, la clef d'un avenir radieux. Cette tendance technico-béate, la science fiction française l'a abandonnée dans les années 1960.

La place croissante des machines dans le système de production va liquider les derniers artisans libres et provoquer une concentration ouvrière dans les villes, dans des manufactures et des fabriques gigantesques. Ce n'est qu'après 1830 que s'enclenche réellement l'industrialisation de la France. Jusqu'ici le parc industriel était principalement composé d'un dense réseau de petites entreprises, comptant au plus quelques dizaines d'ouvriers. L'usine de grande taille, regroupant plusieurs milliers de travailleurs comme dans le factory system anglais, restait une exception dans l'Hexagone. Une accélération économique, caractérisée par une augmentation des échanges et des flux de marchandises, a lieu dans le deuxième tiers du siècle. Maurice Moissonnier² note une hausse de plus de 45 millions de tonnes-kilomètres³ par an entre 1835 et 1849, et ce simplement pour le transport par route. La même croissance est observée concernant le transport par voie d'eau. Pour le rail encore balbutiant, l'augmentation est, sur la même période, d'un peu moins de 20 millions de tonnes-kilomètres par an.

Louis Festeau, bijoutier-horloger qui parviendra à « s'intégrer dans la petite bourgeoisie commerçante⁴ » dès 1837, est enthousiaste quant au développement ferroviaire :

« *Gloire aux arts, aux progrès,
Qui font passer la terre
Des fureurs de la guerre
Aux travaux de la paix⁵* ».

Évoquant le progrès, le même Festeau écrit :

« *Routes, ponts et canaux s'ouvrent devant ses pas,
Il adoucit les mœurs, conjure le trépas ;
Il anime le marbre, il fait vivre la pierre,
Et du sein de la nuit éclater la lumière.
[...]
Du sol il fait surgir les germes endormis :
Eau, terre, ciel et feu sont ses agents soumis.
Du geste et de la voix désignant les barrières
Il crie à chaque pas : « PEUPLES PLUS DE FRONTIÈRES⁶* ».

N'empêche que pour les ouvriers, les dix-huit ans de la monarchie de Juillet sont « une période noire⁷ ». Le passage de l'hydraulique à la vapeur, très lent en France, rend les machines plus puissantes, plus rapides. Les cadences augmentent et les accidents se multiplient qui broient, écrasent ou sectionnent un membre. La journée de travail d'un ouvrier dure onze heures à Paris et douze heures en province. Le salaire journalier présente des disparités entre métiers et régions, mais il ne dépasse guère trois francs pour un homme, la moitié pour une femme et le tiers environ pour un enfant⁸. Les logements ouvriers sont exiguës et insalubres. Les loyers sont excessifs au vu de la médiocrité des salaires. Les épidémies de choléra ou de diphtérie mettent cruellement en lumière la violence des inégalités sociales : les bourgeois fuient la ville pour la campagne tandis que la mort frappe le peuple des quartiers pauvres.

La condition ouvrière, c'est d'abord le partage d'un sort commun, le partage d'une expérience de dépossession de soi, d'une dignité et d'un temps volés par l'exploitation au travail. C'est aussi la volonté d'une expression commune, la défense d'intérêts partagés malgré la diversité des métiers (et les hiérarchies plus ou moins implicites entre travailleurs), la recherche de solutions pour s'unir. Au-delà des revendications sociales, il s'agit bien selon Jacques Rancière d'« être entendus comme des êtres parlants⁹ », des êtres pensants possédant une pleine capacité politique.

« Le débat ne se limite plus à la revendication d'une satisfaction des besoins les plus immédiats du monde du travail, mais s'étend à une réflexion sur le devenir de la société et de l'humanité. Les objectifs de l'action ouvrière impliquent désormais des références à la morale et à l'évolution historique¹⁰. ».

Maurice Agulhon¹¹ explique qu'après le bain de sang de 1830 et l'appropriation de la victoire par les bourgeois libéraux, les ouvriers ne croient plus aux prises d'armes pour conquérir le pouvoir. Il s'agira donc pour eux d'« inventer leur propre voie vers l'avenir ». « Ils lisent, ils écrivent, ils s'organisent, ils s'associent ». L'espérance réside désormais dans l'initiative, l'autonomie, l'émancipation des ouvriers par eux-mêmes.

C'est le sens premier du journal L'Atelier, publié de 1840 à 1850 et « adressé aux ouvriers par des ouvriers¹² ». Les rédacteurs continuent à partager le sort des travailleurs et il est impératif de « vivre de son travail personnel pour participer à son élaboration » (« en prenant la plume, nous ne quitterons point l'atelier¹³ »). Les questions industrielles et économiques sont bien des questions politiques qui les concernent au premier chef et dont ils comptent s'emparer. Il s'agit, d'une part, de montrer les misères du peuple et le mauvais exemple des riches, de contester l'organisation sociale fondée sur l'exploitation, par quelques-uns, de millions de travailleurs et, d'autre part, de proposer un véritable projet politique fondé sur le secours mutuel des ouvriers, la mise en place d'associations de prévoyance, d'associations industrielles d'ouvriers. Cette nouvelle organisation sociale devra passer par l'instruction et la moralisation du peuple par lui-même. L'Atelier, journal parisien, espère aussi faire entendre la voix des travailleurs provinciaux : « Si nos mains ne peuvent se rencontrer et se serrer, le génie de l'immortel Gutenberg comblera les distances et rapprochera nos cœurs¹⁴. » La fraternité et l'union des travailleurs ne pourront se consolider sans l'abolition des distinctions de métiers : « Nous sommes tous ouvriers, enfants de la France, et par conséquent frères¹⁵ ».

Parallèlement à ces journaux ouvriers, expression d'une parole collective, se développe une littérature prolétarienne, notamment poétique, qui est l'expression de la subjectivité d'un auteur. Une poésie prolétarienne, aussi importante que méconnue, va se développer sous l'impulsion de la presse ouvrière, grâce notamment au financement par souscriptions et avec le relais de quelques écrivains romantiques sensibles à la question sociale (en particulier Hugo, Lamartine, Sand).

Edmond Thomas explique bien le double mouvement qui saisit cette poésie ouvrière naissante : « Il y a deux façons pour une littérature, quelle qu'elle soit, de s'accoucher : par l'imitation à l'excès, la recherche du dépassement d'une expression déjà existante, ou par la recherche de l'expression de l'identité du groupe qu'elle va représenter. Comme chez un individu, d'un côté ce sera l'exacerbation de la sensibilité ambiante, sociale, de l'autre la recherche du moi¹⁶. »

Dans un même élan d'émancipation, une prise de parole collective, parfois même rendue anonyme (les textes du journal L'Atelier n'étaient pas signés), côtoie une expression individuelle où prime la sensibilité et l'expérience subjective de l'écrivain. Ainsi, la plupart des poètes ouvriers, tout en mettant en avant le savoir-faire qu'ils possèdent et leur appartenance à la classe des travailleurs, désirent être reconnus comme individus : signer leur texte était donc important, comme la mention du métier qui les faisait vivre. La conscience d'appartenir à une classe coexiste donc avec une volonté d'émancipation individuelle, notamment par l'écriture et l'accès au livre.

La prolifération d'ouvrages bon marché (on se procure facilement Hugo, La Fontaine, Adam Billault), le développement de l'instruction et l'augmentation de l'alphabétisation, la mise en place de cours du soir où les ouvriers se retrouvent après le travail facilitent l'attrait pour l'écrit. La conviction que l'émancipation ouvrière ne pourra qu'être l'œuvre des ouvriers eux-mêmes renforce l'autodidaxie et l'entraide : « Si je me suis hasardé à prendre la plume, moi simple ouvrier, c'est que j'estime que les travailleurs doivent s'instruire les uns les autres¹⁷ ». L'écrit, pour autant, ne va pas de soi. La poésie encore moins : genre hyper codifié, élitiste, supérieur ; art suprême, sublime. « Aussi l'autodidacte a-t-il peur d'écrire. Pour lui, écrire, c'est se montrer. Plus que tout autre, il a le sentiment de la pudeur. Mais il se sait porteur d'un message¹⁸. »

Michel Ragon¹⁹ note que l'espoir demeure en effet très présent dans la poésie ouvrière. On rêve d'un monde meilleur et nouveau, fondé sur la paix, l'amélioration de la condition du travailleur, le progrès social. Francis Tourte, peintre sur porcelaine, rêve d'égalité et d'un accès au travail pour tous :

« *Ah ! pitié pour tous ceux que l'indigence mine,
Dont la privation rétrécit la poitrine !
[...]
Non, non, je ne veux pas de votre charité ;
Non, mais ce que je veux pour tous, c'est l'équité ;
C'est l'agile industrie éveillée à l'aurore ;
C'est du fer à broyer sur l'enclume sonore ;
De la terre où leurs bras fécondent les moissons,
Dans nos champs orgueilleux de leurs riches toison²⁰.* »

« Une grande religion fraternelle sera fondée grâce au progrès. Dans ce programme, l'ouvrier a la plus belle part, puisqu'il est le constructeur du monde nouveau, édifié grâce à ses sueurs, à son effort²¹. » La grande majorité des poètes veulent continuer d'être ouvriers. Il s'agit d'améliorer sa classe en restant aux côtés de ceux qui travaillent : « J'aime mon état, j'aime mes outils, et alors même que j'aurais pu vivre de ma plume, je n'aurais pas voulu cesser d'être ouvrier serrurier²². »

De nombreux ouvriers sont séduits par les utopies socialistes, celles de Fourier et Saint-Simon notamment, mais le rapport au travail est ambigu. On espère un futur radieux, mais en attendant il faut bien admettre que c'est l'exploitation qu'on subit, et que le présent est sombre :

« *Rêvons-nous, mes amis, un meilleur avenir ?
Voulons-nous secouer le joug qui nous opprime ?
On ose nous en faire un crime.
Notre sort est-il donc de naître pour souffrir ?
L'existence, pour nous, sera-t-elle sans charmes ?
Verserons-nous toujours, sueurs, sang et larmes ?
D'un destin si fatal, comment parer les coups ?
Quel chemin faut-il prendre ? on les encombre tous !
On connaît tous nos maux ; on entend nos prières ;
Et lorsque nous voyons notre ordre social,
Dans son égoïsme glacial,
Rire de nos misères,*

*Et comme une avalanche, enfin, fondre sur nous,
Si nous criions, on nous traite de fous.*

Mais, mon Dieu, de souffrir l'humanité se lasse :

Quel sera donc le rédempteur

Qui, d'un feu régénérateur,

Répandra, dans les cœurs de glace,

Une fraternelle chaleur²³ ? »

Une réappropriation politique du temps :

Il s'agit pour les ouvriers, comme l'explique Jacques Rancière²⁴, de s'extraire du cycle infernal de l'alternance entre temps d'emploi et temps de repos, repos qui ne permet finalement qu'une récupération de la force de travail, avec pour morne horizon la nouvelle journée d'exploitation du lendemain. Le plaisir le plus élémentaire est confisqué. Magu, ouvrier tisserand, évoque la privation d'un rayon de soleil :

« *À l'astre qui fait tout renaitre
Il faut que je renonce encor :
Jamais à ma triste fenêtre
N'arrivent ses beaux rayons d'or.
Dans ce réduit profond et sombre,
Dans cet humide et froid caveau,
Je me résigne, comme une ombre,
Qui ne peut quitter son tombeau²⁵.* »

Le jour, donc, est occupé par l'emploi, temps d'indisponibilité qui empêche l'expression d'une puissance, d'une jouissance. La nuit est occupée par l'écriture, par l'étude. Ce temps est alors un temps réapproprié, un temps nouveau qui échappe à l'exploitation patronale, un temps pour soi en somme.

La poésie ouvrière est loin d'être, dans les thèmes qu'elle aborde, systématiquement politique. Mais le simple fait d'écrire, de s'inscrire soi-même dans un temps nouveau et choisi, est un geste politique, un geste d'évasion d'une temporalité forcée et contrainte. Une réflexion convergente vaudrait pour l'espace qu'ont décidé d'envahir les ouvriers en faisant effraction dans le champ littéraire. Ils n'avaient rien à y faire et voilà qu'ils s'y invitent. Mais si même les chapeliers font de bons vers, que feront les versificateurs professionnels qui ne savent même pas faire de mauvais chapeaux ?

1 Maurice Moissonnier, in Claude Willard, *La France ouvrière. Des origines à 1920* (tome 1), Paris, Éditions sociales, 1993, p. 95.

2 Op. cit., p. 111.

3 Selon l'INSEE, « une tonne-kilomètre est une unité de mesure correspondant au transport d'une tonne sur une distance d'un kilomètre ». Exemple : un déplacement de 10 tonnes sur 100 kilomètres suivi d'un déplacement de 10 tonnes sur 50 kilomètres équivalent à 1500 tonnes-kilomètres.

4 Voir maitron.fr - *Le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et du mouvement social*.

5 Louis Festeau, *Les Chemins de fer*, cité par Michel Ragon, *Histoire de la littérature prolétarienne de langue française*, Paris, Éditions Albin Michel, 2012, p. 86.

6 Louis Festeau, *Le Progrès*, Imp. de P. Baudouin, rue des Boucheries-Saint-Germain, 38, 1844.

7 Maurice Moissonnier, op. cit., p. 112.

8 Les enfants sont particulièrement exploités dans l'industrie textile. La loi du 22 mars 1841 fixe à huit ans l'âge minimum d'entrée en usine. Le travail est limité à huit heures par jour pour les enfants de 8 à 12 ans et à douze heures par jour pour ceux de 12 à 16 ans. Le travail de nuit est possible à partir de 13 ans.

9 Jacques Rancière, dans la série documentaire *Le temps des ouvriers*.

10 Edmond Thomas, *Voix d'en bas. La poésie ouvrière du XIXe siècle*, Paris, coll. « Actes et mémoires du peuple », 1979, p. 119.

11 Dans sa présentation de la réimpression de l'édition de *L'Atelier* : organe spécial de la classe laborieuse (1840-1850), EDHIS, Paris, disponible sur gallica.bnf.fr.

12, 13, 14, 15 *L'Atelier*, premier numéro daté de septembre 1840.

16 Edmond Thomas, *Voix d'en bas. La poésie ouvrière du XIXe siècle*, Paris, coll. « Actes et mémoires du peuple », 1979.

17 Pierre Moreau, *porteur aux Halles*, cité par Michel Ragon, *Histoire de la littérature prolétarienne de langue française*, Paris, Éditions Albin Michel, 2012, p. 73.

18 Bénédictin Cacérés, *Regards neufs sur les autodidactes*, Paris, Éditions du seuil, coll. « Peuple et culture », 1960.

19 Michel Ragon, *Histoire de la littérature prolétarienne de langue française*, Paris, Éditions Albin Michel, 2012.

20 Francis Tourte, *Travail et misère*, cité dans Olinde Rodrigues, *Poésie sociale des ouvriers*, Paris, Paulin, 1841, p. 324-325.

21 Michel Ragon, *Histoire de la littérature prolétarienne de langue française*, Paris, Éditions Albin Michel, 2012, p. 86.

22 Jérôme-Pierre Gilland, cité par Michel Ragon, *Histoire de la littérature prolétarienne de langue française*, Paris, Éditions Albin Michel, 2012, p. 82.

23 Michel Roly, *L'Avalanche*, cité dans Olinde Rodrigues, *Poésie sociale des ouvriers*, Paris, Paulin, 1841, p. 170-171.

24 Jacques Rancière, *La Nuit des prolétaires*. Archives du rêve ouvrier, Paris, Pluriel, 2012.

25 Magu, *À ma navette*, cité par Michel Ragon, *Histoire de la littérature prolétarienne de langue française*, Paris, Éditions Albin Michel, 2012, p. 115.



CE QUE LA SCIENCE FICTION NOUS FAIT VOIR DE LA VILLE

Ratés volontaires et réussites de la SF en tant qu'analyse de la ville qui vient.

Selon Pierre-Jacques Olganier, « peu de films de science-fiction sont de véritables films "urbains", y compris parmi ceux qui s'inscrivent dans la perspective de la fiction spéculative. Celle-ci est en effet davantage centrée sur cinq grandes thématiques : la course à l'armement nucléaire, le règne d'une science sans conscience, l'industrialisation à outrance, la fascisation des sociétés ou la recrudescence de la violence. Celles-ci sont ainsi considérées, par la production, par les scénaristes et/ou par le réalisateur d'un film, comme plus déterminantes pour accentuer et souligner les maux des sociétés contemporaines de la réalisation des films de science-fiction que les problématiques urbaines¹. »

Cependant, même à titre de décor, la science-fiction parle de ville : on peut y lire l'environnement produit par un dispositif politique et social possible. De même, les « monstres » de science-fiction (ceux dignes d'être mon(s)trés) peuvent souvent, par analogie, être utiles à la description de phénomènes urbains. Les villes de SF nous renseignent aussi sur nos rêves déçus et un futur qui ne vient décidément pas. Enfin, elles parviennent parfois à rendre palpable l'indicible de nos villes, ou l'irreprésentable, par les outils conventionnels de la « projection » architecturale, sociale ou urbaine. Elles tirent alors la sonnette d'alarme de nos cités-trains qui parviennent malheureusement rarement à éviter l'accident. Mais elles arment les survivants.

LE BLOB, DE CHUCK RUSSEL, 1958. LA SF COMME MÉTAPHORE URBAINE

La science-fiction peut aisément faire métaphore de la ville et de son histoire. Ainsi pourrait-on lire dans les réformes territoriales de ces dernières décennies quelque chose du Blob : cette gelée extra-terrestre informe, prête à tout avaler, personnage principal éponyme du film d'horreur sorti en 1958. Et qui a plus récemment donné son nom à un organisme unicellulaire et glouton (quant à lui bien réel) qui attise la curiosité scientifique. Cet organisme possède des milliers de répliques de son noyau, ce qui lui permet de se fragmenter et de fusionner à l'envi. Coupez un blob, vous en obtenez deux. Rassemblez trois blobs, vous n'en avez plus qu'un ! Ainsi, les lois de décentralisation de l'État-blob semblent aboutir à la multiplication de micro cité-états qui, dans la vallée de la Seine, désirent ardemment fusionner en un immense Axe-Seine-blob ou HAROPA-blob si celui-ci digère le premier (mais ne compliquons pas). Bref ! C'est finalement peut-être à quelque chose de l'ordre de l'État comme blob, unicellulaire et coriace, qui veut et peut se diviser et se ressouder à l'envi, que nous assistons aujourd'hui, avec la relative indifférence qu'on réserve aux champignons et autres moisissures.

BLADE RUNNER, DE RIDLEY SCOTT, 1982. LA VILLE QUI NE VIENT PAS

C'est parfois en tapant à côté que la SF éclaire nos urbanités. Ainsi, Blade Runner, adapté du roman de Philip K. Dick, rate sans doute un peu volontairement sa cible. Et la ville de Los Angeles en 2019, dépeinte dans le film, est bien loin de ce qu'elle est aujourd'hui et deviendra sans doute. La mégapole envahie de signaux visuels, parcourue de mille moyens de transports aériens et peuplée de répliquants – esclaves humanoïdes ayant

atteint la sacro-sainte conscience – n'a pas eu lieu. Les robots et automates qui devaient nous libérer du travail n'ont fait qu'éjecter de leurs postes les hommes que la révolution industrielle avait transformés en ouvriers. Et là où la plus-value de remplacement ne s'avère pas suffisante, on voit réapparaître un sous-prolétariat uberisé et, pour le moment, essentiellement racisé ; quand il ne s'agit pas tout simplement de travailleurs forcés, comme sur les chantiers urbains russes, qataris et, dans une moindre mesure, européens. Ou dans l'industrie offshore de la pêche, des plateformes, ou des Zones Économiques Spéciales. Les voitures individuelles ne volent toujours pas et leur adaptation aux législations censées sauver la planète est en passe d'en refaire des produits de luxe. Ainsi, la métro – ou mégapole – contemporaine, malgré quelques promesses de la start-up nation, demeure horizontale ; et son ciel moins zébré d'hommes volants que de drones le surveillant. La saturation de signes visuels recule quelque peu et la publicité envahissante n'a pas atteint la dimension que le film prophétise puisqu'elle a trouvé dans nos écrans de poche un chemin plus commode vers nos cerveaux. Mais surtout, la ville de Blade Runner, support et espace publicitaire géant, est remplacée par bien pire et plus inquiétant : la métropole contemporaine EST le produit. Ou plutôt, un ensemble de produits : centres urbains décarbonés, « re-naturés » et vélo-friendly, centres commerciaux à ciel ouvert et à la scénographie patrimoniale et historique, mais aussi zones connexes industrielles, logistiques, etc. Les métropoles se vendent ainsi tour à tour, en fonction des « clients » ciblés, comme « un espace bien-être » détaché des marasmes écologiques, un espace de coworking géant, un écosystème tertiaire, ou encore un nœud de réseaux logistiques ou écosystème industriel. Nous voici rendus au temps de la ville à personnalité multiple : la ville attractive, tendance schizophrène exprimée en Zones, « à faibles émissions », « industrielle », « naturelle », etc.

DARK CITY, D'ALEX PROYAS, 1998. LE REVE NÉOLIBÉRAL D'UN MONDE INSTABLE

L'esthétique néo-noire et parfois steampunk de ce film ne trouble en rien l'actualité de son propos. Chaque nuit, la ville se transforme : les immeubles gagnent ou perdent des étages, les appartements des chambres, les rues changent de direction. Chaque matin, ses habitants se réveillent dans de nouveaux costumes, sans se souvenir de leur vie passée (travail, logement, etc.) Cette cité aux allures de ville européenne en chantier permanent est en réalité une expérience menée sur les humains par des extraterrestres. Une expérience folle qui, à bien des égards, pourrait évoquer le délire collectif et transcontinental ; ce discours incohérent et souvent contradictoire par lequel la métropole se reconfigure sans cesse comme la ville dystopique de Dark City. Elle change de forme durant notre sommeil et nous réattribue une nouvelle identité sociale au réveil. Car la métropole veut être tout : accueillante, responsable, connectée, agile, productive, créatrice, verte et industrielle, innovante. Elle nous veut mobiles ; elle nous vend plusieurs vies en une. Pour cela, la métropole doit opérer une pacification entre les acteurs historiques de la ville d'avant (politiques, industriels, grands propriétaires, etc.) C'est une condamnation à la paix.

THE CITY AND THE CITY, DE CHINA MIÉVILLE, 2009. CÉCITÉS URBAINES VOLONTAIRES. OU LA PLANIFICATION COMME PRODUCTION DE POINTS ET ZONES AVEUGLES.

La ville gauche ignore-t-elle vraiment sa droite quand la ville droite ignore sa gauche ? Quand on planifie l'Axe Seine, on ne le fait pas par tronçons mais par strates qui, souvent, s'ignorent ou feignent de s'ignorer. On discute une longue journée d'un Axe Seine Culture (entendez vélo, fiesta, transports doux, marketing urbain, tourisme, etc.) qui feint d'ignorer l'Axe Seine industrialo-logistique pour lequel on parle infrastructure, société d'économie mixte, exemption d'impôts, réindustrialisation massive. De temps à autre, au détour de l'image d'un camping au pied d'une cimenterie, sur un power-point, la novlangue fait miroiter un rapprochement possible par un tonitruant « explorer la

ville intense »...

Ainsi en est-il peut-être de la ville de l'inspecteur Borlù, Beszel, et de la cité voisine d'Ul Qoma. Le problème est que ces deux villes jumelles sont liées par des règles très particulières, que le déroulement de l'intrigue fait découvrir progressivement.

Pour un étranger, ou pour le lecteur qui entame les premières pages du livre, il n'y a pourtant en apparence qu'une seule et unique ville. Jusqu'à ce que quelques indices disséminés ici et là dans le texte laissent entrevoir une réalité tout à fait singulière. Beszel et Ul Qoma sont bien deux entités distinctes, strictement séparées, mais qui occupent le même espace géographique. Deux villes imbriquées l'une dans l'autre, mais chacune possédant ses propres lois, ses autorités, sa monnaie, son écriture ou sa culture. Deux villes dont les habitants ont pour consigne d'ignorer ceux d'à côté, quand bien même ils habiteraient l'immeuble d'en face. C'est ainsi que les citoyens de Beszel « évisent » en permanence ceux d'Ul Qoma, c'est-à-dire qu'ils font abstraction de leur présence physique, et vice-versa. Enfreindre cette règle est la pire des infractions, et entraîne aussitôt l'intervention de la Rupture, la police chargée de faire respecter la stricte séparation existant entre les deux villes.

Ce texte devenu série illustre, creuse, amplifie et démontre la propension des urbanismes, politiques et managements contemporains à faire coexister sur un même territoire des règles et régimes différents appliqués en fonction du statut des individus. Ainsi, sur un chantier métropolitain, vous pourrez à la fois trouver des ouvriers dépendants du droit français et d'autres, « déplacés », dépendants du droit portugais par exemple. Sur un même territoire, des ouvriers vivant à l'année en camping-car, caravane ou camion aménagé, sans droit de vote, et des « navetteurs », habitants les maisons du territoire la nuit et faisant le trajet vers d'autres villes pour travailler le jour. C'est l'idée sous-jacente de Miéville selon laquelle tous les citoyens agissent de concert dans l'ignorance des aspects réels de leur ville — les sans-abris, les structures politiques, le monde des affaires ou tout ce qui est « pour les touristes ».

Voilà peut-être en quoi l'œuvre de Miéville nous parle le plus : nous ignorons l'espace dans lequel on nous fait vivre !

Il en faudrait peu pour qu'on suive comme un roman haletant les déroulements et développements conjoints, voire croisés, des politiques industrielles, urbaines, portuaires et culturelles qui semblent avoir élu comme colonne vertébrale instable et polymorphe la Seine. Il en faudrait peu en effet pour voir ou entendre double tant un même objet (être) prend de noms différents en fonction des objectifs, des circonstances, des publics. Peu pour voir là, non une politique concertée, mais comme une schizophrénie active dans laquelle les êtres-mêmes se dédoublent.

Qu'en est-il enfin quand les mondes fusionnent de nouveau en posant, par exemple, un des refuges périurbains de nos amis de Bruit du Frigo au pied d'une cimenterie ? Pour le storytelling territorial, c'est merveilleux ! Pour China Miéville comme pour nous, ça finit forcément mal.

METROPOLIS, DE FRITZ LANG, 1927, ET SOLEIL VERT, DE RICHARD FLEISCHER, 1973. CRITIQUE ANALYTIQUE ET SIRÈNES D'ALARME

Metropolis annonçait sans ambages les totalitarismes en marche comme Soleil vert annonçait la finitude des ressources planétaires. Cette science-fiction critique fut à même de prédire les cataclysmes à venir. C'est d'elle que nous désirons nous inspirer, en rupture avec une tradition positiviste incarnée par Jules Verne et basée sur l'alliance entre ingénieurs, banquiers, industriels, nobles et aventuriers. Une science-fiction des bas-fonds ou, du moins, de l'envers des villes. Pas cet envers à coloniser de nos représentations d'artistes, cet envers qu'on visite en bus à étage comme on visitait je ne sais quelle jungle colonisée à dos d'éléphant, mais cet envers comme point d'impact et pourtant de résistance au monde et à la ville en train de se faire. Cet envers que traversait déjà le seul architecte à sauver : David Vincent² !

¹ « Les dystopies urbaines dans le cinéma de science-fiction. Mise en regard des représentations spatiales de la ville dans les cinémas européens et américains », Pierre-Jacques Olgantier, 2008

² Lire David Vincent contre Aristote Goliath. Petits livres à lire un couteau entre les dents #07 S.Cambot ed Échelle Inconnue

LA SF QUE L'ON VOUDRAIT

Les mutations politiques, territoriales, industrielles et économiques sont bien moins le fruit d'un complot que d'inconsciences additionnées. Elles ne résultent pas moins d'un désir d'action ou de la recherche du bonheur que de décideurs agis par des storytellings éco-industriels. Elles ne créent pas d'écosystèmes mais font perdurer le système.

Valerio Evangelisti nous donne une piste quand il prend en exemple l'inquiétante genèse des programmes économiques mondiaux mis en application par des gouvernements en partie inconscients : « un professeur alcoolique, dans une petite université provinciale américaine... Celui-ci, en plein délire éthylique, élabore une théorie fondée sur rien, mais en affinité totale avec ce qu'exige, à ce moment-là, la politique de son gouvernement... La théorie se mêle à l'idéologie, le composé se métamorphose en politique, la politique se mue en pouvoir, le pouvoir se fait puissance. À ce stade, le chômeur sait qui remercier. Ou plutôt il ne le sait pas. Nul ne le sait ». Et V. Evangelisti d'ajouter que cela, la « grande littérature » se plaît à l'ignorer, quand celle des « étages inférieurs », la SF en particulier (pas toute certes), en a fait son objet de prédilection.

Voilà peut-être une raison suffisante de faire encore de l'art, à l'heure du bruit constant des récits marketing qui font et défont nos vies et que nous avons explorés dans les pages précédentes. Une science-fiction qui dévoile donc des mécanismes de plus ou moins grande échelle, des systèmes de domination, qui les poussent au paroxysme pour en envisager les possibles effets tragiques.

Selon lui, l'ère de l'hallucination a déjà commencé. Des fake news aux stories à tous les étages de nos existences, tout concourt à nous rendre incapables de distinguer le vrai du faux et de construire un « Nous » solidaire qui ne nous soit pas dicté ou instillé.

La science-fiction que l'on voudrait est donc un récit opérant à l'image du cyberpunk de William Gibson ou Bruce Sterling, qui ont construit l'imaginaire dans lequel le monde des hackers s'est projeté. Pour V. Evangelisti encore, c'est la réussite de ce courant qui a signé sa disparition. Ayant pris corps dans la société comme dans l'action politique et contestataire, sa forme littéraire est devenue superflue.

La saturation de l'information, l'omniprésence du marketing, le fait que la communication capitaliste vise directement notre inconscient. Finalement, le fantastique

et la SF seraient des outils efficaces pour reprendre la main sur ce combat des imaginaires.

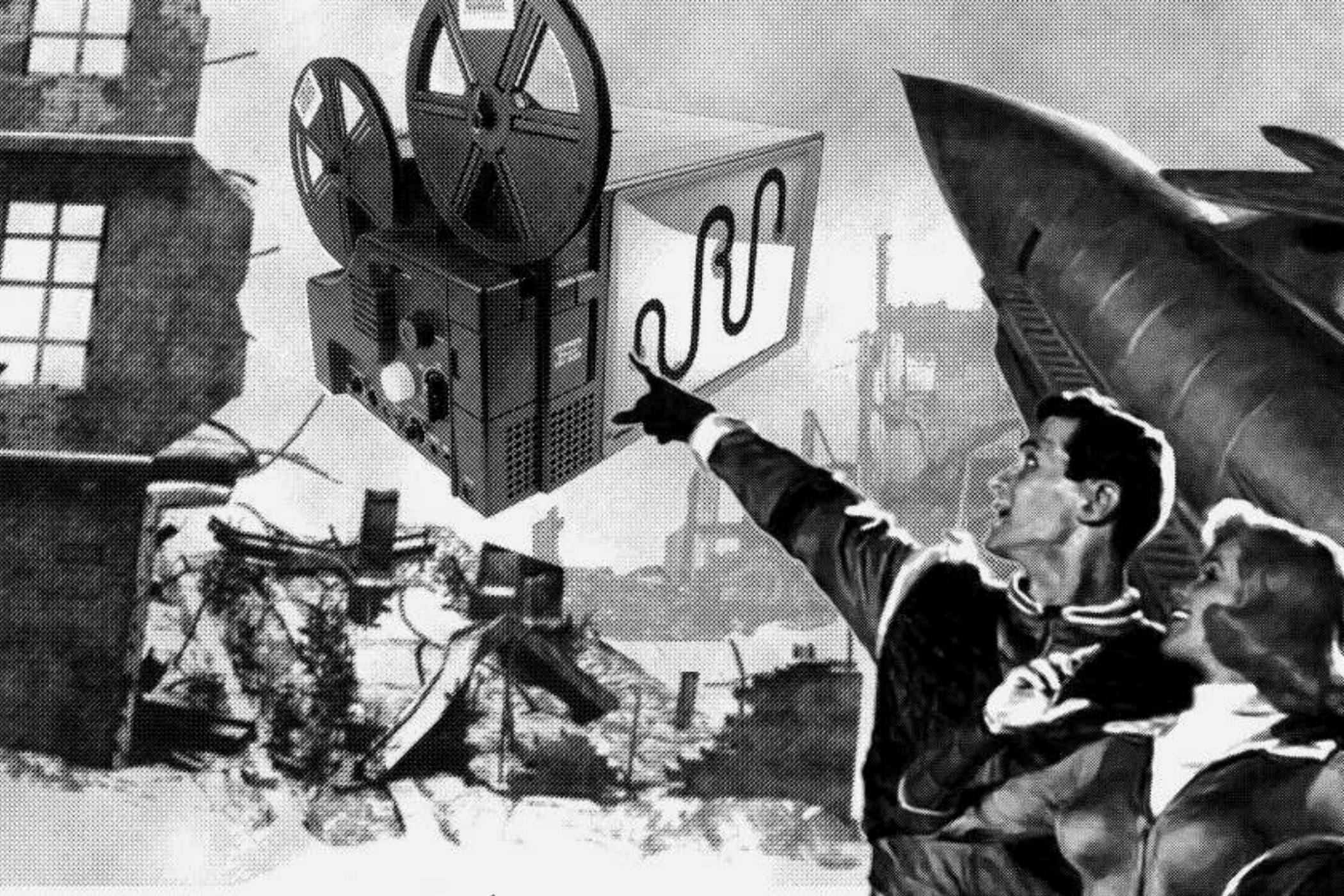
Depuis longtemps déjà, nous avons reconnu dans un personnage de SF le modèle d'architecte auquel nous pourrions adhérer : David Vincent, le héros de la série télévisée « Les Envahisseurs », créée en 1967 par Larry Cohen et diffusée en France à partir de 1969. Cet architecte qui « au cours d'une nuit d'errance, sur une route de campagne solitaire, alors qu'il cherchait un raccourci que jamais il ne trouva [assisté à] l'atterrissage d'un engin en provenance d'une autre galaxie. À présent, David Vincent sait que les envahisseurs sont là, qu'ils ont pris forme humaine. Il doit trouver comment convaincre un monde incrédule que le cauchemar a déjà commencé. » C'est par ces mots que la voix off sortait du téléviseur pour annoncer ce qui allait suivre.

Outre l'entrée de l'architecte comme héros positif dans la culture pop et le média de masse, cette série reconfigure, un peu malgré elle, le modèle de l'architecte à la fois artiste, technicien, bourgeois, par le biais de l'épopée qu'elle lui fait traverser. Les figures invoquées dans les quelques lignes d'introduction sont déjà nombreuses : du héros épique au prédicateur en passant par l'illuminé. Mais au-delà, elles replacent l'architecte dans un rôle d'arpenteur (à la recherche d'un raccourci, etc.) et, plus particulièrement, de celui qui, sortant de la route, découvre un univers, une autre dimension. L'architecte est ici témoin, vigie, observateur du changement radical. Passons brièvement sur le fait que le signe permettant de distinguer ces ennemis à visage humain est une raideur singulière de l'auriculaire qui n'est pas sans rappeler les tics de la bonne société. David Vincent lutte contre les envahisseurs, certes, mais aussi contre l'institution, l'État, les pouvoirs incrédules ou volontairement aveugles, qui finissent même par lui offrir un classement dans leurs fichiers de renseignement (ceux du NORAD en l'occurrence – North American Aerospace Defense Command), faisant de lui un recherché, un trouble à l'ordre normal des choses. Mais plus intéressant, et c'est sans doute là la part la plus involontaire du scénario, car la profession du personnage fut sans doute choisie pour lui offrir des raisons de se déplacer à travers tout le pays au volant de sa voiture, l'architecte est placé dans une situation d'arpentage, d'observation et d'interaction avec des territoires et des réalités sociales invisibles ou tues. L'Amérique que David Vincent traverse et nous fait découvrir est un pays en friche, une succession d'usines désaffectées et de terrains vagues peuplés par une société en crise, des personnages relégués, déclassés ou en perte de repères. Sa quête l'oblige à découvrir et à inventer à l'écran l'envers de la ville et de

la société américaine. Avançant, parcourant, rencontrant, il détruit ; détruit l'« American Dream » et révèle les poches explosives qui finiront bien par dynamiter l'« american way of life », à moins qu'elles ne finissent par l'envahir et devenir le territoire dans son entier, comme Detroit aujourd'hui liquidée se répandant en flaque sombres sur le continent en crise. David Vincent ne construit pas, ce n'est pas essentiel. Il n'est pas l'architecte cuisinier des recettes du bonheur de l'humanité, pas plus qu'un maniériste posant des objets esthétiques aux quatre coins d'un empire dont il serait l'instrument. Il est inventeur au sens de celui qui découvre une grotte, qui tente d'en témoigner et d'y intervenir. Ces espaces sont autant des fronts que des maquis depuis lesquels il lutte contre un Goliath militaire, policier et administratif, atteint de cécité volontaire. De la base, il fronde, alerte et attaque, y renouvelant ses complicités, au risque du déclassement. Cette science-fiction qui prend racine autant dans Nous autres, de l'auteur russe Evgueni Zamiatine, que dans Metropolis, de Fritz Lang, n'est pas une recette pour l'avenir, ni la projection d'un programme urbain et économique qui aurait notre faveur. C'est une arme de poing. Elle ne prétend pas inventer notre futur mais inquiéter leur présent ! Ou, pour reprendre les mots de l'auteur Sébastien Doubinski, elle est « une série de lettres piégées, conçue non pour blesser le lecteur ou la lectrice, mais pour causer un maximum de dommage à la réalité qui l'entoure. »

Contrairement au participationnisme dévoyé qui consiste à faire énoncer aux autres ce que l'on désire entendre, la science-fiction que l'on voudrait est pensée comme l'élaboration d'une distance critique face au projet qui s'élabore. Il ne s'agit pas, à l'instar des boîtes de communication recyclées dans l'exercice prospectiviste, d'imaginer le pire scénario possible. Mais, par le scénario, de mettre à nu et en exergue les mécaniques qui structurent, malgré ou contre nous, les territoires que nous habitons. C'est donc avant tout, comme le dit Maurice Renard, une aventure de l'esprit, un prétexte à réfléchir plus qu'à prévoir. Une SF par le bas aussi, partant des Zones que notre monde produit sans pensée. C'est aussi la volonté de produire ici des récits à l'échelle de territoires-monstres qu'ils ont bornés et dont l'ampleur empêche l'appréhension et par conséquent l'action. C'est aussi produire des récits larges, des géographies réelles, imaginaires et à venir, dans lesquels les dizaines de luttes locales, aujourd'hui pastillées sur l'immensité artificielle d'un territoire comme l'« Axe Seine », pourraient trouver place. Entamer un contre-récit, conscient, qui inquiète et ne console pas. Un imaginaire réaliste !

C.S.



UN CINÉMA SUR LES RUINES DU FUTUR...

Un projet de fiction
documentaire de
Stany Cambot produit
par Échelle Inconnue
& Les Films Déplanifiés

Un territoire ambigu : l'Axe Seine. Quatre auteurs, cavaliers de l'apocalypse en résidence, pour élaborer autant de scénarios des futurs de ce territoire. De la catastrophe à l'apocalypse, ce projet est une tentative d'élaboration de contre-récits capables de s'opposer aux récits dominants dont nos villes meurent.

Nous avons décidé de veiller sur vos futurs...

PROSPECTIVES APOCALYPTIQUES DE LA MÉTRO- POLISATION DE LA VALLÉE DE SEINE

« Nous sommes prisonniers de notre mental quotidien. Pour percer le mur de l'imaginaire, il faut faire appel à des personnes qui pensent en dehors du cadre : les auteurs de science-fiction sont de ceux-là. » Emmanuel Chiva, directeur de l'AID (Agence de l'Innovation de Défense en coopération avec l'État-Major des armées).

La « métropolitique » nous fait vivre un état de projet(s) permanent. Localement, il se traduit ainsi : Axe Seine, métropolisation de Paris au Havre, Capitale(s) européenne(s) de la culture, réindustrialisation du fleuve, dépol-

lution, zones à faibles émissions, transports doux, cabotage de vélo cargo (réintroduisant, notons-le au passage, la notion de travail de force), première ZES (Zone Économique Spéciale) de France, etc.

Autant de récits du futur portés par une multitude d'acteurs (industriels, économiques, politiques, experts) les ré-agrégeant en autant de storytellings variant en fonction de leurs destinataires, leur audience, leurs spectateurs peut-être.

Autant d'histoires qui mettent en récit une série d'actions semble-t-il homogènes sur un territoire sans cesse élargi. Actions bien réelles dont nous ne pourrions envisager les effets sur le terrain que dans de nombreuses années ; comme nous le faisons aujourd'hui des décisions et non décisions passées.

Ainsi, depuis la date de sa proclamation, nous attendons sur la Zone Économique Spéciale de Port-Jérôme-Sur-Seine les premiers travailleurs détachés et les profonds changements sociaux et urbains que cet espace de dérèglement ne manquera pas de provoquer. Or, d'autres villes de France appellent déjà de leurs vœux l'implantation de ce type d'espace economico-industriel pour ainsi dire « off-shore » sur leur territoire. Ceci sans recul, laissant au futur la responsabilité de juger de son intérêt ; trop tard peut-être.

En 2019, à Rouen, Lubrizol brûlait ; nouvel « incident » sur cette zone industrielle pourtant déjà prophétisé dès les années 1980 par Haroun Tazieff ou plus récemment par l'auteur Jean-Pierre Levaray, faisant écho à la conscience du danger de nombre de travailleurs du secteur industriel. Il faut dire que dans le milieu, on s'y connaît, et qu'il n'est pas rare de connaître personnellement quelques victimes d'accident industriel... Pardon : d'accident du travail. Autant d'alertes restées lettre morte.

Ne peut-on vraiment que constater, trop tard, les méfaits et souffrances générés par les projets urbains, économiques et industriels ? Le futur et son récit n'appartiennent-ils qu'aux industriels, politiques, financiers, urbanistes et architectes ? Attendrons-nous 2034 (ou 2084) pour juger la pertinence d'un redéploiement industriel du Havre à Paris ? Le bien-fondé de Rouen Capitale de la culture ? La légitimité du développement de zones d'exception comme les ZES ?

En 2019, le Ministère de la Défense annonçait en grande pompe la création de la Red Team, équipe d'auteurs de science-fiction chargés d'imaginer les scénarios des futures menaces. Analystes et chercheurs de la Red Team viennent d'ailleurs de publier un ouvrage dans lequel ils imaginent les conflits possibles à l'horizon 2030-2060 : Ces guerres qui nous attendent (2022). Simple lubie ? Coup marketing ? Ou véritable tentative de pousser au bout une démarche de recherche documentée jusqu'à ses possibles effets ? C'est ce qu'aujourd'hui nous nous proposons de faire autour de l'Axe Seine.

DE QUOI CONSTRUIRE DES RUINES : « UN CAHIER DOCUMENTAIRE »

Comme préalable à ce travail, il convient d'agréger un ensemble de documents déjà produits et à produire, capables

de rendre compte de l'ensemble des projets en cours et en gestation sur l'Axe Seine, des situations de crise ou critiques que ces projets sont susceptibles d'impacter, ainsi qu'une documentation sur des projets similaires ayant abouti ailleurs à des situations critiques (Russie et Pologne en particulier, en ce qui concerne par exemple les ZES).

Il faut entendre ce cahier comme l'on entend le cahier du mal-logement de la Fondation Abbé Pierre. C'est à la fois un état des lieux des projets à venir, des dysfonctionnements actuels et de leur probable amplification. C'est enfin un exercice de prospective se basant sur les aggravations sociales, économiques et urbaines déjà à l'œuvre. Ce cahier tente par conséquent de répondre à trois questions : que faire de la parole des spécialistes du projet politique, économique, urbain et industriel ? Que faire de la parole populaire et inaudible ? Et, enfin, que faire de la parole des experts mineurs et/ou sectorisés ? C'est de l'interaction des discours que ces différents groupes portent sur le futur que devront naître nos écritures dystopiques et apocalyptiques.

Ce cahier documentaire visera à croiser et organiser notre travail de recherche et l'ensemble des scénarios, prises de position et projets officiels sur cet espace, autant que la parole et les réalités des habitants les plus soumis aux risques actuels et à venir. Un cahier documentaire sous forme de centre ressource en ligne agrégeant le maximum de projets à venir et d'intentions publiques autour de l'Axe Seine (installation d'une usine d'hydrogène par la société Air Liquide, usine de recyclage plastique par Exxon pour produire de l'huile moteur, discours sur les corridors logistiques par leurs architectes et leur possible disparition assumée, analyse du risque industriel et hydraulique, Zones - Économiques Spéciales (ZES), à Faible Émissions (ZFE), naturelles, industrielles, Seveso, etc.)

À cet ensemble s'ajoutera le matériel textuel, sonore, cartographique et filmique déjà réalisé par Échelle Inconnue sur différents territoires et susceptible de le nourrir (films sur les nomades de l'industrie, sur les Voyageurs contraints de vivre en Zone Industrielle et sur le site de la première Zone Économique Spéciale de France, par exemple).

Le temps de ce cahier sera aussi un temps de production engageant un travail d'entretiens : le VidéoMaton des ruines du futur. Par ce travail nous partirons de manière légère (un fond noir, deux projecteurs, une caméra et des micros) à la rencontre de spécialistes (du risque naturel ou industriel, de l'urbanisme, du transport, de l'économie portuaire) mais aussi des invisibles d'aujourd'hui plus particulièrement impactés par les dérèglements de demain et déjà experts des dérives des systèmes économiques, politiques et territoriaux : militants, syndicalistes, ouvriers fixes ou mobiles, Voyageurs, dockers, pilotes de vélo cargo, Ubers et autres travailleurs de force, etc.

Le temps d'élaboration du cahier sera aussi l'occasion d'inviter les participants à proposer des scénarios dystopiques possibles ou, plus simplement, à envisager les modalités de l'aggravation de leur existence. Cet ensemble rejoindra le cahier documentaire sous forme brute ou sous forme de montages thématiques.

Enfin, la programmation future et résolument dystopique de nos Doctorats Sauvages en Architecture et en Numé-

rique viendra elle aussi nourrir ce cahier (textes, captations vidéo des conférences, ressources iconographiques et audiovisuelles).

QUATRE CAVALIERS DE L'APOCALYPSE EN RÉSIDENCE. QUATRE SCÉNARIOS DES RUINES À VENIR. UN LIVRE.

C'est ce cahier que, dans le deuxième temps du projet, nous soumettrons à quatre cavaliers de l'apocalypse, auteurs de science-fiction, pour en tirer quatre courts scénarios dystopiques, les invitant à écrire in situ lors de résidences sur quatre sites de l'Axe Seine comme Port-Jérôme-Sur-Seine, Limay, Le Havre et la zone industrielle de Rouen/Petit-Quevilly.

Puisque même de l'apocalypse on ne peut faire ce que l'on veut, à ce cahier documentaire s'ajoutera un cahier des charges dessinant une série d'étapes obligatoires, pour ne pas dire un chemin de croix, invitant les auteurs à intégrer (par exemple) à leur ouvrage les populations qui nous sont chères et que le futur continuera sans doute à oblitérer (Voyageurs, Travellers, main-d'œuvre industrielle fixe, détachée, nomade ou en déplacement, forains, sans-abris, etc.) Dans la même ligne, une attention particulière sera portée sur les conditions de logement et d'habitat en période post-apocalyptique (développement du logement de la main-d'œuvre et des indésirables en tiny houses ou en campements gérés par la force publique ou industrielle, localisation conditionnée par la proximité avec l'entreprise pour limiter l'impact environnemental des déplacements, etc.)

CONSTRUIRE UN CINÉMA SUR LES RUINES DU FUTUR

Outre leur publication aux éditions BARAQUES, ces récits donneront lieu dans un troisième temps à un travail de production graphique, vidéo, cartographique et sonore. Un travail que l'industrie cinématographique range dans la catégorie du repérage et que nous désirons rendre public. À ce stade, nous imaginons la création d'un lieu : « le cinéma des ruines du futur », espace scénographié où l'on pourra voir les projets d'affiches de films, les entretiens vidéo ainsi que les travaux photographiques, sonores et cartographiques comme autant de possibilités de traverser les paysages de l'Axe Seine, décors déjà apocalyptiques. Nous convierons à cette étape des directeurs de la photographie, des ingénieurs du son et créateurs sonores, des spécialistes du repérage et de la recherche de décors, des chercheurs et documentalistes... Il est aussi souhaitable de travailler avec les structures aidantes du territoire tant en matière d'archive que de connaissance des lieux qui le composent. Cet espace fixe et unique (notre galerie scénographiée par exemple) pourra aussi se déployer de façon nomade lors d'installations de campements comprenant à minima un espace de lecture et de projection (notre Ciné-truck MakhnoVan) et un espace d'exposition (notre tente ACDC, « Atelier Cartographique De Campagne »). Une dispersion de ce lieu dans différentes villes de l'Axe Seine (de Paris au Havre) pourra aussi être envisagée.

PREMIERS VIDÉOMATONS DES RUINES DU FUTUR



DES ATHLÈTES DE LA LECTURE, UNE CABANE

L'association Baraques Walden a auto-construit une cabane dans le parc de l'abbaye de Jumièges. Elle accueillera dès 2023 écrivains et artistes pour des résidences de création. Échelle inconnue et Baraques Walden y ont un projet commun...

« Mon lieu de résidence était plus favorable, non seulement à la pensée, mais aux lectures sérieuses, qu'une université », écrit Henry D. Thoreau dans *Walden*, le livre qu'il publie en 1854 et qui relate les deux années, deux mois et deux jours qu'il a passés dans sa cabane auto-construite au bord de l'étang Walden, État du Massachusetts, USA, près du village de Concord. Thoreau y vivra entre mars 1845 et septembre 1847, seul ou avec des amis de passage, subsistant de sa récolte de légumes et de fruits, lisant et explorant son environnement proche, parmi ses « voisins » les animaux. Le terrain appartient à son ami et mentor le poète et philosophe Ralph Waldo Emerson, le chef de file du transcendantalisme, mouvement culturel et spirituel qui structurera durablement la pensée américaine (jusqu'à la Beat Generation) et qui, des mots mêmes d'Emerson, appelle à « penser l'ordinaire », à regarder ce qui nous entoure et à y puiser une forme d'autonomie de penser et d'être.

C'est avec Thoreau et son Walden en tête que j'ai entrepris d'auto-construire une cabane. Le nom de l'association que j'ai créée à cet effet, avec quelques amis écrivains ou non, le dit assez clairement (asso Baraques Walden). J'ignore si je suis transcendantaliste. Je crois qu'il faut être Américain (ou Russe) et avoir été frappé à l'estomac par les grands espaces sauvages pour mesurer ce que le terme recouvre. Notre nature, sans être plus petite ou moindre d'aucune manière, est plus anthropisée, on y voit partout le travail millénaire de l'humain, dans les paysages comme dans l'histoire dont chaque parcelle est imprégnée.

Je suis lecteur de Thoreau et d'autres choses qui vont des Anciens aux fulgurances de la SF, en passant par les « classiques » et les « mauvais genres » de tous poils, les ouvrages de science, d'histoire ou d'ésotérisme ancien. Je lis aussi les livres écrits par mes amis, dont

Villes nomades, du guitar leader d'Échelle inconnue, Stany Cambot.

Bref, tout ça pour dire que j'ai construit, avec l'aide ponctuelle de quelques amis, d'une subvention du Département de la Seine-Maritime et d'un don de quarante mètres cubes de plaques de carton triple cannelure issus de l'usine DS Smith de Rouen, une cabane dans l'enceinte du parc de l'abbaye de Jumièges. L'ossature bois, la couverture et une partie de la quincaillerie sont issus du réemploi, pour l'immense part. Quant au carton, il a servi à l'isolation des murs, du toit et du plancher. C'est un excellent isolant qui présente de bonnes qualités thermiques, phoniques et mécaniques mais dont la mise en œuvre, du fait de sa rigidité, est moins aisée que celle des laines de verre ou de bois.

Cette cabane est destinée aux résidences d'écrivains et d'artistes. J'espère qu'ils y trouveront une « résidence [...] plus favorable, non seulement à la pensée, mais aux lectures sérieuses, qu'une université ».

Car c'est ce point qui importe : avoir un lieu où lire et observer. C'est-à-dire, un endroit où il est possible de s'émanciper du superflu et du divertissement qui, comme les serpents de Robin des Bois et du Livre de la Jungle (et aussi de la Bible, pourquoi pas), nous détournent sans relâche de nous-mêmes et du monde et de toutes les sources immenses et réelles de joies et de plaisirs.

On peut créer partout, et dans les pires conditions. Des œuvres ont été produites par les déportés dans les camps hitlériens ou staliniens. Mais il est plus difficile de lire (je veux dire « lire » au sens élargi et concentré de lire des livres et la nature) lorsque le corps et l'esprit sont soumis aux charges cuisantes de la souffrance ou à celles, fades, des plaisirs superficiels (je ne parle pas de plaisir sexuel, bien trop profond, mais de celui, médiocre et peu nutritif, que nous offrent Netflix, Facebook et toutes ces choses produites avec la bénédiction du capital et du politique pour nous rendre dociles et consommables).

Lorsqu'il évoque sa cabane comme une résidence favorable à la pensée et aux lectures, Thoreau avoue y avoir été « plus que jamais sous l'influence de ces livres qui circulent autour du monde ».

Cette influence, amplifiée par l'instrument qu'est, chez Thoreau, la cabane de Walden Pond (ou par tout autre lieu mis hors de portée de l'histoire idiote, pleine de bruit et de fureur, dite par les dominants et leurs serfs volontaires, ces néo-idiots assez peu shakespeariens qui aspirent à nous gouverner), peut alors nous pénétrer profondément, heureusement. Et peut-être, allez savoir, nous transcender. En tout cas, son effet est de nous ouvrir, grand paradoxe de notre condition d'humains, aux mondes extérieurs que sont l'Autre et le Réel (et dont il n'est pas évident qu'ils se recourent parfaitement).

Mais la cabane, cette façon d'habiter réduite à ses fonctions essentielles (préserver du froid et de la pluie, offrir un lit sûr et un lieu sain où cuisiner), est aussi un espace non pas d'ascèse ou de retrait mais un espace favorable à l'« exercice » : « Lire bien, c'est-à-dire lire de vrais livres dans l'esprit adéquat, est un noble exercice, écrit encore Thoreau dans le chapitre « lire » de *Walden*, une activité qui exige davantage de peine du lecteur que n'importe quel autre exercice prisé par les coutumes du jour. Cela demande un entraînement semblable à celui que supportent les athlètes, la détermination inébranlable de presque toute une vie. Il faut lire les livres avec autant de soin et d'attention qu'on a mis à les écrire. »

Tout est dit ou presque. C'est dans cette cabane du parc de l'abbaye de Jumièges que des écrivains viendront bientôt lire et écrire. Et parmi les choses qu'ils liront peut-être, figurera le fonds documentaire qu'Échelle est en train de constituer. Ce fonds est dédié aux industries, et aux risques sociaux, écologiques et physiques qui leur sont associés, ce très esthétique collier de perles explosives qui pare la Seine basse et qu'Échelle appelle joliment les « ruines du futur ». Ce fonds sera peut-être la source de nouveaux livres.

Nourris de cet exercice d'athlète qu'est la lecture, ces livres augmenteront à coup sûr notre façon de voir le monde. Voilà ce que peuvent les livres lorsqu'ils sont écrits non pas avec une plume (tégument qui n'est utile qu'aux oiseaux) mais avec les yeux d'un lecteur et d'un observateur débarrassé de ses peaux factices.

STÉPHANE NAPPEZ, président des Baraques Walden

SCÉNARI DES RUINES DU FUTUR

TINY SOCIALE

Michel est réveillé par une secousse, comme si un charlot géant avait tenté de retirer, sous lui, le lit sur lequel il dormait. Un moment, il cligne les yeux, grogi, les habitue à la lumière qui filtre du skydome et les entraîne à faire le point sur les lambris du plafond à quelques dizaines de centimètres au-dessus de sa tête. Une nouvelle secousse le cueille et les lignes du lambris tanguent sous ses yeux. Il se redresse d'un bond et se cogne la tête. Même quatre ans après il ne s'habitue pas à la hauteur de plafond au-dessus de son lit en mezzanine. Une nouvelle secousse manque de le faire tomber. Prudent, il descend l'escalier à marches décalées - ça, non, il n'a pas réussi à s'y faire. Mais bon, c'est toujours mieux que la rue, les foyers aux dortoirs et aux chambres collectives. Sournoisement, une odeur de corps dormants lui remonte à la mémoire par les narines. Il secoue la tête pour s'en débarrasser comme d'une goutte de sueur. La secousse suivante lui fait manquer la quatrième marche et il s'étale ou plutôt, s'encastre entre l'escalier et le banc-coffre du bureau. « Putain de merde ! » Il se remet debout et se tient à tout ce qu'il peut comme un passager de bus tentant de rejoindre le chauffeur par le couloir central. Maintenant, c'est bon : il ne se fait plus avoir. À chaque nouvelle secousse, jambes fléchies, bras élastiques, il amortit. Avec cette démarche d'hôtesse de l'air en pantalon de jogging et T-shirt, il franchit les trois pas qui le séparent de la porte d'entrée. Il bascule le verrou et pousse la porte d'un coup d'épaule, qui coince depuis que le contreplaqué a pris l'humidité. En ce début février, il n'a aucune envie de traîner ses tatanes dans les feuilles mortes et mouillées. C'est donc en se penchant qu'il tente d'entrevoir l'origine du séisme qui secoue sa baraque.

« Putain ! Mais qu'est-ce que vous foutez ? » Deux types sont en train de merder en essayant d'atteler sa tiny-house à un fourgon électrique G9000, qui semble lui-même foirer sa tentative pour la tracter.

« Oh ! ? J'tu parle putain ! - Oui bah c'est l'entreprise Les Petits Toits Du Monde qui nous envoie. Les voisins veulent récupérer la parcelle pour faire un potager. - Un potager ? Et moi je vais où ? - Bah on vous remorque au dépôt en attendant de trouver une nouvelle parcelle j'imagine. »

LE DERNIER KILOMÈTRE, LE MARINIER ET LE VIEILLARD

Temps de merde ! Journée de merde ! Je me suis encore fait baiser sur les rotations ; résultat : coincé pour trois jours à Gennevilliers, mes congés... Cinquième fois cette année que l'armateur me fait le coup. En dévalant la passerelle de la péniche porte-containers « Le Monde d'Après » que j'ai traîné du Havre jusqu'ici, je rage. Je dépose les clefs à la capitainerie et laisse un mot à Jason - il prendra ma relève dans 48h. Pas question que je me tape la recharge des batteries hydrogènes. Qu'ils se démerdent.

Je marche et peste dans les flaques du parking du resto-routier du centre de fret. Il me reste deux solutions : soit j'y loue une piale pour les trois jours, soit j'essaie de rentrer chez moi en cabotant de Gennevilliers à Port-Jérôme-sur-Seine par la piste cyclable. Si j'arrive à mettre la main sur un vélo chargé dont l'autonomie dépasse les 60km... Dix heures aller, et dix heures retour pour rembaucher mardi... Bref ! À peine plus d'une journée chez moi, à la caravane.

Sur le parking, c'est la foire : vieux bahuts hydrogènes, vélo-cargos et triporteurs de toutes

2 - Bureau (Enc. 2) ENCLOSURE
1 - Philadelphia
REC-33

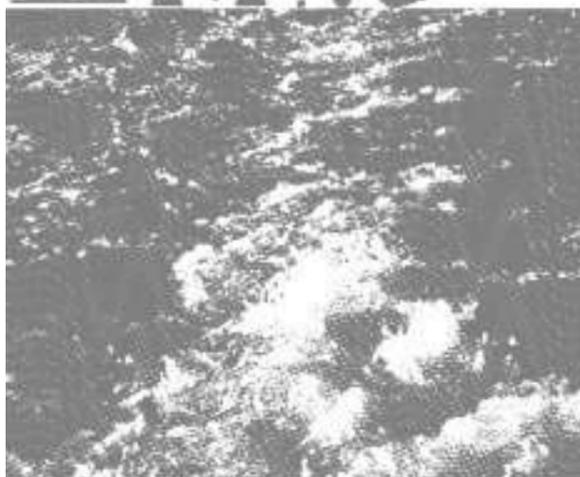
généralisations en charge, et de recharge, branchés parfois les uns aux autres en dérivation histoire de niquer le patron sur les factures d'électricité. Les boîtes de dérivation des faisceaux de câbles bricolés trempent dangereusement dans les mares de flotte de bitume défoncé. J'enjambe. Courbé sous la flotte, j'avance vers la bourse au fret. Rien. Pas un cycle de loc de dispo ; pas même une trottinette... c'est râpé ! Plus qu'à claquer mes indemnités de déplacement dans une des chambres du routier.

Les pieds trempés, je pousse la porte du routier. La vague de chaleur couvre instantanément mes lunettes de buée. Le vieux Majid est en train d'engueuler un môme qui a posé son sac de livraison isotherme sur le comptoir. Je les dépasse et m'affale dans une banquette. Papy est là, à sa place, la même depuis toujours, depuis la fin des bahuts et l'Eldorado du « dernier kilomètre ». Il tapote, des trois doigts qui restent de sa main droite, le rythme d'une musique que lui-seul entend. « Ça va Papy ? »

Son téléphone est sur la table, prêt à être décroché. Mais il ne sonnera pas. Plus aucune plateforme n'appelle Papy. Il ne récupère maintenant plus que les mauvaises courses que les copains veulent bien lui sous-traiter. Les pas argentées. Les pas trop loin non plus, parce que ça fait belle lurette que sa batterie ne l'emmène pas au-delà de trois, quatre kilomètres, et que ses jambes lui permettent à peine d'effectuer le retour. En acheter une neuve ? À quoi bon et avec quel fric ? Les batteries nouvelles génération coûtent une fortune et il a déjà laissé deux de ses doigts dans une benne de recyclage à vouloir récupérer une usagée. Papy attendra là, probablement toute la soirée, jusqu'à ce que Majid le foute dehors.

Je m'assoie en face de lui. Il me sourit. « Aujourd'hui je vais avoir 73 ans ! Champagne ! »

VIENT DE
PARAITRE



CRASHMETROPOLIS

Design écosocial et critique de la métropolisation des territoires

Le risque majeur de notre époque est celui d'un crash territorial total. La métropolisation à marche forcée provoque la marchandisation des territoires et la dégradation des milieux qui les rendent habitables. Ce volume tente d'y répondre en réunissant chercheurs, concepteurs et activistes reconnus pour leur engagement. Leurs contributions examinent l'implication directe des designers, architectes, urbanistes et artistes pour comprendre leur responsabilité et les potentiels de « réhabilitation » que ces pratiques peuvent porter. Dans ce travail de « recherche-édition » richement illustré, les différents régimes de discours (textes et images) et les propositions graphiques soutiennent l'esprit critique et expérimental du projet.

Sous la direction de Ludovic Duhem, philosophe, coordinateur de la recherche à l'École Supérieure d'Art et de Design de Valenciennes.

LES AUTEURS

Joëlle ZASK
Christophe LAURENS
Guillaume FABUREL
PETER BERG
Gilles CLÉMENT
Alberto MAGNAGHI
Andrea BRANZI
Matthieu DUPEREX
Abderrahmane DOUKKANE
Cyrille WEINER
Stany CAMBOT
Jens DENISSEN
Camille DE TOLEDO
Ludovic DUHEM
Augustin BERQUE
Gilles CLÉMENT
Ludovic DUHEM



DOCTORAT SAUVAGE EN ARCHITECTURE : LA ROUTE DU CHAOS

CONFÉRENCE MOBILE ET VISITE GUIDÉE DE PORT-JÉRÔME-SUR-SEINE, CAPITALE D'UN DÉSASTRE ANNONCÉ.

jeudi 2 juin 2022. Dans un monde où règnent le chaos et la pensée logistique, une caravane motorisée composée d'un camion-cinéma, de minibus et autres bolides hurlants, décide de longer la Seine depuis Rouen pour rejoindre la première Zone Économique Spéciale de France...

Nous sommes sur le départ, excités et septiques à la fois : peut-on faire barrage au mouvement et à la mobilité des flux ? Serons-nous capables de révéler la discontinuité de l'espace métropolitain abritant des Zones industrielles, de loisir, d'activités logistiques, Zones franches ou encore une Zone Économique Spéciale ? Est-il seulement possible de rouler à contre-courant de cette intensification croissante des flux et des violences sociales qu'elle exerce ?

18H30, le soleil est encore haut. Les Doctorants Sauvages arrivent sur le parking du 106, ancien hangar du port de Rouen réaménagé en salle de concert pour les musiques actuelles. Quelques mots sur le périple et c'est le départ de notre caravane. Les autoradios interconnectés de nos véhicules se mettent à beugler. Nous traversons le port de Rouen en compagnie de Mad Max, Jean-Pierre Levaray et Joy Division ! On s'arrête. Le ciné-truck Makhno-Van attend et hurle déjà des voix d'habitants de la Zone qui ignorent les dangers de l'industrie, une publicité pour le dentifrice phosphaté, de la musique indus encore produite en son temps par le label rouennais Sordide Sentimental. Au-dessus, en dessous, à côté, des tubulures métalliques : dérivations de l'oléoduc qui alimente Paris en hydrocarbure depuis le Havre et les raffineries le long du fleuve ? En face justement : le site de l'ex-raffinerie Pétroplus [qui devait aussi être le site d'implantation d'un centre logistique Amazon avant que le projet ne soit abandonné]. Puis départ pour l'intervention du chercheur Mathieu Quet sur la logistique.

Au cours du voyage, il s'interroge : existe-t-il des pans de la vie humaine qui ne soient pas encore soumis à la pensée du monde logistique ? En définissant la logistique comme un « art du transport et de la circulation, qui consiste depuis d'antiques guerres à acheminer des vivres, des armes, des bêtes, des hommes, d'un point à un autre », il met en évidence l'origine guerrière de celle-ci, et la manière dont elle transforme le monde en « sociétés de flux »... Un royaume des flux qui, pour citer Mathieu Quet, a conduit à l'expansion des routes marchandes ; un « royaume de l'atomisation de la production, dans lequel le travail s'émiette et les travailleurs s'épuisent à mettre en mouvement des marchandises » - quand ils n'en deviennent pas eux-mêmes. Car la « science logistique » s'applique aujourd'hui, non seulement au monde des objets et de la production, mais également à des sujets - comme les travailleurs détachés, désormais déplacés au même titre que la marchandise et avec

qui Echelle Inconnue travaille depuis de nombreuses années. La voix de Mathieu résonne dans les haut-parleurs des véhicules. Le signal est régulièrement entrecoupé par des interférences. Aux fenêtres des minibus, le paysage défile : usines chimiques, stockage de déchets en attente d'embarquement pour la Chine ou ailleurs, silos à grain. La traversée du port est une traversée de marchandises économiquement inertes puisqu'elles ne sont pas la valeur du mouvement.

Nous poursuivons le road-trip, la conférence mobile le long de la Seine pour interroger les devenir de l'homme-marchandise au royaume des flux.

On fait halte autour d'un repas au restaurant-routier La Petite Fringale, au cœur des usines de Port-Jérôme-Sur-Seine ! Sur le parking, le Makhno-Van diffuse un extrait de film. Joël, ouvrier nomade du nucléaire rencontré à Flamanville, dans le Cotentin, apparaît sur l'écran. Plusieurs routiers qui s'apprêtaient à dormir, sortent de leur camion pour se joindre à nous. Premiers artisans du flux, les quelques routiers présents nous livrent leur analyse : invisibilisation, conditions de travail, gestion logistique des ouvriers, libre-échange, etc. Ils se reconnaissent dans cet ouvrier mobile qui n'est jamais chez lui. Ils reconnaissent leurs enfants dans le portrait qu'il dresse de son fils : un enfant dont le papa n'est jamais là. Avant de filer, ils nous disent : « On a lu « Echelle Inconnue » sur vos combinaisons. Alors on est allés voir sur Internet et on s'est dit : « encore des artistes ». Mais en fait, ce que vous faites, c'est donner la parole à des gars comme nous. C'est bien ! »

On repart, regonflés pour une année au moins !

Puis direction la première Zone Économique Spéciale de France où Stany Cambot et Pedro Tavares Groke reviennent sur les raisons d'être stratégiques de la ZES de Port-Jérôme, ainsi que sur l'histoire de l'évolution du logement ouvrier dans la commune. Avec Mathieu Quet, ils tombent d'accord : la ZES est avant tout un signal envoyé aux investisseurs, une manière de leur dire que la porte est ouverte, « le territoire est à vous, faites ce que vous voulez ! On vous suivra ! » Car les ZES constituent un réseau de terrains dans le jeu mondial du capitalisme. Terrains sur lesquels on tord allégrement les bras des avancées sociales et des droits des travailleurs.

Enfin, après quelques kilomètres supplémentaires, sur notre roof-top bar flamboyant, au dessus de la Zone Industrielle qu'est Port-Jérôme-Sur-Seine, les cocktails Lubrizol ont brûlé sur des notes de musique industrielle...

1 Mathieu Quet est l'auteur de Flux. Comment la pensée logistique gouverne le monde, Paris, Zones, 2022.

Sa conférence (mobile) est à écouter et/ou réécouter en ligne sur le site d'Echelle Inconnue.



RUSSIE L'ÉTRANGÈTE OU L'AUTRE NOM DE L'AVENIR ?

« Ici ça va. On essaye de garder l'espoir mais c'est pas évident. Il semble que des soldats ne veulent plus participer à cette folie. J'ai lu aussi qu'on avait commencé à chercher des nouveaux soldats dans des centres pénitentiaires. Certains médicaments disparaissent des étals des pharmacies. Certaines nouvelles lois dangereuses et bêtes sortent aussi. En Géorgie, les banques font signer aux ressortissants russes qui veulent ouvrir un compte, un papier stipulant qu'ils reconnaissent que la Russie est en guerre contre l'Ukraine. Alors que les banques russes font payer des commissions astronomiques sur les comptes en euros ou en dollars. On parle aussi du retour des tueurs à gage... En gros, rien de nouveau ! » me confiait un ami russe au téléphone.

Deux vagues épidémiques de covid-19 nous ont obligées à ajourner un échange entre chercheurs et artistes russes et français autour des constructions comparées de la figure de l'étranger. Une guerre l'a définitivement annulé.

Ce qu'il y a de pratique avec les guerres, c'est qu'elles simplifient tout. Et les Russes comme la Russie sont redevenus ces absolus étrangers. La guerre dissout les nuances.

D'organisateur d'événements, nous avons glissé vers le conseil aux réfugiés, et appréhendé les dédales français du droit des étrangers. Nous avons pu mesurer la mollesse de l'État comme des universités face aux demandes d'accueil des artistes et chercheurs russes. Et nous interrogeons du regard l'horizon de nos futurs communs. Nous nous félicitons de savoir certains de nos amis en sécurité hors de Russie, et nous inquiétons évidemment pour ceux qui y restent. Nous apprenons, accablés, l'interdiction de certaines associations comme de certains laboratoires de recherche. Et nous poursuivons tant bien que mal les projets de films engagés.

Mais nous refusons surtout la première défaite. Celle qui nous fait regarder cet espace comme totalement étranger. Les fantômes qui l'habitent ne sont pas que russes mais mondiaux, et les alliances économiques avec les grands groupes français et internationaux semblent assez bien résister au conflit. Le régime n'est pas moins héritier du tsarisme ou de l'URSS que du néolibéralisme qui l'a placé là. Et les rêves de pouvoir et de fiertés retrouvées entrent en échos avec les mêmes désirs ici. Le laboratoire russe a produit un monstre ; il explosera peut-être. Prenons note et considérons le comme un avertissement et une raison supplémentaire d'observer ce que le laboratoire dans lequel nous vivons est capable de produire.

PARIS/ROUEN/MOSCOU : UN MEME PROJET QUE SEULE UNE MALENCONTEUSE GUERRE SEPARÉ

Alors Mister Grumbach ? La « joy of life » à Moscou, ça gaze ?

Au chapitre des économies d'énergie, si nous sommes loin d'avoir atteint la sacro-sainte neutralité carbone, les cabinets d'architectes et d'urbanistes, en revanche, semblent économiser la leur, au point qu'à des contextes fort différents, ils diagnostiquent les mêmes enjeux, appliquent les mêmes recettes et content les mêmes histoires. Ainsi en est-il des Cabinets Grumbach et Willmotte qui remportaient, il y a une dizaine d'années, le concours pour le développement du Grand Moscou, après que le premier ait esquissé le futur Grand Paris qui s'étendra jusqu'au Havre – et sous les grues duquel nous vivons.

Passons sur cette tranquille collaboration avec les autorités russes pour laquelle on ne demande visiblement aucun compte à ces architectes. Collaboration que Willmotte poursuivra dans le cadre du très « poutinien » projet de Centre Spirituel et Culturel Orthodoxe Russe de Paris. Mais dans le fond, demande-t-on des comptes aux agences qui établissent des marchés avec les pétromonarchies du Golf ? Ou ailleurs, comme le soulignait Christophe Leray dans l'édito des Chroniques d'architecture de mars 2022 : « L'architecte, son âme, les diables, la morale et la vie de palais ». *Business is business*. Le gaz russe n'avait alors pas l'odeur de poudre et les représentations culturelles françaises à Moscou étaient plus désireuses de « vendre de la culture française » que d'y aiguiser l'esprit critique.

Moscou était alors un marché comme un autre où différents acteurs locaux étaient désireux de voir – a minima – quelque chose de l'ordre de la réflexion prendre forme autour du développement urbain de la mégapole russe. Vladimir Poutine était à l'époque fréquentable. Passons.

On peut en revanche continuer à s'interroger sur la proximité des discours portés sur Moscou et sur Paris par les deux brillants architectes. Sur la présence de Grumbach aux premières réunions de préfiguration d'une candidature de Rouen au titre de Capitale européenne de la culture, et sur la capacité de ce dernier à minorer son influence ou son action quand il se plaît à se présenter comme un artiste de *Land Art* urbain.

Ainsi, le gentil land-artiste raconte tranquillement son histoire de Moscou à Rouen, en passant par Paris. Une histoire avec un fleuve (encore !) et une ville qui se développe autour.

« La proposition des architectes et urbanistes français est bien entendu largement inspirée du Grand Paris pour lequel Antoine Grumbach et Associés ont prévu une grande agglomération Paris-Rouen-Le Havre » souligne Borina Andrieu, de l'agence Willmotte & Associés, dans une interview de la journaliste Carine Logua le 07/09/2012.

Et tout ça, ça crée quoi ? « La joy of life !!! », cet ADN que le demiurge a extrait de Moscou alors même que les pelleteuses arrachaient les kiosques de marchandises où s'achalandait le petit peuple de Moscou ; que Leroy Merlin et les autres enseignes du groupe Auchan,

installaient leurs surfaces commerciales à la périphérie et aux points nodaux du transport urbain pour palier le manque ainsi occasionné. Ensemble de projets souvent corrompus que dénôtaient un Alexei Navalny encore libre.

La collaboratrice précise également que le projet – qui fait la part belle aux espaces verts et aux transports doux – place la Moskova, le fleuve de Moscou, au cœur de la capitale. Et que son importance doit être équivalente à celle de la Seine à Paris ou de la Tamise à Londres : « c'est le fleuve qui fait l'identité de Moscou ».

Une nouvelle ville rendue à la nature. Le Grand Moscou sera ainsi végétalisé à 50% et les transports publics seront favorisés. Autant de points, de plans, d'intentions et de discours que ne sauraient renier les différents projets de développement économique et urbain le long de l'Axe Seine.

À réalités différentes, solutions identiques en somme. Rien de neuf quand on sait que la métropolisation n'est autre que l'avènement d'un espace fluide et indifférencié qui façonne le monde à l'image de ces noms de villes qui s'étalent en parfaite équivalence sur les paquets des enseignes de luxe : PARIS - NEW-YORK - PÉKIN...

Pour ce qui est de la probité politique, nous laissons ces « land-artistes » et autres urbanistes se débrouiller avec leur conscience. Cependant, nous nous interrogeons sur la santé des collectivités territoriales françaises qui ne rechignent pas à faire encore appel à eux.

LES GRUES DE L'ATTRACTIVITÉ. QUAND LA VILLE BOUGE SOUS NOS TROTTINETTES IMMOBILES.

Si la récente prise de conscience écologique semble avoir donné un relatif coup de frein à l'injonction à la mobilité faite aux individus, les in-joncteurs d'hier se rattrapent sur la ville qui bouge (entendez qui se détruit, se reconstruit, se reconfigure) comme le synonyme d'une prospérité heureuse faite d'un productivisme à l'apparence frugale.

Comme dans le chant des chœurs masculins béarnais, l'ensemble des voix semble produire, comme un rêve, une voix supplémentaire qui vous arrive du haut : la voix de l'ange. Le bruit communicationnel additionné aux bruits de la production urbaine et énergétique semble aussi produire sa voix d'ange. Du haut vous tombez dans le crâne la brumeuse esquisse d'une ville qui se rêve ; les mobilités sont devenues douces et, privilégiant la force musculaire, limitent tout de même les distances. Et l'on s'étonne de ce que l'on peut voir et faire dans un rayon de 20 km (aller au boulot en fait partie). À cette mobilité à distance quelque peu contrainte semble répondre le mouvement de la ville même, décomplexé.

Soixante-dix grues ! C'est le compte que dresse un journaliste au-dessus de « la ville aux cents clochers » : Rouen.

Soixante-dix sur plus de quatre-vingt-dix chantiers s'enorgueillit Rouen Normandy Invest, y voyant un évident baromètre d'attractivité. « À #rouen nous ne comp-

tons pas que les clochers... Mais aussi les grues » tweetait en 2017 l'Agence de développement économique de la métropole, signe « d'un territoire qui bouge, qui construit, bâtit. Mais surtout un territoire pour investir #immobilier #ecoquartier #construction. » Nous voilà un peu au-delà du célèbre « quand le bâtiment va, tout va ». Peu importe ce que l'on construit dans le fond, les grues sont la métonymie de l'argent qui s'investit, se matérialise et, par un mystérieux pouvoir de ruissellement, irrigue son environnement d'une sève de prospérité. On sait pourtant la pollution engendrée par le secteur du bâtiment. On sait aussi que ceux qui ne polluent pas sont les bâtiments que l'on ne construit pas, fussent-ils écoresponsables, durables, frugaux.

Si le vent fait tourner les éoliennes, les moulinets de bras du secteur du BTP et des agences de conseil font, sans nul doute, tourner l'économie. Peu importe ce que l'on construit, c'est toujours un investissement. Et le sol, un simple minerais à rentabiliser. Peu importe ce que l'on construit, du moins on pourrait l'espérer car la production, à grand frais d'établissements de luxe ou de lieux d'enseignement privé comme le campus de l'Institut Catholique, serait un étrange message envoyé à qui voudrait se faire une idée de la ville de Rouen.

Peu importe, passons. Et interrogeons plu-

tôt ce lien forcené entre faire et défaire la ville, et les promesses de prospérité qui devaient en découler.

Combien de grues dénombrerait-on au-dessus du Grand Paris, des chantiers olympiques ou d'infrastructures qui s'étalent le long de la Seine depuis la capitale jusqu'à la mer ? C'est un territoire entier qui se transforme, mue, meut autour de nous alors que nous devenons de plus en plus immobiles. Nous assistons ainsi, dans les discours, à une inversion de paradigme. Si, il y a peu, on enjoignait les villes à devenir « Métropole » et les individus à devenir mobiles (entendons pour les cadres, mobiles en TGV ou en avion entre les différentes métropoles mondiales ; et, pour les autres, mobiles de chantiers en chantiers en caravanes, camions aménagés et hôtels *low-cost*, pour construire ces mêmes métropoles et lignes TGV), la tendance semble s'inverser. Aujourd'hui, vous n'avez plus besoin de bouger, ou très peu avec votre petit vélo électrique ; c'est la ville qui bouge autour de vous.

Soixante-dix grues ! Où et quand en ai-je déjà vu autant, à part ces dernières années au dessus de l'éternel chantier qu'est devenu Moscou, la ville mouvante ? Dans la capitale russe, rien ne dure ; l'éphémère est la norme. Il est fréquent de ne plus trouver son restaurant, son bar ou son magasin préféré le lendemain matin. Mieux, ce péril de la disparition est devenu « trendy ». Les

mêmes *hipsters* en voie de ringardisation que ceux que l'on trouve dans nos « quartiers créatifs » se précipitent dans les concept-bars ouverts pour quelques semaines seulement. Les moins noctambules se contenteront de bruncher à la terrasse d'une des occupations temporaires et festives en bois de coffrage du parc Gorki ou d'ailleurs.

La ville entière bouge sous nos pieds et c'est ce qui en fait la valeur. Les prix de l'immobilier s'envolent là où la jeunesse a fait la fête. Même ici, au royaume du pétrole pas cher, les *hipsters* circulent en trottinette du brunch au barbier, sous les échafaudages sur lesquels s'affairent les brigades d'ouvriers centre-asiatiques. Car pour faire la ville qui bouge, la « ville-produit » dans laquelle on s'arrache les emplacements, il faut une main d'œuvre agile et docile, qui en rien de temps reconfigure votre concept-store, ou valorise l'espace de votre tiers-lieu situé à deux pas du nouveau chantier phare d'hôtels, d'universités ou de centres-commerciaux.

Nous y voilà, honteux et lourds comme des menhirs dans la ville qui bouge autour de nous. Heureux d'être suffisamment « creative class » pour y avoir encore une place. Peut-être, à l'image d'un parisien regardant son quartier terrassé par les travaux d'Haussmann, sommes-nous encore un peu sonnés par cette mise en marche de la terre sous nos pieds.

SCIENCE-FICTION RUSSE. POÈTES, VOS PAPIERS !

Le 6 juin 2022, un mandat d'arrêt est lancé par la justice russe à l'encontre de Dmitry Alekseyevitch Glukhovsky, auteur du best-seller de science-fiction *Méto 2033*. La justice russe l'accuse d'« avoir discrédité les forces armées russes dans un message publié sur Instagram et d'avoir accusé Vladimir Poutine d'être responsable du conflit ». Il risque jusqu'à 10 ans de prison pour avoir tenu ces propos.

À relire son roman, on pourrait jurer qu'il paie aussi pour celui-ci, tant il y triture les fantômes, les impensés politiques et guerriers d'une Russie post-soviétique. Un ouvrage hérétique dans la lignée de *Nous autres*, de l'ex-bolchevique Evgueni Zamiatine, qui dépeint les dérives à venir de la révolution russe.

Nul besoin des circonvolutions mystiques du très médiatique Antoine Arjakovsky pour entendre dans quel terreau historique se fonde le système politique russe actuel quand on a lu Glukhovsky. Ou le retour d'une oligarchie sanguinaire, mêlée aux traditions de la Sainte-Russie et de la dictature policière moderne, décrite par Vladimir Sorokine dans *Journée d'un opritchnik*.

Nul besoin d'un long décoffrage non plus pour entendre une certaine Russie terrifiée par les années de guerre puis l'effondrement majeur de la société quand on a lu *Méto 2033*. Dmitri Glukhovski y décrit Moscou plusieurs décennies après une attaque nucléaire. Ce qui reste de la population vit dans les stations du métro, conçues dès l'origine, il est vrai, comme abris. L'auteur y recompose une société dystopique dans laquelle les groupes fascistes, communistes, les marchands, les

savants, vivent en plus ou moins bons termes... À des fins narratives, il utilise les légendes de la ville souterraine comme le métro 2, construit sous les ordres de Staline, censé pouvoir exfiltrer les *apparatchiki* jusqu'à l'Oural. Ou encore la légende de la cité souterraine construite par les prisonniers du Goulag sous les fondations de l'Université d'État de Moscou. En décrivant cette société de survivants, intoxiquée, désinformée, qui se réorganise en ville après l'apocalypse, l'auteur revitalise les mythes fondateurs de la société post-soviétique contemporaine : clandestinité, complot, vie, ville et économie souterraine. Mieux, il en use comme grille de lecture ou schème d'une société d'après le cataclysme.

Ce livre poursuit et s'inscrit dans une tradition littéraire et cinématographique soviétique, depuis Evgueni Zamiatine donc, avec son ouvrage *Nous autres*, au plus connu film *Stalker*, d'Andrei Tarkovski, en passant par *Le Visiteur du musée*, de Constantin Lopouchanski.

Plus qu'un moyen possible de contourner la censure, la SF soviétique et post-soviétique est surtout, comme le réalisme magique en Amérique Latine, une manière de dire le réel plus fort que le réel et relier, à la question structurelle et politique, la vie du commun et de l'individu isolé. La science-fiction est politique, souvent en lutte, et constitue pour ainsi dire un langage parallèle.

Au-delà d'une esthétique des ruines ou d'un retour de l'humain à un état de nature, la particularité du post-apocalypse russe est sans doute, outre sa prescience ou l'expression aiguë du désarroi face à la disparition, un recentrement sur

l'activité humaine. La ruine devient l'écrin désolé dans lequel brille, peut-être un peu plus que de nature, l'individu.

Si la science-fiction et l'anticipation permettaient à l'époque soviétique de parler du présent en contournant la censure, révélant le tréfonds de la machine étatique, c'est au même jeu qu'une part de la littérature russe contemporaine joue ces dernières années. La SF russe ne prédit pas ; elle dépeint ce qui est là, en genèse. Elle dit, très légèrement en deçà des radars de la censure réelle ou supposée. Elle dit, ou plutôt disait, puisque la Russie renoue avec tous ses passés d'Empire et pourchasse désormais ces auteurs.

C'est bien de ce qui est en présence aujourd'hui que ces auteurs parlent. Ils ne collaborent pas à un vaste projet de prospective sur la Russie dans 20 ans. Ils disent les risques et poussent les contradictions jusqu'à leur point d'explosion.

Et c'est Vladimir Sorokine encore qui nous éclaire dans un article du Guardian de février 2022 : « en vingt ans, [Vladimir Poutine] s'est inscrit dans une longue lignée d'autocrates impériaux, qui commence avec Ivan le Terrible au XVIe siècle. Le principe du pouvoir russe n'a pas le moins du monde changé pendant les cinq derniers siècles, (...) à en juger sur les récents événements, l'idée de restaurer l'Empire russe a complètement pris possession de lui. »

Mais finalement, disait-il autre chose en 2006 dans *Journée d'un opritchnik* ?

L'ÉCONOMIE DE GUERRE OU LE TRAVAIL FORCE DÉCOMPLEXÉ

« Les colonies pénitentiaires peuvent tout à fait remplacer IKEA dans la production de mobilier, déclare un responsable régional de l'administration pénitentiaire russe. " Notre qualité est meilleure et nos prix sont plus bas." On dirait du Gorafi, mais non. », tweete la chercheuse Anna Colin Lebedev le 28 juillet 2022.

« Si nous comparons des meubles, nous avons une meilleure qualité et des prix plus bas. Nous ne sommes pas des hommes d'affaires. La tâche principale du fonctionnement des industries dans les colonies est l'emploi des condamnés afin qu'ils reçoivent un salaire normal. C'est le salaire qui constitue l'essentiel du coût de production », ajoute le chef du département d'adaptation au travail des condamnés du GUF SIN de Russie dans la région de Sverdlovsk, le colonel Ivan Sharkov.

L'exemple tombe à propos et peut présenter les signes d'une Russie aux abois depuis l'invasion de l'Ukraine. Le pays est contraint de recourir à une main-d'œuvre « forcée » pour faire face aux sanctions internationales et au retrait d'un certain nombre d'enseignes étrangères (ce qui n'est toujours pas le cas, au passage, des Français du groupe Mulliez et de leurs magasins Auchan et Leroy Merlin). En somme, on pourrait y voir une Russie tellement économiquement affaiblie qu'elle en vient à faire appel au fantôme du servage, de l'esclavage ou du Goulag.

Cependant, les colonies pénitentiaires, aussi horribles et dégradantes qu'elles soient, ne constituent pas encore des Goulags et, si on doit en croire les responsables administratifs, les détenus seraient rémunérés pour leur travail, ce qui, du point de vue du droit, n'en fait pas tout à fait une main-d'œuvre forcée. De même, l'économie et le travail pénitentiaires existent dans d'autres pays, parmi lesquels la France, sans que cela n'émeuve grand monde. Resterait cependant à connaître les détails quant aux conditions d'exercice du libre choix de travailler des détenus des colonies pénitentiaires russes.

Mais, s'il ne s'agit pas de travail forcé dans le cadre d'une économie de la pénurie et du rationnement propre aux périodes de guerre, de quoi s'agit-il exactement ? Un lent retour vers l'économie des « Goulags », colonies et déportations largement utilisées par le régime tsariste puis soviétique, et qui fut tardivement abandonnée (le camp de Perm ne fut fermé qu'en 1991) en partie pour son manque de rentabilité ?

Il faut, me semble-t-il, remonter quelques mois avant la publication du tweet d'Anna Colin Lebedev pour entendre en quoi ce phénomène s'inscrit dans une dynamique de gestion de la main-d'œuvre à moindre coût dans le néolibéralisme à marche forcée que connaît la Russie depuis les années 1990 et qui en fit, ces deux dernières décennies au moins, un espace fréquentable pour les investisseurs occidentaux. Ain-

si, le 17 décembre 2021, l'agence Reuters nous apprend que « le plus grand constructeur de camions russe Kamaz envisage de faire travailler des prisonniers dans ses plus grandes usines pour compenser un déficit de main-d'œuvre. » Les restrictions liées à la pandémie de Covid-19 ont incité de nombreux travailleurs migrants à quitter la Russie, obligeant les autorités et les entreprises privées à réfléchir aux moyens de combler les pénuries de main-d'œuvre.

L'entreprise fait face à un manque de main-d'œuvre dans ses usines de Naberezhnye-Chelny, au Tatarstan, situées à plus de 900 kilomètres à l'est de Moscou. On dénombre 24 000 employés. La société, détenue à 47% par le conglomérat d'État Rosstec et à 15% par Daimler, a déjà fait venir des travailleurs migrants d'Ouzbékistan et envisage maintenant de se tourner vers les prisons russes.

Plus tôt cette année, le service pénitentiaire fédéral a proposé un plan visant à utiliser des condamnés pour compléter la main-d'œuvre, insistant sur le fait que le nouveau système ne ressemblerait pas au vaste système de camps de travail du Goulag de l'ère soviétique. En avril, un document gouvernemental a déjà ordonné aux responsables d'évaluer la possibilité de se servir des condamnés pour construire des chemins de fer.

À cela, le patron de Kamaz répond : « Nous évaluons comment appliquer le programme (de travail) développé par le service fédéral des pénitenciers ».

Ailleurs, dans un centre pénitentiaire de Novossibirsk, c'est un camion qui est transformé en laboratoire mobile d'analyse médicale – toujours pour lutter contre le Covid-19. Si le temps de guerre fait bien le lit d'un retour de l'administration pénitentiaire dans le développement et la sauvegarde des moyens de production du pays, c'est sans aucun doute l'épidémie qui en a été l'accélérateur.

Mais ce retour du GUF SIN dans le paysage du marché et de la production russe se prépare peut-être depuis plus longtemps encore, moins d'ailleurs comme un projet qu'un impensé. Et si les programmes de l'administration pénitentiaire viennent pallier le manque de main-d'œuvre étrangère (essentiellement centre-asiatique), c'est sans doute dans la gestion de cette main-d'œuvre sur les chantiers infrastructuraux et urbains, ainsi que dans les centres de rétention, que s'est expérimenté ce renouveau du couple détention/production. C'est ce que soulignait Bakhrom Khamroev, défenseur des droits à l'association Memorial – désormais interdite par le pouvoir russe.

Il racontait la menace d'être arrêté par la police qui pesait sur les ouvriers migrants s'ils sortaient du chantier. Et, par conséquent, celle d'être conduits en centre de détention où ils travailleraient à la construction d'autres centres qui, toujours selon Bakhrom, seraient à l'avenir aussi destinés aux Russes.

L'histoire lui donne tristement raison mais, plus loin encore, elle interroge sur la capacité des systèmes néolibéraux à survivre sans faire appel à des modes de coercition de la main-d'œuvre, voire à son internement ou son incarcération. Là encore, la Russie, plus qu'une altérité ou une étrangeté totale à nos systèmes, risque d'en constituer le modèle à venir. Elle franchit depuis vingt ans des pas qu'entreprises et autorités occidentales se gardent pour l'instant de franchir totalement. Rappelons, à toutes fins utiles, les faits de travail forcé dans les domaines de l'industrie *off-shore* et de la pêche en Europe.

1 <https://www.reuters.com/business/autos-transportation/russian-truckmaker-kamaz-looks-prisons-plug-workforce-deficit-2021-12-17>

2 <https://www.flashesiberia.com/news/laboratoriya-na-baze-kamaz-sozdana-v-gufsin-po-novosibirskoy-oblasti-dlya-vyyavleniya-covid-19>

3 In « Des containers pour les Zones » in *Glaucque est une couleur*. Revue d'Echelle Inconnue n°10

UN NOUVEAU CHAPITRE DE LA MIGRATION DES PEUPLES

Le 24 février 2022, l'armée russe envahissait l'Ukraine. Ou, comme nous le disons en Russie, elle entamait une « campagne militaire spéciale ». Nous n'avons pas le droit d'utiliser les mots « guerre » ou « agression » pour décrire ce qui se passe actuellement, au risque d'encourir une peine de trois à quinze ans de prison, assortie d'une amende maximale de 1500 euros.

Ce qui se passe aujourd'hui, qui a en réalité commencé en 2014, est une catastrophe européenne. En Ukraine, cette campagne militaire spéciale a causé de nombreuses morts civiles et militaires, la destruction de logements, d'infrastructures et d'industries, ainsi que la migration de plus de 6,6 millions de réfugiés (selon l'ONU, mai 2022).

Mais voilà qui est intéressant : dès le 24 février 2022, les Russes aussi quittent leur pays – même si, à l'heure actuelle, il est impossible de connaître leur nombre exact. Il ne me reste donc qu'à vous décrire mes souvenirs des premières semaines de cette campagne militaire spéciale.

La Fédération de Russie est une société plurielle et multiculturelle, en ce moment extrêmement atomisée. C'est un territoire immense qui compte environ 200 nationalités et qui donne parfois l'impression d'être composé de mondes distincts qui ne se croisent pas. Ces mondes s'ignorent pour des raisons culturelles, économiques et politiques. Suite au 24 février dernier, la confrontation des cultures intérieures russes s'est aggravée.

Plusieurs citoyens de la Fédération de Russie ont été traumatisés par ces actions militaires menées en leur nom. Bien que les Ukrainiens et les Russes soient des peuples différents, ils partagent un contexte et une histoire forts : la Rus de Kiev, principauté slave orientale, qui exista de 882 à 1240 sur les territoires actuels de la Biélorussie, la Russie¹ et l'Ukraine – et qui constitue la plus ancienne entité politique commune à l'histoire de ces trois États modernes ; l'Empire de Russie ; l'Union soviétique. En somme, des peuples sortis d'un même berceau historique et qui s'influencent de façon profonde. Selon le recensement de 2010, les Ukrainiens (1,9 millions de personnes) sont, en nombre, à la troisième position dans la liste des différentes nationalités qui composent la Fédération de Russie, après les Russes (111 millions de personnes) et les Tatars (5,3 millions de personnes). Mais, contrairement aux Tatars qui sont majoritairement musulmans, les Russes et les Ukrainiens sont principalement orthodoxes. Donc, pour les Russes, les Ukrainiens sont, probablement au même titre que les Biélorusses, le peuple dont ils se sentent le plus proches². D'où la vive réaction de la société russe, qui s'est divisée : certains préférèrent se ranger du côté de la position officielle de Moscou tandis que d'autres préférèrent quitter la Russie.

D'après mon expérience personnelle, pen-

dant les premières semaines de la campagne militaire spéciale, il n'était pas rare d'entendre des phrases comme : « Tu restes ou tu pars ? », « Si tu es toujours à Moscou ... » Et, de plus en plus, de voir fleurir un peu partout le terme « relokatzija » (de l'anglais « relocation »), désignant la délocalisation de son business et des employés dans un autre pays.

Les gens partent parce qu'ils ont peur : peur du « rideau de fer » pour ceux qui ont intégré la culture et l'économie occidentales ; peur d'une mobilisation générale ; peur de la disparition de certains médicaments suite aux sanctions européennes, etc. Beaucoup se sentent trahis : ils construisaient leurs mondes, ils planifiaient leurs futurs, ils investissaient dans leurs entreprises. Et, en un instant, tout s'est écroulé. Les Russes craignent pour leur avenir et celui de leurs enfants. Tout ce qui se passe en Ukraine est si inacceptable qu'ils préfèrent se couper de l'État russe. Bien sûr, ils ne le font pas tous pour des raisons politiques et/ou morales. Certains partent simplement pour conserver un niveau de vie confortable, continuer de consommer les produits habituels, voyager quand et où ils veulent, travailler sans les restrictions imposées par les banques européennes ou russes.

Partir. Mais où ?

Bien que le monde sorte peu à peu de la pandémie de covid-19, passer la frontière n'est pas si simple. Et le nombre de pays accueillant des migrants russes reste limité. La soudaineté et la brutalité de cette catastrophe influencent aussi le choix du pays de destination.

DANS CET ARTICLE, JE VOUS PROPOSE D'Étudier trois VARIANTES POUR QUITTER LA RUSSIE.

VARIANTE 1

Les plus riches, ceux qui ne craignent pas de rejoindre un pays miné par sa propre guerre sans fin, ou encore ceux qui ont déjà leurs papiers prêts pour le rapatriement, se rendent en Israël.

La communauté des Juifs issus de la Russie (de l'Empire de Russie, de l'URSS, de Fédération de Russie) commence à s'y former à partir de 1882 après les pogroms³ antisémites. On peut distinguer deux étapes historiques importantes de la migration des Juifs de Russie :

- La première grande vague de rapatriement advient entre les années 1967 et 1982 : environ 161 000 personnes arrivent en Israël depuis l'URSS (98 000 personnes ont choisi d'autres pays).

- La deuxième vague a quant à elle lieu de 1989 à 2002 : environ 950 000 personnes arrivent en Israël de territoires post-soviétiques. Ils viennent de Russie, d'Ukraine, de Biélorussie, des pays Baltes, etc.

En 1989, en Israël, il n'y avait que 8 000 scientifiques. Mais, dans les années 1989-1998, on compte parmi les nouveaux rapatriés environ 15 000 scientifiques et 100 000 ingénieurs. Ces nouveaux rapatriés russo-phones avaient une expérience professionnelle considérable dans des sphères différentes. Le nombre de scientifiques et d'ingénieurs en Israël devient le plus élevé au monde (135 pour 10 000 employés). En raison du coût nettement inférieur de cette main-d'œuvre par rapport aux pays industrialisés, Israël devient un lieu attractif pour les installations de recherche et de production des entreprises occidentales travaillant dans le domaine de la haute technologie. La hausse des investissements et un potentiel important de main-d'œuvre qualifiée ont accéléré la croissance économique générale de l'État hébreu. En 1997, le FMI inclut Israël dans la catégorie des pays industrialisés.

De 2003 à 2010, le nombre de Juifs quittant la Russie pour Israël diminue considérablement. Mais la tendance s'inverse en 2014, suite à l'annexion de la Crimée par la Fédération de Russie. Au cours des quatre années qui suivent, 45 700 Juifs de Russie arrivent en Israël, contre seulement 36 784 entre 2005 et 2015. En 2020 et 2021, malgré la pandémie, environ 14 100 s'y installent.

Selon le Président du plus grand collège russo-phonie d'avocats d'Israël, Eli Gerwitz, en février-mars 2022 le nombre de demandes de rapatriements de Juifs de Russie est multiplié par vingt-cinq. Il faut préciser que la sociologie de ceux qui se manifestent pour obtenir de l'aide juridique a changé. S'il s'agissait auparavant de personnes de la liste Forbes, il s'agit plutôt désormais du haut de la classe moyenne : des spécialistes des technologies de l'information (TI), des scientifiques, des docteurs, des ingénieurs, des artistes.

En 2021-2022, le secteur des TI en Israël souffre d'un déficit sévère de spécialistes. Il y a presque 20 000 postes vacants. Fin mars 2022, le gouvernement israélien annonce une procédure simplifiée d'acquisition du permis de travail pour des spécialistes de TI de la Russie et de l'Ukraine, qu'ils aient ou non des racines juives.

En revanche, le Ministère de la Justice de la Fédération de Russie requiert la liquidation de l'Agence juive pour Israël, un organe gouvernemental israélien chargé de l'immigration juive en Israël. Officiellement, on accuse l'Agence d'avoir enfreint la loi dans le cadre de ses activités. Officieusement, la raison tient de la fuite des cerveaux.

VARIANTE 2

Pour ceux qui n'auraient pas de racines juives, qui n'auraient pas de passeport ou qui se trouveraient démunis, le Kazakhstan, république de l'ex-URSS, est une option.

Avant 1991, les Russes y étaient le deuxième groupe ethnique le plus présent. Puis, après la chute de l'URSS, 1,2 millions de Russes partirent du Kazakhstan. De 2000 à 2021, ils furent encore 584 000 à partir. Début 2022, les Russes ne représentent plus que 18 % de la population.

Suite aux événements du 24 février 2022, les Russes commencent à revenir au Kazakhstan pour des raisons diverses : certains dans le cadre du « tourisme bancaire », d'autres pour y vivre.

Depuis le début de la campagne militaire spéciale, les Russes ne peuvent plus ni utiliser des applications telles que Google Pay ou Apple Pay, désactivées sur le territoire russe, ni effectuer de virements bancaires avec le système SWIFT (certaines banques russes sont coupées de ce système, d'autres introduisent des frais énormes, d'autres encore décident d'elles-mêmes de ne plus effectuer ces fameux virements SWIFT). Ces restrictions sont-elles en mesure d'arrêter la campagne militaire spéciale ? La question reste ouverte.

En tout cas, les Russes cherchent des solutions pour les contourner. Et ils en trouvent. Le « tourisme de carte bancaire » en est une : on choisit un pays où ouvrir un compte en banque ; on y fait un voyage, et on revient en Russie avec une carte bancaire avec laquelle payer ses abonnements YouTube, Netflix ou Spotify. Les Kazakhs, à leur tour, s'inquiètent des sanctions possibles contre leur pays si cette pratique russe prenait trop d'ampleur.

Comparé à la Géorgie, à la Turquie ou à l'Arménie, le nombre de Russes qui arrivent au Kazakhstan pour y vivre et y rester n'est pas aussi important. Comme ce pays a connu une révolte début 2022, peu de Russes y sont allés après le 24 février. Seule chose qu'on observe déjà : la hausse des loyers.

Au mois de juillet 2022, le président du Kazakhstan, Kassym-Jomart Tokaïev, a chargé le gouvernement de créer les conditions pour la relocalisation des entreprises étrangères qui ont quitté la Russie. Il est possible que dans l'avenir le flux migratoire en pro-

venance de Russie augmente.

Mais il faut noter qu'il n'y a pas que des Russes qui quittent la Russie en 2022. Plus de huit millions de travailleurs immigrés de l'Asie Centrale habitent et travaillent en Russie. Dans les conditions actuelles de forte contraction de l'économie russe, ces gens doivent choisir entre rester en Russie, avec des salaires réduits, ou partir. Le Kazakhstan pourrait devenir un nouveau lieu d'arrivée et de travail.

VARIANTE 3

Si on veut se trouver dans un pays avec une économie croissante, dans un environnement confortable, sans barrière de la langue, on peut choisir l'Arménie.

Selon le Ministère de l'économie de l'Arménie, de mars à juillet 2022, 30 000 Russes sont arrivés et ont créé plus d'un millier d'entreprises. La plupart de ces migrants sont spécialisés dans le secteur des technologies de l'information. Ce sont non seulement des spécialistes freelance, mais aussi des employés qui travaillent pour des entreprises qui ont décidé de délocaliser leur business et leurs effectifs.

La popularité de l'Arménie parmi les spécialistes des TI s'explique peut-être par le fait qu'en 2015 les autorités locales ont réduit le taux d'imposition sur le revenu des professionnels du secteur informatique à 10 % (les spécialistes d'autres domaines paient 26 % ou plus) et ont exonéré les entreprises informatiques du paiement de l'impôt sur le revenu. De plus, en Arménie, il ne faut qu'un jour pour enregistrer une personne morale (comme une entreprise).

Le flux migratoire a aussi une influence sur le secteur des services. En 2022, la saison touristique en Arménie a débuté au mois de mars, au lieu de mai. L'augmentation du nombre de cafés et de restaurants a ainsi exacerbé la concurrence dans ce secteur. Les Russes apportent leurs habitudes et promeuvent une culture de l'évaluation sur les sites internet, ce qui pousse les Arméniens à adopter cette pratique.

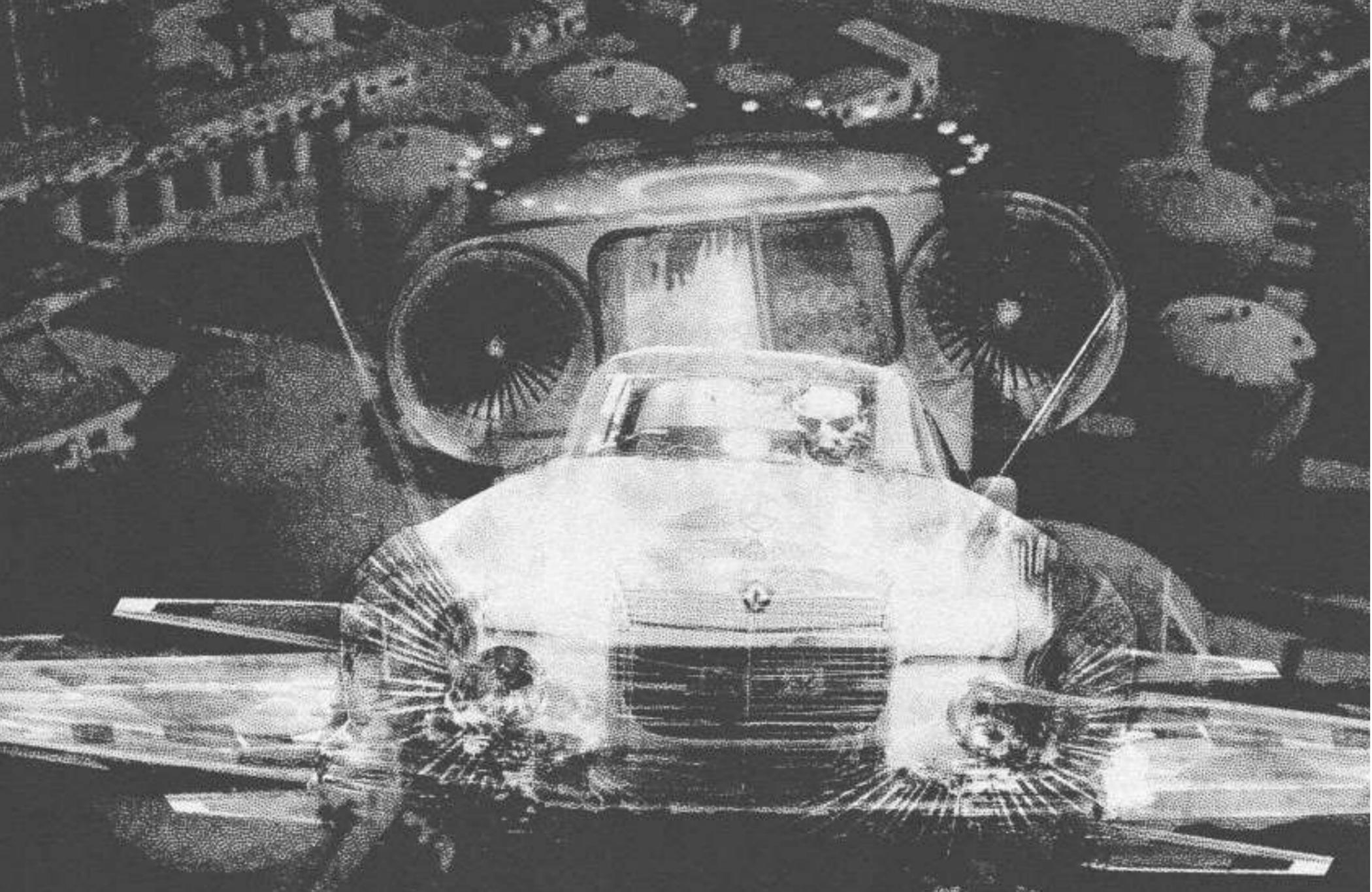
Malheureusement, l'arrivée d'un tel nombre de spécialistes mieux payés et issus d'une culture différente s'accompagne de la gentrification des villes. Les Russes arrivés en Arménie ne prennent pas en compte la spécificité de la culture locale : la pratique de marchandage. Après l'arrivée des Russes, le prix du loyer d'un appartement d'une seule pièce monte de 300 à 1000 dollars, voire plus. Les Arméniens racontent que certains propriétaires d'appartements expulsent de force des Arméniens (les obligant ainsi à vivre en périphérie de la capitale) pour y installer des Russes plus fortunés. Effet boule de neige : le nombre de migrants russes est tel qu'eux-mêmes quittent la capitale pour s'installer dans la province arménienne. Et les prix augmentent dans le reste du pays. Le gouvernement arménien essaie tant bien que mal de faire baisser les prix des logements en incitant les propriétaires d'appartements non habités à les remettre en état et sur le marché.

Six mois se sont écoulés depuis le 24 février. À long terme, il est difficile de penser pour l'humanité toutes les conséquences de l'invasion de l'Ukraine. Pour l'instant, on ne peut qu'admettre que le monde va changer. Et l'émigration de ceux qui n'acceptent pas la campagne militaire spéciale jouera un rôle important dans ces métamorphoses mondiales.

1 À propos, Moscou est mentionnée pour la première fois en 1147. La constitution de la principauté de Moscou se passe en 1263. En 1363 se transforma en grande-principauté.

2 D'ici à mon avis vient aussi la réaction des Russes à l'opération visant à « contraindre les autorités géorgiennes à la paix » de 2008 : cette deuxième guerre d'Ossétie du Sud est trop loin. Elle ne touche pas ?

3 Attaques accompagnées de pillage et de meurtres perpétrées contre une communauté juive.



LES MANOUCHES DANS L'ESPACE !

Le titre vous fait rire ? Tant mieux ! La suite est moins drôle. Depuis l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, en 2019, nous suivons les familles de Voyageurs qui ont été directement impactées par la pollution de l'accident. Ni évacuées, ni confinées, les familles n'ont, à ce jour, toujours pas été relogées. Et l'aire d'accueil, pour le moins indécente, sur laquelle ils étaient condamnés à louer des emplacements n'a été ni déménagée, ni fermée. Libre aux familles de trouver refuge ailleurs. Ailleurs ? Pourquoi pas dans l'espace, seule destination d'où elles ne seraient pas chassées. Destination où nos autorités cadastrées aimeraient peut-être les déporter si elles ne pouvaient plus leur trouver un coin derrière la décharge.

La Lune serait en définitive plus habitable que la Métropole ! Comme dans le film de Fabrizio Boni et Giorgio de Finis, *Space Metropoliz*, tourné avec les habitants d'une usine squattée de la périphérie de Rome, qui décident d'échapper une fois pour toutes aux forces centrifuges de la ville qui les placent en marge. Pour ce faire, ces Tunisiens, Péruviens, Ukrainiens et Roms construisent une fusée. Direction la Lune !

En attendant, occupons-nous encore un peu de l'ici et maintenant. Voici quelques nouvelles de ces Manouches dans l'espace à Rouen : leurs souhaits, leur vie, leur vision et tout ce qui, à proprement parler, s'ingénie à les empêcher de vivre.

QUELQUES NOUVELLES DU PROJET DE RELOGEMENT DES VOYAGEURS SINISTRÉS PAR L'INCENDIE INDUSTRIEL DE LUBRIZOL

DE NOUVELLES AIRES
D'ACCUEIL ET DES
PROGRAMMES DE LOGEMENTS
ADAPTÉS DANS LA
MÉTROPOLE-ROUEN-
NORMANDIE :

(Voir note ¹)

DITES 33 !

L'ART DU DIAGNOSTIC OU COMMENT FAIRE DIRE AUX VOYAGEURS CE QUE L'ON DÉSIRE ENTENDRE.

Suite à l'incendie, un projet de MOUS (Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale) a été mis en place par la Métropole. Cet outil du plan départemental pour le logement des personnes défavorisées doit aboutir à un relogement adapté des Voyageurs sinistrés.

Depuis le printemps 2021, Christophe Hubert accompagne pour Échelle Inconnue ces sinistrés et a mis en place une réunion d'information sur l'habitat avec le centre social Relais Accueil Gens Du Voyage.

En novembre 2019, suite à des menaces d'expulsion, nous décidions avec les Voyageurs de l'aire d'accueil de Rouen/Petit-Quevilly et d'autres associations d'entamer des procédures DALO. Avec les familles, nous avons établi un « pré-diagnostic » permettant de dessiner les contours des groupes familiaux en présence. À partir de septembre 2021, c'est caméra au poing que nous les rencontrons, pour rédiger avec eux des demandes de logements sociaux. Ces capsules vidéo doivent accompagner le texte rédigé à la dernière case du formulaire, « précisions complémentaires », et être mises à disposition des instructeurs. Elles permettent aussi de documenter l'absurde. Car ces formulaires, malgré les nouvelles orientations légales, ne sont d'évidence pas destinés à des demandes de logements adaptés mais formatés aux demandes de logements conventionnels de personnes sédentaires. Ainsi, c'est dans les 350 caractères de cette case qu'il convient aux Voyageurs de faire entrer la description de leurs besoins spécifiques, pour ne pas dire faire entrer l'histoire entière d'un mode de vie traditionnel mais totalement ignoré.

Ce n'est qu'en décembre 2021, dans les couloirs d'une rencontre publique que nous organisons autour de la question du logement des Voyageurs¹, que nous apprenons que l'association SOLIHA (SOLIDaires pour l'habitat) vient de remporter le marché public publié en juillet 2021 par la Métropole. Celui-ci consiste en la mise en place d'un diagnostic et d'un accompagnement social dans un « parcours résidentiel vers une solution d'habitat pérenne en terrain familial locatif, en habitat adapté ou autre correspondant à leurs souhaits et besoins. »

Fin février 2022, SOLIHA entame le diagnostic des besoins. Et ne souhaite pas nous consulter avant de l'avoir entamé. C'est donc sur le terrain que nous voyons finalement les membres de l'association, lors de leurs premiers rendez-vous avec les familles que nous connaissons. Ils les rencontrent, reposent les mêmes questions que nous avons déjà posées et que d'autres acteurs leur avaient posées plusieurs années auparavant, sans donner suite. Ils doivent réaliser ces entretiens auprès de 75 à 85 familles de trois aires d'accueil de la métropole.

Courant mai, les habitants nous alertent. Ils viennent d'apprendre par les services de la Métropole que, contrairement à leur demande de maison adaptée, on leur propose un terrain familial avec vingt emplacements ouverts à d'autres familles.

En juin, nous en avons la confirmation. Les dizaines de micro-maisons dessinées devant la caméra avec leur emplacement pour la caravane familiale ou celle des invités ne verront pas le jour. Place à ce dispositif que les élus (étrangement) adorent : le terrain familial. Un terrain, un équipement sanitaire et de la place pour des caravanes – mais pas de maison, donc.

D'évidence, les enquêtes de SOLIHA et les nôtres n'aboutissent pas aux mêmes diagnostics. Et celui de SOLIHA vient opportunément confirmer les préconisations du schéma départemental à l'accueil des Gens du Voyage. Rien de véritablement étonnant quand on sait que c'est SOLIHA elle-même qui a, là aussi, établi le diagnostic. En réunion, c'est par de très polis « en effet, nous avons des points de divergence » qu'ils écartent nos objections.

Le travail que nous avons entamé s'est assez vite ouvert à d'autres familles que les seules sinistrées. Sur les 33 familles que nous avons rencontrées sur les aires d'accueil de « l'agglo », seules deux désirent habiter un terrain familial et une logement HLM conventionnel. Les autres confirment leur désir d'habitat adapté. Ce n'est donc pas seulement sur le diagnostic lié à la MOUS que nous avons « des points de divergence ». C'est plutôt sur l'ensemble des préconisations du schéma pour la Métropole de Rouen que nous avons de sérieuses doutes. Préconisations qui aboutissent, pour plusieurs communes, à la seule proposition de terrains, voire plus préoccupant encore, à la transformation d'aire d'accueil en terrain familial. Seule Franqueville-Saint-Pierre remet en question ses choix. Ces doutes, nous en avons fait part, dès le mois d'avril, en réunion publique sur l'habitat adapté à la mairie de Saint-Étienne du Rouvray, à la fois aux élus, à SOLIHA et aux techniciens de la Métropole « en charge des Gens du Voyage ».

Quelle mystérieuse technique de consultation des habitants peut aboutir à coup sûr à la confirmation de ce que l'on désire entendre d'eux ? Ou comment l'exercice de diagnostic vient appuyer des décisions déjà prises ?

UN MONDE DE FOUS

COMMENT CONSTRUIRE UN SYSTÈME DANS LEQUEL AUCUNE DEMANDE NE PEUT ABOUTIR ?

Le DALO, droit au logement opposable né des luttes des Enfants du Canal, peut par exemple être mobilisé lorsque le demandeur de logement social n'a pas reçu de proposi-

tion de logement adapté à ses besoins ou en cas de suroccupation de son logement... Ce qui est le cas de la plupart des familles de Voyageurs que nous rencontrons.

Cependant, pour eux, les choses se compliquent. Le DALO ne peut que « piocher » dans le contingent préfectoral, c'est-à-dire dans les logements HLM que l'État peut réserver. Or, dans ce parc, on ne peut trouver aujourd'hui de logements adaptés aux besoins de ces familles.

Si les familles vont en justice et gagnent, l'État se trouve condamné à verser une astreinte au Fonds National d'Accompagnement Vers le Logement. Ce fonds, créé en 2011, finance des accompagnements vers des logements à attribuer en urgence. En somme, ils auront permis le financement d'un nouvel outil d'accompagnement vers une offre toujours inexistante. Vous suivez ? Ce sont les Voyageurs qui se trouvent indéfiniment condamnés à être accompagnés vers un logement qui n'existe pas. Les textes dont nous disposons ne précisent pas si ces recours vers le néant peuvent être répétés à l'infini.

En tout cas, ceci explique sans doute pourquoi les rares DALO déposés par des Voyageurs dans les départements du Calvados et de l'Eure n'ont abouti à rien.

APRÈS LE CONTRÔLE TECHNIQUE, LA ZFE, REPART ULTIME CONTRE LES VOYAGEURS.

VIVRE ET HABITER : ENTRE CODE DE L'URBANISME ET CODE DE LA ROUTE.

En 2018, nous entamions Brichka, projet de recherche par lequel nous tentions d'alerter les pouvoirs publics sur les possibles discriminations territoriales engendrées par le renforcement des règles du contrôle technique. Les logements sur roues non homologués par la DREAL (anciennement les Mines) ayant de plus en plus de difficultés à circuler, ceci précarisait encore davantage ces travailleurs et/ou habitants mobiles en les empêchant, par exemple, de répondre à une offre d'emploi.

Après une relative disparition du zoning du vocabulaire de l'urbanisme, le voici revenu sur tous les fronts : ZES, ZFE, ZAC, etc. Autant de poches qui dérogent au droit commun. La dernière en date, la Zone à Faibles Émissions mobilité (ZFE-m), est un secteur géographique défini où la circulation des véhicules les plus émetteurs de polluants atmosphériques est encadrée, voire interdite. Un nombre important de véhicules se trouvent donc interdits dans le périmètre du Grand Paris comme dans celui de la métropole de Rouen. Déjà, de nombreuses cartes démontrent clairement à quel point c'est le

1 Trois ans après l'incendie, ces colonnes devraient conter la relocalisation de l'aire d'accueil de Rouen/Petit-Quevilly. Elles devraient aussi se faire l'écho de l'aboutissement du travail engagé par la Métropole pour reloger les Voyageurs impactés dans des conditions adaptées à la dignité d'une part, et à leur mode de vie d'autre part. Ce qui, dans les témoignages de beaucoup d'entre eux, reviendrait à un logement social de plain-pied capable d'accueillir une ou deux caravanes. Ces colonnes aimeraient aussi raconter que les agents qui, depuis des décennies entretiennent l'indignité, divisent et vexent, ont laissé la place à de nouvelles équipes. Mais ces colonnes resteront aujourd'hui vides. Malgré l'indéniable avancée qu'a représenté le vote par la Métropole d'un budget de 2,8 millions d'euros pour l'année 2022, destiné à la réfection et à la relocalisation des aires d'accueil : rien. En trois ans, aucune nouvelle aire, ni programme de logement adapté n'ont vu le jour.

parc automobile des zones urbaines les plus pauvres qui se trouve aujourd'hui interdit de territoire ! Cette discrimination territoriale prend des dimensions encore plus dramatiques quand le véhicule en question constitue tout ou partie de votre logement. Les véhicules de tractage des caravanes, souvent anciens, des Voyageurs les moins fortunés, les rendent de fait persona non grata dans le périmètre métropolitain. Et les excluent aussi de l'accès aux aires d'accueil, conditionné par le fait de pouvoir déplacer sa caravane à tout moment. De même, les personnes habitant en camion non homologués VASP ou VHL (Véhicule Habitable de Loisirs -autant dire en camping-car récent et souvent coûteux), ou qui ont fait le choix d'éviter l'homologation pour ne pas se retrouver sans « toit » suite à un contrôle technique, se retrouvent elles aussi à la porte des métropoles.

Mécaniquement, la ZFE devient un outil supplémentaire et indirect d'éviction des populations mobiles. Depuis 2009, nous démontrons le caractère excluant du projet métropolitain et son obscur jeu d'attraction-répulsion des populations mobiles. Nous alertons, en vain. Et nous voyons des villes rejeter ces populations toujours plus loin à l'occasion de réaménagements urbains, d'élaborations de nouveaux règlements ou arrêtés. Nous entendons des discours de réalpolitik urbaine et sociale qui s'évertuent à ignorer le réel des territoires, même quand nous leur mettons sous le nez. Nous aurons vu sur les quais de Rouen un véritable espace nomade (forains, voyageurs, etc.) faire place à une promenade. Nous avons vu les populations mobiles, réfugiées à une enjambée d'un auto-pont, être déplacées par le chantier du site d'une futur gare bien hypothétique. Nous les avons retrouvées plus loin encore. Nous entendons celles, réfugiées sur l'Île La-Croix, faire part de leurs inquiétudes. Nous avons vu et entendu les Voyageurs abdiquer, prêts à quitter le Voyage pour un habitat adapté « parce que avec le prix de l'énergie, du carburant, les amendes (quand on n'a pas trouvé de place sur des aires inexistantes ou polluées), les Zones où on peut pas rouler... Ils veulent nous interdire le Voyage ! » Que dire de tant de lucidité quand le Voyage devient l'apanage de quelques [heureux] élus ?

Et on en viendrait presque, avec William Lindsay Gresham², à rêver d'un monde dans lequel ce sont les gitans qui détiennent la clé de la survie de l'humanité, après que les Gadgés l'ont conduit à son effondrement. N'est-ce que de la science-fiction ?

¹ http://dsea.fr/conferences/69_tablerondevoyageur

² William Lindsay Gresham, Le peuple du grand chariot, 1953

ECHELLE INCONNUE EN QUELQUES MOTS

Emmené par l'architecte Stany Cambot, Echelle Inconnue réclame une autre manière de penser et faire la ville.

Une guerre urbaine a lieu, sourde et silencieuse. Nous tentons d'y prendre part en faisant émerger la carte de ce qui manque à notre compréhension du réel. Traçant les pourtours d'une ville complexe et polyphonique plutôt qu'unidimensionnelle et consensuelle et ce, à partir des ses marges ou espaces de crise.

Nous mettons en place des travaux et expériences artistiques autour des urbanités minoritaires, alternatives ou émergentes, avec les populations non prises en compte, invisibilisées, voire discriminées, en raison de leur mode de vie (sans-abris, immigrés, Voyageurs, travailleurs mobiles, individus amenés à vivre en caravanes, camions, tentes, mobile-homes et autres campings, etc.)

Notre travail se voudrait un grincement... Une stratégie empirique de combat contre la ville du cadastre : interrogation des concepts des faiseurs de villes (architectes, urbanistes, politiques) ; questionnement des relations entre ville et combat politique ; exploration des urbanités par nature opposées à l'urbanisme ; tentative de ressaisissement des nouvelles dimensions technologiques de la ville contemporaine.

Nous produisons et réalisons des films, des dispositifs, des manœuvres, des revues, des micro-architectures et formons aux questions urbaines, artistiques et numériques.

Echelle Inconnue n'est pas un collectif mais un groupe, comme un groupe de rock, qui voudrait être à l'architecture ce qu'Elvis Presley fut à Tino Rossi !

TOUTES NOS PUBLICATIONS

PETITS LIVRES À LIRE UN COUTEAU ENTRE LES DENTS

- #02 : Le manifeste d'Echelle Inconnue
- #06 : « Délit de lire » (affaire Tarnac)
- #07 : « La figure de l'architecte »
- #08 : Une autre histoire de la cartographie
- #09 : « La marche du cheval »

REVUES

- Revue 01 : « Fiche 16 »
- Revue 06 : « Éventrer la machine »
- Revue 07 : « Ingénierie ensauvagée »
- Revue 08 : « Cinéma Mobile d'Intervention »
- Revue 09 : « Fiat Metropolis »
- Revue 10 : « Glauque est une couleur. Observatoire critique de la métropolisation. Axe Seine / Moscou »

Pour les consulter et/ou les commander



<http://www.echelleinconnue.net/bookfactory/>

Vous pouvez aussi nous contacter au 02 35 70 40 05 ou à l'adresse mel@echelleinconnue.net

echelleinconnue.net
makhnovtchina.org

